ANNÉE — T. 7 N° 148. — 15 AVRIL 1922

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

dveniat Regnum Tuum

PARAIT LE SAMEDI (*46 fascicules par an; tables semestrielles*)
PRIX DU NUMÉRO : 0 FR. 60
Abonnements : Six mois, **11 fr.**; un an, **20 fr.** Etranger, **13** et **25 fr.**

BUREAUX : 5, RUE BAYARD, PARIS-VIII[e]
(Chèques postaux : *Maison de la Bonne Presse, Paris,* C[ie] N° 1668.)

Les Questions Actuelles — Chronique de la Presse — L'Action Catholique — Rev. d'Organisation et de Défense Religieuse

L'EUROPE DÉVASTÉE

De Kiel à Gênes (1918-1922)

par RENÉ JOHANNET

Sommaire analytique

La renaissance de l'Allemagne. La déchéance de France (les deux grandes erreurs diplomatiques la guerre avant 1918; les fautes de Clemenceau de ses successeurs).

PREMIÈRE PARTIE. — **L'ALLEMAGNE DANS LE CHAOS.** — L'effondrement germanique. La République bavaroise. Les journées décisives de Munich (Kurt Eisner). Genèse de la révolution à Berlin et Kiel (1917-1918) (l'influence russe sur la révolution allemande; les événements du 9 novembre). compromis entre indépendants et majoritaires. « Comité » contre le « Conseil ». La rupture c les indépendants. Le retour de la Garde. Le voi d'Eichhorn. « Spartakus ». Noske et le soulèvement communiste de janvier 1919. La répression de l'émeute et l'assassinat de Liebknecht et de sa Luxembourg. L'élection de la Constituante. ouverture de la Constituante. Le vote de la Constition. Les difficultés sociales et la paresse ouvrière. déclin de Kurt Eisner (il proclame la culpabilité emande et on l'assassine). La Bavière à la veille la soviétisation. L'anarchie allemande au prinnps de 1919 (l'atmosphère anxieuse de Weimar; tueries de mars à Berlin; les concessions d'Ebert-heidemann; les débats autour de la socialisation; réorganisation des forces militaires; le Ministère, Constituants et la Garde nationale provisoire). uvel écrasement des spartakistes (Grèves bourgeoises. La République des Conseils à Munich; crasement des soviets bavarois; réaction militaire : gardes civiques; réaction antisocialiste; fin de la pression à Essen, à Magdebourg, à Dusseldorf, Dresde, à Brunswick, à Leipzig, à Hambourg [avril-juin 1919]. La bourgeoisie se défend et opère son salut; le deuxième « Congrès des Conseils » témoigne de la faillite du socialisme; triomphe du nationalisme à Weimar). — Retour en arrière (la deuxième phase de la Grande Guerre sur le front français; la retraite et l'armistice; les conditions de l'armistice; la grande erreur de l'armistice, d'après M. Gabriel Hanotaux; la faute capitale de Clemenceau, d'après le comte de Fels; l'Allemagne « invaincue », d'après Ebert; la France dépeuplée, d'après Louis Marin; la France ruinée, d'après le général Mangin). — Les collusions secrètes germano-anglo-saxonnes (les tribus anglo-allemandes des Samuel et des Mond; les manœuvres malhonnêtes de Woodrow Wilson). Les pourparlers de paix. L'Allemagne devant le traité; l'Allemagne signe.

DEUXIÈME PARTIE. — **LA NOUVELLE ALLEMAGNE.** — Résumé du traité (les restitutions; les réparations; les garanties). Le sabotage du traité prédit et préparé par un délégué britannique, le général Smuts. Le maréchal Foch contre le traité (« Nous devons rester sur le Rhin »; le bluff du pacte anglo-américain; fragilité de la frontière française actuelle). Le bluff des réparations, d'après Chéradame et Milliès-Lacroix. Une appréciation du général Mangin. Les faiblesses du traité de paix, d'après Bainville. Le désarroi des finances allemandes en 1918-1919. La Constitution de Weimar (les idées et les projets de Preusz; « Reich » et « Laender »; le Reich est plus fort qu'avant la guerre : l'hégémonie prussienne subsiste; la justice; le système électoral : le vote des femmes; le Reichstag : sa compétence; le président d'Empire; le Gouvernement; le Reichsrat; les droits et devoirs sociaux des citoyens; les devoirs de l'Etat envers le citoyen).

L'Europe dévastée

DE KIEL A GÊNES (1918-1922)

A la veille de la Conférence de Gênes, S. S. Pie XI a adressé à l'archevêque de cette ville une lettre qui rappelle à toutes les nations les préceptes de la morale évangélique. Cet enseignement, émané de la plus haute autorité d'ici-bas, ne pouvait être mieux placé qu'aux premières lignes de la tragique page d'histoire qu'on va lire. Mais à l'heure où nous mettons sous presse nous n'en avons pas encore reçu le texte original. La *D. C.* ne pouvant, surtout pour les actes du Saint-Siège, se borner à enregistrer sans contrôle les communications hâtives des Agences, nous sommes contraint d'ajourner la publication de ce document à notre prochaine livraison.

LA RENAISSANCE DE L'ALLEMAGNE

C'est à Kiel, le 4 novembre 1918, que les premiers coups de la Révolution furent assénés. Enervée par une oisiveté de quatre ans ou épuisée par le surmenage de la guerre sous-marine, sommée tout à coup de sortir, contre tout espoir, la flotte allemande de haute mer se révolta; Munich, puis Berlin firent cause commune avec les matelots, et se débarrassèrent d'une monarchie qui ne leur rapportait plus que des déboires.

Un chaos sans nom, qui dura jusqu'en mars 1920, bouleversa l'Allemagne battue.

Aujourd'hui, le Reich *unitaire s'apprête à traiter d'égal à égal avec ses vainqueurs.*

On le convie à donner des conseils pour la restauration d'un ordre qu'il a détruit.

Comment, par quels détours, grâce à quelles complicités, à quelles ressources, à quelles idéologies, une situation si brillante a-t-elle pu sortir d'une catastrophe si noire?

LA DÉCHÉANCE DE LA FRANCE

Comment, d'un autre côté, la créance territoriale, financière, morale de la France a-t-elle pu être réduite aux proportions infimes où nous la voyons réduite maintenant ? Virtuellement, la France est ruinée. D'ici peu, si l'Allemagne ne paye pas ce qu'elle doit, *les budgets français ne pourront continuer d'être établis, les fonctionnaires ne pourront plus être payés, le service de trésorerie s'arrêtera, ou alors il faudra recourir, en face d'une Allemagne que l'on ménage, à la confiscation de la fortune particulière des Français, sous forme d'impôts exorbitants.*

Les deux grandes erreurs diplomatiques de la guerre avant 1918.

La responsabilité d'une pareille aventure remonte loin, s'il faut en croire le comte de Fels :

Le pacte de Londres du 5 septembre 1914, d[...] en vertu duquel l'Angleterre, la France et la R[...] s'engageaient à ne pas conclure de paix séparée [...] qui] apparut comme une manière de chef-d'œuvr[...] dans la réalité, par l'opération d'une loi histori[...] vieille comme la situation insulaire et la suprém[...] maritime, économique et financière de l'An[...] terre..., conférait à celle-ci la direction supérieur[...] la coalition... Il fallait entrer résolument dan[...] nouveau rôle... La Grande-Bretagne fut très éto[...] que la France, en se liant et en se subordonn[...] ainsi, ne réservât pas, avant de signer, ses int[...] particuliers et s'abstînt d'exiger le traditio[...] « traité de subsides » que la politique anglaise [...] dans l'usage immémorial de consentir aux [...] darmes qu'elle employait sur le continent.

Non moins topique et significatif aura ét[...] *memorandum du 10 janvier 1917...*, adressé pa[...] puissances de l'Entente au président Wilson, qu[...] interrogeait sur leurs buts de guerre. Par lui [...] acceptions que le but suprême poursuivi par l[...] tente et par nous fût une réorganisation de l'Eur[...] obtenue en grande partie aux dépens de l'Autric[...] La France souscrivait sans conditions à cette [...] mité que le résultat de ses souffrances et de [...] sacrifices, niant et contre-disant son intérêt le [...] directe et le plus certain, fût le maintien de l'u[...] allemande et la balkanisation de l'Europe cent[...]

Tout est dans ces deux textes : *a posteriori* l'i[...] mité sociologique de notre école dirigeante, [...] *priori* les Traités de 1919 dans leur esprit, l[...] grandes lignes et leurs conséquences (1).

Les fautes de Clemenceau et de ses successeurs.

Le ministère Clemenceau avait commis, de [...] côté, de grandes fautes, et notamment les t[...] suivantes, qui sont capitales :

1° Au printemps de 1918, le minist[...] Clemenceau négligea de préparer, de con[...] avec nos alliés, les conditions de la paix;

2° En avril 1919, il renonça au gage tang[...] du Rhin, pour une garantie anglo-américai[...] qui ne fut pas tenue;

3° En juin 1919, il laissait retirer la Hau[...] Silésie à la Pologne.

Mais les ministères qui se sont succédé depui[...] chute n'ont pas été plus énergiques ni plus cl[...] voyants que lui; et, dans son numéro du 24 j[...] vier 1922, l'Echo national *croyait pou[...] publier le tableau suivant des deux années d'a[...] cation qui ont suivi l'application (10 janvier 19[...] de l'insuffisant traité de Versailles :*

(1) Comte DE FELS, *Essai de politique expérimen[...]* pp. 295-297, *passim*.

Février 1920 (*Londres*). — Abandon du droit nous faire livrer les criminels de guerre emands. (Responsable : M. MILLERAND.) (1)

Avril 1920 (*San-Remo*). — Abandon de la icie et du commandement français à Constanople. Délais accordés à l'Allemagne pour son sarmement. (Responsable : M. MILLERAND.)

Juin 1920 (*Hythe*). — Abandon du principe de réparation intégrale des dommages. (Responbles : MM. MILLERAND et FRANÇOIS-MARSAL.)

Juillet (2) *1920* (*Boulogne*). — Acceptation chiffre de 120 milliards de marks-or pour le al des réparations, soit pour la France un crifice de 60 %. (Responsables : MM. MILLERAND FRANÇOIS-MARSAL.)

Juillet 1920 (*Spa*). — Réduction de 43 % s livraisons de charbon dues par l'Allemagne; ances à elle consenties de 2 milliards de ncs; cadeau de 400 millions de marks or à la ande-Bretagne par la sous-évaluation du tonge allemand; nouveaux délais accordés à llemagne pour son désarmement. (Responbles : MM. MILLERAND et FRANÇOIS-MARSAL.)

Janvier 1921 (*Paris*). — Acceptation de la duction de notre créance (35 % de l'aveu du uvernement, 60 % en réalité); autorisation nnée aux Allemands originaires de Hauteésie de prendre part au plébiscite en même mps que les habitants; nouveaux délais accordés l'Allemagne pour son désarmement. (Responbles : MM. BRIAND et LOUCHEUR.)

Avril-mai 1921 (*Londres*). — Abandon sans tour de la moitié de la créance française fixée r le traité de Versailles; abandon des 12 milrds de marks or (soit pour la France plus de milliards de francs) dus par l'Allemagne ant le 1er mai 1921; nouveaux délais accordés l'Allemagne pour son désarmement. (Responbles : MM. BRIAND et LOUCHEUR.)

Septembre 1921 (*Wiesbaden*). — Abandon s règles fixées par le traité de Versailles pour s livraisons en nature, l'adoption, comme base évaluation, des prix français assurant à l'Almagne un superbénéfice qui, pour chaque raison, équivaut à une remise de dettes. esponsable : M. LOUCHEUR.)

Octobre 1921 (*Angora*). — Abandon d'une rtie du territoire de notre mandat syrien ainsi ue de notre mission traditionnelle de protection es chrétiens d'Orient. (Responsable : M. BRIAND.)

Décembre 1921 (*Londres*). — Abandon des clauses de l'état de payement de mai précédent et des décisions unanimes de la Commission des réparations déclarant l'Allemagne capable de payer les échéances de janvier et février 1922. (Responsables : MM. BRIAND et LOUCHEUR.)

Ce tableau n'est pas complet : il ne tient pas compte de la décision intervenue en novembre 1920 et relative à la « subordination des réparations à la capacité de payement de l'Allemagne », *non plus que de divers autres détails importants. D'autre part, le principe du* moratorium, *enregistré immédiatement après Cannes en 1922, n'était pas encore arrêté au moment où le tableau fut dressé.*

Comment un pareil relèvement et une pareille chute ont-ils pu se produire ? C'est ce qu'il importe, au seuil de la Conférence de Gênes, de rechercher soigneusement.

Le moment est venu d'éclairer et de simplifier l'histoire des quatre lourdes années qui viennent de s'écouler, et de considérer l'ensemble d'une situation qui, à mesure que le temps s'écoule, devient pour la France de plus en plus tragique.

(1) Cet abandon n'est, jusqu'ici du moins, que relatif temporaire. (Note de la *D. C.*)

(2) C'est *juin* qu'il faut lire. (Note de la *D. C.*)

L'ALLEMAGNE DANS LE CHAOS

L'effondrement germanique.

La République allemande fut proclamée le 9 nov. 1918, du haut du balcon du Reichstag, par le socialiste majoritaire Scheidemann (1), à la suite des défaites subies depuis le 18 juillet sur le front français, de l'effondrement bulgare (28 septembre), austro-hongrois (3 novembre), et des révoltes qui, parties de Kiel (4 novembre) (2), firent en cinq jours leur tour d'Allemagne, jetant à bas 22 dynasties (3), à commencer par celles des Wittelsbach, à Munich (7 novembre).

Déjà le premier ébranlement causé par les revers de l'été, ainsi que l'indication, donnée le 1er octobre

(1) J'ai utilisé les documents les plus divers pour mettre sur pied et rendre clair cet ensemble, monumental et assez confus, d'histoire germano-européenne, mais principalement les *Bulletins périodiques* (avec éphémérides) de la presse allemande, anglaise, polonaise, danoise, etc., publiés par notre ministère des Affaires étrangères. En cours de route, on trouvera d'autres indications bibliographiques. Consulter, comme ouvrages d'ensemble, BAUMONT et BERTHELOT : *L'Allemagne : lendemain de guerre et de révolution* (Paris, Colin) ; *Die Deutsche Revolution*, von ED. BERNSTEIN (Berlin, 1921, Verlag fur Gesellschaft), et aussi *Von der Revolution bis zum Frieden von Versailles*, von Dr STRESEMANN (Berlin, 1919, Staatspolitischer Verlag). Voir également le livre de H. STROEBEL : *Die Deutsche Revolution* (Berlin, der Firn Verlag). J'ai consulté aussi, bien entendu, le *Recueil de Documents étrangers* publié par le ministère des Affaires étrangères, et utilisé les grandes revues avec leurs chroniques et éphémérides : *Revue Universelle*, *Etudes*, *Revue des Deux Mondes*, *Correspondant*, *Revue de Paris*, *Revue de France*, sans parler des journaux.

(2) Sur les révoltes de Kiel, cf. PAUL GENTIZON, *La Révolution allemande* (*nov. 1918-janv. 1919*), pp. 209 et suiv. (Paris, Payot).

(3) Cf. BERNSTEIN, *Deutsche Revolution*, pp. 51 et suiv.

par Ludendorff, que l'armistice s'imposait, avaient amené Guillaume II à prendre comme chancelier (3 oct. 1918) le libéral prince Max de Bade, en remplacement du comte (bavarois) von Hertling (1). Pour la première fois, un ministère choisi dans le Parlement fut constitué, et les réformes annoncées en mai 1916, en avril 1917 et même en 1918, au moment des démonstrations ouvrières de janvier, commencèrent à être appliquées. Le 28 octobre, l'art. 11 de la Constitution était modifié, et désormais le Reichstag aurait à dire son mot dans les déclarations de guerre et les traités de paix. De même, le chancelier devenait dépendant de l'Assemblée.

Les défaites répétées d'Orient et d'Occident devaient rendre ces concessions bien insuffisantes. Les révoltés de Kiel avaient formé un *Conseil*, imité des Soviets russes, et ce furent des Conseils qui s'installèrent un peu partout.

La République bavaroise.

La débâcle commença par Munich. M. Gentizon, envoyé spécial du *Temps* à la fin de 1918, nous a laissé un tableau pittoresque et fouillé de la révolution bavaroise. D'après lui, la logique exigeait pour une révolution ce point de départ excentrique, parmi ces bons buveurs de bière, sans esprit militariste, gouvernés bourgeoisement par une dynastie d'intellectuels (2), ignorants des fortes divisions de classe.

Il est possible également que ç'ait été un hasard, dû à la présence à Munich de Kurt Eisner, israélite éloquent, désintéressé, bon enfant, et aussi d'un médecin révolutionnaire « qui travailla pendant des mois à se renseigner à fond sur l'organisation, l'exécution d'une révolution, étudiant minutieusement 1789, 1830, 1848. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, il donna des ordres par téléphone, envoya des soldats ici, une mitrailleuse là, et, le coup réussi, refusa la moindre fonction » (3).

Les journées décisives de Munich.

« L'agitation commença à Munich par une grande démonstration pour la paix, qui eut lieu le 7 novembre, dans l'après-midi, et qui avait été organisée par les partis socialistes majoritaire et minoritai[re] aidés des associations ouvrières. Ce jour-là, un jeu[di] vers 2 heures de l'après-midi, le prolétariat de [la] ville se dirigea tout entier vers le Theresienwies[e], vaste plaine aux abords de la cité. Plus [de] 150 000 personnes, hommes, femmes et enfants, s[e] trouvèrent bientôt réunies. Les troupes de Muni[ch] ayant été envoyées en grande partie dans le Tyr[ol] les jours précédents, 2 000 à 3 000 soldats seuleme[nt] s'étaient joints aux manifestants, la plupart recru[es], permissionnaires, ou appartenant aux unités d'étape. Un seul orateur n'aurait pu se faire entendre d'u[ne] telle foule. Une vingtaine de chefs du parti soci[al-]démocrate, Auer en tête, le ministre actuel de l'I[n]térieur, disséminés ici et là, prirent la parole. L[es] soldats, d'instinct — car aucun plan n'avait été con[çu] d'avance, — se réunirent autour du tribun le pl[us] populaire, Kurt Eisner lui-même, récemment libé[ré] de prison, où il avait été incarcéré pour agitation [en] faveur de la paix. Comprenant rapidement l'avanta[ge] de la situation, celui-ci, tout en laissant ses cam[a]rades dérouler quelques lieux communs sur la néce[s]sité de transformer les institutions sociales, don[na] tranquillement le mot d'ordre : « Se répandre [en] » ville, occuper les casernes, s'emparer des arm[es] » et des munitions, débaucher le reste des troupe[s] » se rendre maître du gouvernement. » Pendant [ce] temps, la foule s'était disloquée ; une musiq[ue] entraîna à sa suite quelques milliers de manifestant[s] qui défilèrent dans la ville avec des drapeaux roug[es] et des écriteaux portant : « A bas les Hohenzo[l]» lern ! » Devant la Residenz (Palais royal), le cri [de] « Vive la République ! » ne cessa point durant to[ut] le passage du cortège. A la même heure, les so[l]dats commençaient leur œuvre. »

Plus loin, M. Gentizon nous rapporte la genè[se] même de la révolution :

« A la tombée de la nuit, le premier Conseil d[e] soldats se réunit à la brasserie Mathaeser, dont l'e[n]trée avait été interdite aux civils. Des ordres rapid[es] furent donnés. La gare est occupée, tous les solda[ts] et officiers arrivant et partant sont arrêtés et invit[és] à enlever de leur képi la cocarde aux couleurs all[e]mandes. Des patrouilles envoyées dans les rues dise[nt] aux habitants de rentrer chez eux. Les locaux p[u]blics, postes, théâtres, sont fermés ; le service d[es] tramways est suspendu. Pendant ce temps, les pa[r]tisans du nouveau Gouvernement occupent le bât[i]ment du Landtag, et dans la salle des députés, so[us] la direction de Kurt Eisner, se constitue le Gouve[r]nement de la République socialiste bavaroise. A[ux] côtés du tribun avaient pris place son ami Unte[r]leitner, enfermé comme lui à la suite des troubl[es] de janvier dernier, ainsi qu'un soldat. Au banc d[es] ministres, deux femmes et quelques chefs du prol[é]tariat. Aux places des députés, des ouvriers et d[es] soldats, dispersés au hasard. Eisner ouvrit la séance.

Son discours ne parut pas dans la presse, po[ur] la raison qu'aucun journaliste n'était présent, ma[is] M. Gentizon se le fit reconstituer en ces termes :

« MESSIEURS,

» Ce qui se passe à cette heure nocturne pe[ut] devenir le commencement d'une nouvelle époque [si] vous appliquez à notre œuvre toute votre conscien[ce] et si vous êtes prêts, dans toutes les circonstances, [à] maintenir vos droits d'occuper cette salle. J'espè[re] que cette révolution se distinguera des autres en [ce] sens qu'elle poursuivra ses débuts avec un esprit [de] conséquence. L'idée d'occuper le Landtag et [de] s'emparer du Gouvernement n'a germé en moi qu['à] la dernière heure. En fait, tout ce qui s'est pass[é] aujourd'hui s'est déroulé sans aucune organisatio[n]. Lorsque les hommes de confiance du parti socialis[te]

(1) Biographie d'*Hertling* dans *Larousse mensuel illustré*, avr. 1919.

(2) Cf. GENTIZON, *op. cit.*, pp. 106 et suiv. Né en 1845, le futur roi de Bavière avait reçu dans la cuisse, au combat d'Helmstadt, en 1866, une balle prussienne qu'on ne put extraire. Cette expérience lui suffit. Son cousin Ludwig-Ferdinand tenait sa partie de violon à l'opéra de Munich ; un autre, Karl-Theodor, fut un oculiste réputé. Le futur Louis III, aux Universités de Munich et d'Erlanghen, devint docteur, ingénieur, économiste, et pratiqua l'agriculture avec un rare succès dans ses domaines de Bavière et de Hongrie. Président de la *Société de Géographie* de Munich, il se passionnait pour la construction des canaux ; on l'appelait le *Kanalprinz*.

Devenu régent en 1912, à la mort de son père Luitpold, il fit proclamer (5 nov. 1913) la déchéance de son cousin, le roi Othon Ier, fou incurable. D'une liste de 500 000 marks, il passait à une liste de 5 millions et demi, utiles pour élever et caser les neuf enfants qui lui restaient des treize qu'il avait eus de l'archiduchesse Marie-Thérèse d'Autriche-Este (deux fils et sept filles, une seule mariée).

Il devint mégalomane, annexionniste, mangeur de Français, à soixante-quatorze ans, avec la guerre et les premières victoires. Le 7 nov. 1918, il croise des révolutionnaires, au retour d'une promenade, et s'enfuit précipitamment dans le Tyrol, chez le comte Moh, au château d'Anif. Une Commission le déclara *introuvable*. Kurt Eisner le proclama déchu, et lui-même, pour faciliter la transition, confessant (13 novembre) qu'il *n'était plus en état de régner*, délia les fonctionnaires de leur serment. On lui permit alors de rentrer en Bavière.

(3) GENTIZON, *op. cit.*, pp. 43-44.

décidèrent les démonstrations d'aujourd'hui, je les ai rendus attentifs au fait que les masses voudraient peut-être autre chose qu'une procession solennelle. Je ne me suis pas trompé. Vous êtes aujourd'hui le Parlement, et vous siégerez jusqu'à l'élection d'une Assemblée nationale élue au suffrage universel et secret. »

Puis, après avoir indiqué les noms de quelques députés socialistes de l'ancien Parlement qu'il ne voulait voir en aucun cas faire partie du nouveau, Eisner conclut :

« Les ministres précédents doivent quitter le pouvoir. La Bavière doit être une République. Il n'y a plus de place aujourd'hui pour les monarques. Nous ne quitterons pas la salle des séances avant que tout cela soit décidé. »

Et c'est ainsi que le vendredi 8 novembre, à l'aube, Munich se réveilla en République. Des officiers, qui habitaient la banlieue, n'ayant eu connaissance de rien, arrivèrent le matin, comme de coutume, à leur bureau... et trouvèrent leurs places occupées par des soldats. Tel fut le drame munichois (1).

Kurt Eisner.

Son auteur, Kurt Eisner, est une des plus curieuses figures de l'Allemagne révolutionnaire (2).

Né à Berlin le 24 mai 1867, étudiant en lettres et en philosophie, puis écrivain (étude sur *Nietzsche* en 1892-1893), journaliste (*Gazette de Francfort*), essayiste politique. En 1897, un article sur Guillaume II le fait condamner à neuf mois de prison. Libéré, il ne collabore plus qu'à la presse socialiste : Wilhelm Liebknecht le met à la tête du *Vorwaerts*, qu'il quitte en 1905, à la suite des attaques que son indépendance lui valut au Congrès d'Iéna. En 1906, à l'occasion du centenaire, il publia un ouvrage historique, *la Fin de l'Empire*, et une brochure, *le Sultan de la guerre mondiale*, où, à propos du Maroc, il prédisait la Grande Guerre.

A partir de 1907, il se fixe en Bavière pour toujours, d'abord à Nuremberg, où il dirige le *Journal de Franconie*, puis à Munich (1910). En lutte avec la censure de guerre, il organise des « soirées de discussion » et provoque, en janvier 1918, la grève générale de Munich, qui lui vaut d'être arrêté (31 janvier). Mis en liberté en août, il se trouve mêlé à l'agitation de novembre et s'installe tranquillement, comme chef de la République bavaroise, dans une petite pièce du ministère des Affaires étrangères, où il reçoit familièrement tout le monde pêle-mêle, flanqué de sa femme se lamentant sur la vie chère.

« Pour la première fois peut-être, dans les annales de la politique et de la diplomatie, un homme apparaît dédaigneux de toutes les méthodes habituelles, de tout le machiavélisme classique des cachotteries et des faux-fuyants, faisant fi de toutes les traditions de cour et de chancellerie, de tous protocole et décorum guindés. Sa porte étant ouverte à chacun, il travaille au grand jour, sans fard, sans artifice. Dans le somptueux cabinet du comte Hertling, ce vieillard frêle et minable, ce Shylock à redingote lustrée fait régner des mœurs ultra-démocratiques. Et rien n'est plus curieux, plus déconcertant même, que de l'y surprendre. Souvent, des actes diplomatiques, des parchemins, des proclamations révolutionnaires, des télégrammes même encombrent tables et fauteuils dans un pêle-mêle d'arrière-boutique, et c'est à peine s'il tente de cacher à l'indiscrétion des journalistes qui l'assiègent les documents les plus compromettants. Bien mieux, dans son désir de rompre entièrement avec le passé et de bien témoigner de sa volonté d'agir au grand jour, Eisner offre lui-même à leur curiosité les actes qui concernent sa propre politique. Voulez-vous le télégramme envoyé aujourd'hui au Gouvernement de Berlin ? Le voici. Voulez-vous l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres ? Le voilà. Il alla même un jour jusqu'à me promettre, pour que je le publie à Paris, un acte original inédit sur les origines de la guerre !... Inutile de dire que, cette fois-ci, malgré tout, je ne pus l'obtenir. » (1)

(1) GENTIZON, *op. cit.*, pp. 23-26.

(2) D'après des renseignements fournis à M. Gentizon (*op. cit.*, pp. 53 et suiv.) par un intime d'Eisner, le Dr Benno Merklé. — Voir également K. E. dans *Europe Nouvelle*, 22. 3. 19.

Genèse de la révolution à Berlin et à Kiel (1917-1918).

A Berlin, la révolution allemande commença, peut-on dire, avec la révolution russe. Le renversement du tsar avait forcé Guillaume II, en mars 1917, à promettre, en Prusse, un agrandissement du droit électoral, qui se précisa en juillet. Lors de la chute de Bethmann-Hollweg, puis de Michaelis, le Reichstag avait obtenu le droit de *consultation* pour les affaires étrangères.

Les victoires allemandes de 1917 et 1918 retardèrent le mouvement. Le Reichstag et la Herrenhaus (Chambre des Seigneurs) mutilèrent, en effet, le projet de réformes, que les défaites de juillet 1918 ramenèrent au premier plan. L'entrée de Scheidemann et de Bauer dans le Cabinet Max de Bade, la mise à pied de Ludendorff (2) auraient peut-être retardé le mouvement ; mais les défaites répétées ne permirent pas ce répit.

L'exemple de Cronstadt se renouvela à Kiel (3). Tout le monde est d'accord là-dessus : « Une folle entreprise de l'Amirauté provoque, avec le soulèvement de la flotte, la révolution politique. » (4)

Le 28 octobre, à l'ordre de départ donné à la flotte en conséquence d'une politique de risque-tout pangermaniste, les matelots du *Thuringen*, du *Helgoland* se mutinent, sont arrêtés, mais font échouer la sortie en masse.

Leurs camarades (au nombre de 25 000) réclament leur libération, qui n'est pas accordée ; sur quoi ils refusent de regagner leurs bateaux (2 nov.), et se livrent à des démonstrations qui aboutissent, après une fusillade où huit hommes tombent, à la nomination (3 nov.) d'un *Conseil de soldats*.

Le lendemain, ce Conseil s'acoquine avec les deux partis socialistes, se procure des armes et présente un cahier de *revendications* en *quatorze points*. Au cours des négociations, le Gouverneur est pris comme otage. Noske, Haase et Ledebour arrivent. Le 5, la République sociale est proclamée et l'on élit un commandant de la flotte, Noske, qui, dès le 7, ramène l'ordre.

L'influence russe sur la révolution allemande.

On s'est souvent demandé quelle était la part exacte du bolchevisme dans le déclenchement de la révolution allemande. M. Pierre a étudié de très près et résumé (5) cette question : « Pendant toute la

(1) GENTIZON, *op. cit.*, pp. 61-62.

(2) Outre les autres ouvrages, consulter les éphémérides très claires au début de *Der Zentrumswaehler fur 1921* (Buhl [Baden] Verlag der *Unitas*).

(3) Voir à ce sujet, outre Gentizon, l'article du critique naval PERSIUS dans le *Berliner Tageblatt* du 18 nov. 1918, et BERNSTEIN, *op. cit.*, pp. 14 et suiv.

(4) BERNSTEIN.

(5) « La propagande révolutionnaire des bolcheviks en Allemagne » : *Europe Nouvelle*, 5. 4. 19, pp. 641 et suiv.

première période de la révolution, constate-t-il, de mars à novembre 1917, la propagande russe se fit surtout par la fraternisation dans les tranchées. Quelques semaines après la chute du tsarisme, la *Pravda*, qui venait de paraître, conseillait, *pour arrêter immédiatement une guerre criminelle :* 1° d'entrer en rapport avec le prolétariat révolutionnaire de tous les pays belligérants; 2° d'organiser la fraternisation systématique des soldats russes et allemands.

» La presse allemande de l'époque ne put dissimuler l'alarme que causaient ces fraternisations dans les milieux militaires. Des régiments refusaient de tirer sur les lignes russes et de nombreux soldats durent être exécutés.

» La révolution bolcheviste de novembre ne fit qu'intensifier la propagande russe et lui donner un caractère officiel, gouvernemental. L'ordre fut donné à tous les Comités d'armées, de régiments, de compagnies, de reprendre les fraternisations sur tout le front, et de conclure avec les unités allemandes des armistices locaux. En même temps qu'ils adressaient à tous les belligérants des propositions officielles de paix, les bolcheviks rédigeaient pour les Allemands une proclamation qui fut tirée à des millions d'exemplaires et répandue non seulement sur le front, mais à l'arrière, par le moyen d'aéroplanes.

» Les bolcheviks ne se contentèrent pas d'imprimer des appels, des feuilles volantes destinées à être lancées de temps à autre sur le front ennemi. Ils organisèrent systématiquement leur propagande en créant au ministère des Affaires étrangères deux bureaux : 1° un bureau de presse, dirigé par Radek; 2° un bureau de propagande révolutionnaire internationale, dirigé par Boris Reinstein, de Buffalo. Le socialiste américain John Reed travailla quelque temps à la section anglaise de ce bureau et il fut remplacé par Albert Rhys Williams, qui devint après le traité de Brest-Litovsk directeur général du bureau, que l'on déguisa sous le titre de « Bureau de littérature politique étrangère ».

La propagande par la presse.

» Le premier journal parut le 19 déc. 1917. C'était *Die Fackel* (La Torche) (1) qui s'intitulait « Organ der Russischen Revolutionaren Arbeiter-Soldaten-und Bauern Regierung » [Organe des Comités révolutionnaires russes d'ouvriers, soldats et paysans], et qui portait en manchette comme tous les journaux révolutionnaires russes la célèbre formule « Proletarier aller Laender, Vereinigt Euch » (2). Il paraissait à raison de 500 000 exemplaires par jour. On l'envoyait par train spécial aux Comités centraux des armées, à Minsk, Kiev, etc. ; de là, dans des automobiles, on le distribuait aux différentes villes voisines du front, d'où des courriers spéciaux l'apportaient jusqu'aux tranchées. Le jour, aux lieux officiels de fraternisation, on amenait des ballots de ce journal, et presque toujours ils étaient confisqués par les officiers. Mais c'était la nuit que commençait la distribution, au cours des nombreux meetings secrets qui réunissaient uniquement les soldats russes et allemands.

» Après une douzaine de réunions, *Die Fackel* changea de nom. Il s'intitula *Der Volker Friede* [la Paix des Peuples], avec comme sous-titre : « Organe de la section internationale du Comité central exécutif panrusse du Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans », sous la direction de Karl Radek. Le premier numéro est du 1er janv. 1918. Ce journal publia notamment tous les traités secrets et toutes les négociations de Brest-Litovsk. Les journaux allemands reproduisant intentionnellement des comptes rendus tendancieux des négociations, le Gouvernement des Soviets donnait chaque jour la version exacte dans le *Volker Fried*, et inondait les tranchées allemandes de milliers d'exemplaires du journal. On y trouvait aussi de multiples appels engageant les soldats allemands à détrôner le kaiser, à renverser leur Gouvernement, à signer la paix révolutionnaire, etc. Chaque jour, le général Hoffmann menaçait de rompre les négociations.

» Le Bureau de propagande fit paraître encore en janvier d'autres journaux : un hebdomadaire, *Die Internationale*, un quotidien, *Der Friedens Apostel* [l'Apôtre de la Paix], à propos duquel la *Novaïa Ziyn* du 22 janvier dit : « Les Allemands en réclament tant que les envois ne peuvent satisfaire les demandes »...

» Enfin, à côté des journaux, il y eut des périodiques illustrés. John Reed et Williams collaborèrent en particulier à la publication d'un de ces périodiques, *Die Russische Revolution in Bildern* [la Révolution russe en images], qui paraissait sur 4 pages, et donnait une douzaine de photographies avec des légendes très simples pour frapper les imaginations des soldats les moins cultivés.

» A l'époque, on s'est beaucoup moqué en France de ces efforts faits par les bolcheviks pour éveiller les masses allemandes; on les traitait d'illusionnistes qui croyaient à chaque instant que l'heure de la révolution allait sonner en Allemagne, et qui en attendant devaient subir les pires humiliations de Brest-Litovsk et livrer la malheureuse Russie à l'invasion. On prétendait même que toutes leurs paperasses révolutionaires étaient brûlées à leur arrivée en Allemagne. Or, de nombreux témoignages allemands prouvent que tous ces journaux finissaient par atteindre leurs destinataires, en dépit des difficultés, et qu'ils passaient de mains en mains, lus avidement par tous les soldats. Dans ce duel Hoffmann-Trotsky à Brest-Litovsk, Hoffmann remporta un succès provisoire, mais la victoire finale demeura acquise à Trotsky. »

Cinq preuves.

De son côté, *le Zentrumswaehler für 1921* énumère (1) cinq ordres de faits prouvant la participation active des Soviets à la Révolution allemande :

1° La saisie, dans les caisses de différents courriers russes, de nombreuses brochures révolutionnaires ;

2° La publication du journal *Der rote Soldat* (le Soldat rouge) par les autorités soviétiques, qui le faisaient passer en contrebande ;

3° L'achat d'armes par l'ambassade soviétique à Berlin, achat prouvé par des comptes oubliés dans un train par un membre de l'ambassade : du 21 septembre au 31 octobre, 27 000 cartouches avaient été ainsi achetées ;

4° L'aveu quasi public (il s'agit de deux radios, l'un du 5 déc. 1918, l'autre du 25) de Joffe, déclarant que la *révolution allemande s'était faite avec de l'argent russe ;*

5° Le 24 déc. 1918, le Dr Oscar Cohn-Nordhausen, sous-secrétaire à la Justice, reconnut qu'il avait accepté quatre millions des Soviets pour faire la révolution. Hugo Haase et Emile Barth n'osèrent le contredire.

Mais considérons les événements.

(1) Voir dans l'*Europe Nouvelle*, 5. 4. 19, un spécimen reproduit de ce journal.
(2) « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

(1) Pp. 30 et 31.

Les événements du 9 novembre.

A Berlin, des bruits se répandent vers le 6 et le 7 ; e général von Linsingen, commandant de la place, nterdit la formation de *Conseils* et tente de réagir. Mais le télégraphe et le téléphone sont coupés ; le 8, es chemins de fer s'arrêtent, des matelots arrivent. Un *Conseil* est constitué, qui siège au *Vorwaerts*, avec à sa disposition déjà un bataillon de chasseurs, pour intensifier la grève générale (9 nov.).

Après avoir en vain essayé de convoquer une Constituante, le prince Max, en présence de ces événements, donne l'ordre de renoncer à toute répression, annonce l'abdication de Guillaume et de ses fils (1) ; mais il essaye d'installer un régent. Trop tard ; le pouvoir est passé aux mains des socialistes : il résilie donc son mandat aux mains du député Ebert (2), porte-parole du parti social-démocrate (socialiste). Quelques minutes après, Scheidemann proclamait la République (3). Il était 2 heures de l'après-midi. Un Berlinois racontait ainsi, quelques mois plus tard (en août 1919), à M. Maurice Pernot, ses impressions, peut-être volontairement optimistes, lors de ces journées tragiques :

— La révolution, c'est-à-dire la journée du 9 novembre, je l'ai passée chez Hiller (restaurant situé *Unter den Linden*), dans le grand cabinet du rez-de-chaussée, où quelques amis et moi nous étions donné rendez-vous pour déjeuner. Quand nous y étions entrés, vers 1 h. 1/2, tout était calme ; quand nous en sommes sortis, vers 10 heures du soir, la révolution était terminée. Nous achevions notre repas, lorsqu'on vint nous avertir que des émeutiers et des marins rebelles faisaient le siège du château. Bientôt nous entendîmes distinctement le bruit de la fusillade et les hurlements de la foule. Quelques balles vinrent même ricocher sur le toit, d'autres tombèrent dans la cour. Des mitrailleuses balayaient l'avenue (4), il ne fallait pas songer à mettre le nez dehors. Nous passâmes l'après-midi ici, attendant les événements. Vers 10 heures, on nous avisa qu'on n'entendait plus rien et que le calme paraissait rétabli. Nous sortîmes du restaurant par la porte cochère et je rentrai chez moi tranquillement à pied, évitant seulement de passer par la *Wilhelmsstrasse*, qui formait avec les rues adjacentes un îlot tumultueux et impénétrable, dont l'hôtel *Kaiserhof* marquerait à peu près le centre.

— Et les jours suivants ?

— Je suis allé tous les jours à mon bureau, au journal. Il n'y avait rien de changé aux heures de travail. Plus tard, les grèves donnèrent lieu à quelques désordres, toujours limités à certains quartiers et réprimés assez rapidement (5).

En réalité, Berlin fut le théâtre de luttes violentes, mais locales. En politique, ce n'est pas toujours le déploiement qui compte le plus, et le sang versé à Berlin pouvait faire glisser l'Allemagne vers la dictature du prolétariat, si ç'avait été uniquement le sang de l'*ordre*.

---

(1) Les lettres échangées à ce sujet par Guillaume et Hindenbourg ont été publiées dans le numéro 99 du *Recueil de Documents étrangers*.

(2) Ce fut le point de départ de la fortune politique d'Ebert. Chef des majoritaires, puis, en févr. 1919, élu président de la République par la Constituante de Weimar, *Fritz le provisoire*, comme l'appellent les monarchistes, a su se faire des amis dans la gauche modérée, dans le centre et même à droite, et il dure ainsi depuis 1918.

(3) Tout le détail de ces événements est minutieusement rapporté dans BERNSTEIN, *op. cit.*, pp. 29 et suiv.

(4) Il n'y eut en tout que 17 victimes.

(5) *Revue des Deux Mondes*, 1. 1. 20 : « Carnet d'un Français en Allemagne », par MAURICE PERNOT.

Cependant, tout ce qui constituait les cadres suprêmes de l'Allemagne avait disparu (1), en dehors d'Ebert, des socialistes et des Conseils (2). Le Bundesrat (Parlement fédéral) fut réduit, par décret du 14 novembre, à n'exercer que ses droits administratifs, et, en dépit de quelques tentatives de son président Fehrenbach, le Reichstag n'osa se réunir de nouveau : un décret de février 1919 déclara qu'il convenait de le considérer comme dissous à la date du 9 novembre 1918.

Le compromis entre indépendants et majoritaires.

Ces Conseils qui pullulaient sur tout le territoire, quel était leur but ? Ils auraient été bien incapables de le dire, hésitants qu'ils étaient entre deux tendances : d'une part, les social-démocrates visaient à l'établissement d'une République démocratique ; d'autre part, les indépendants, les spartakistes, les communistes, prétendaient installer sur les ruines des monarchies capitalistes la dictature du prolétariat chargée d'assurer la socialisation des moyens de production et d'échange.

Les deux partis vont se partager le pouvoir quelque temps, tâchant de se supplanter l'un l'autre et y réussissant à tour de rôle.

La victoire parut d'abord sourire aux indépendants. Ebert dut, sous leur influence, modifier le caractère de son poste. Il tenait ses pouvoirs du prince Max (3), et portait le titre de chancelier, cela du reste inconstitutionnellement, mais la tradition de quelque chose de stable subsistait sous ce couvert illusoire.

Les indépendants, maîtres de la rue, demandèrent leur part des responsabilités et une rupture radicale avec l'ordre de choses qui venait de s'écrouler : ils exigèrent (4) que le Cabinet ne fût composé que de socialistes et qu'il reconnût que la souveraineté politique résidait dans les Conseils d'ouvriers et de soldats. Ces conditions, posées le 9 novembre au soir, furent acceptées le lendemain, et un Gouvernement provisoire fut ainsi composé :

3 social-démocrates : Ebert, Scheidemann, Landsberg ;

3 indépendants : Haase, Dittmann, Barth (5).

---

(1) L'aveu est net dans STRESEMANN, p. 40.

(2) A noter, pourtant, cette observation : « Les journées de nov. 1918 avaient jeté bas *quelques hommes, sans toucher aux institutions* de l'Etat. Un mois plus tard, le 15 décembre, à Trèves, pour répondre à une question du maréchal Foch, M. Erzberger lançait un télégramme aux 24 régions de corps d'armée : le lendemain même il recevait toutes les réponses ; la machine restait intacte. » (MAX LETANNOIS : « L'Opinion en Rhénanie » : *Revue de Paris*, 1. 8. 21, p. 643.)

(3) La scène est bien racontée dans BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 31.

(4) Voir le texte, en six points, de leurs revendications dans BERNSTEIN, *op cit.*, p. 35.

(5) *H. Haase*. Né en Prusse orientale (Allenstein) en 1863. Avocat à Kœnigsberg, puis (1912) à Berlin depuis son élection au Reichstag. C'est lui qui, le 4 août 1914, lut au nom du parti la déclaration de fidélité au Gouvernement. Pourtant, en 1916, il s'agrège aux indépendants et refuse le vote des crédits. — Le 8 oct. 1919, un ouvrier en cuir du nom de Voss le blesse d'une balle de revolver (empoisonnée, a-t-on dit) et, malgré l'amputation d'une jambe, il meurt le 7 novembre. Voss a été interné comme fou.

Guillaume Dittmann. Né à Entin, près Lubeck, en 1874, d'une famille d'ouvriers. Il devint charron. Le syndicalisme le lança dans le journalisme. En 1912, il est élu au Reichstag. Il fait tout de suite partie des indépendants ; mais il s'enlise dans la paperasserie. Figure de second plan. (A. GOT : « Socialistes allemands », dans *Revue de France*, 1. 10. 21.) — Voir aussi biographie de Haase dans *Larousse mensuel*, juill. 1920.

Le soir, une assemblée plénière des ouvriers et soldats de Berlin, réunie au Cirque Busch, acclama cette combinaison et nomma un Comité exécutif (Vollzugsrat) de 24 membres. Le Cabinet, ainsi approuvé, se constitua en *Conseil des Commissaires du peuple* avec Ebert et Haase pour co-présidents.

Des réformes profondes furent édictées : liberté d'association et de réunion, amnistie politique, journée de huit heures à partir du 1er janvier 1919, suffrage universel et direct pour les citoyens des deux sexes âgés de vingt ans, etc.

Le « Comité » contre le « Conseil ».

Très vite, comme il fallait s'y attendre, des conflits éclatèrent entre le Conseil des Commissaires et le Comité exécutif. Un accord eut lieu le 22 novembre, aux termes duquel le Conseil devenait l'agent du Comité, qui se compléta provisoirement en s'adjoignant des délégués des Etats autres que la Prusse.

Néanmoins, les incursions de ce Comité dans la vie administrative, ses gaspillages, ses prétentions indisposèrent de plus en plus contre lui les social-démocrates, et une lutte s'engagea entre les deux partis. Elle devait se terminer par la victoire des social-démocrates, appuyés d'abord par les Etats particuliers, ensuite par le *Congrès général des Conseils de toute l'Allemagne.*

La discussion éliminatoire porta d'abord sur la question de la Constituante. Les indépendants désiraient la reculer aussi longtemps que possible et établir une dictature à la russe. Les social-démocrates, ainsi que le déclara Ebert à une Conférence des Etats fédérés allemands, réunie à Berlin le 25 novembre, voulaient la convoquer dans le plus bref délai (1). Dès le 30 novembre, le Conseil des Commissaires du peuple publia même une ordonnance pour l'élection de cette assemblée. En attendant, le *Congrès général des Conseils d'ouvriers et soldats*, tenu à Berlin du 16 au 20 novembre, se trouvant avoir une majorité social-démocrate très compacte et très accentuée (2), porta aux indépendants un coup dont ils ne devaient plus se relever. Une proposition de Daeumig, spécifiant que la République aurait toujours comme base le système des Conseils, fut repoussée par 334 voix contre 98 (19 décembre).

La rupture avec les indépendants.

En outre, le Comité berlinois fut dépossédé. Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif furent délégués au Conseil des Commissaires, en attendant l'élection fixée au 19 janvier et la réunion de la Constituante ; et, de plus, un Comité central (*Zentralrat*), de 27 membres, des Conseils d'ouvriers et de soldats, fut nommé pour contrôler ce Conseil renforcé et en révoquer au besoin les membres.

Les indépendants battus refusèrent d'entrer au Comité central, qui fut présidé par deux modérés, Max Cohen et Leinert, et se réfugièrent dans l'insurrection. Le 23 décembre, la division de marine dut être chassée par la force du château royal. On aurait voulu prendre Ebert et Landsberg comme otages. Des combats de rue, où les matelots prirent la plus grande part, durèrent jusqu'après Noël (3).

L'assiette du Gouvernement était désormais compromise : les trois indépendants se retirèrent et les trois commissaires restants démissionnèrent. Le Comité central les renomma en leur adjoignant Noske, Wissel et Loebe (1) (qui refusa et ne fut pas remplacé). Scheidemann succéda à Haase.

(1) Pour en imposer à l'Entente. (Cf. Bernstein, *op. cit.*, p. 67.)

(2) Cf. Bernstein, *op. cit.*, pp. 82 et suiv.

(3) Bernstein donne pour titre à son chapitre x : *Le soulèvement de Noël des matelots à Berlin.*

Le retour de la Garde.

Déjà la vieille Allemagne autoritaire, volontaire, « organisée », se ressaisissait. On le vit bien le jour de décembre 1918 où la Garde, vaincue, fit à Berlin un retour triomphal (2).

« Voici les combattants : des officiers à cheval d'abord, le casque d'acier ceint de lourdes couronnes de chêne ; puis les rangs pressés des différents corps de la Garde, des régiments jadis célèbres dans toute l'Allemagne, des *Maikaefer* (hannetons), des Alexander, des Franzen, régiments dont les anciens souverains amis étaient les chefs honoraires. Les faces sévères des soldats ne s'éclairent d'aucun sourire ; leurs regards sont tristes, pleins d'amertume... Ce ne sont point là des vainqueurs... Contrastant avec ces physionomies où perce la rancœur d'une fin de guerre désastreuse, leur accoutrement s'efforce vainement à parler de fête triomphale. De petits drapeaux en papier sortent des canons des fusils ; des fleurs artificielles, des cocardes, des rubans multicolores mouchettent à profusion de couleurs criardes les uniformes. Le papier n'est pas cher en Allemagne !

» Les troupes ont conservé l'allure lourde de jadis ; toutefois, la révolution a produit çà et là un certain laisser-aller : des femmes se glissent dans les rangs, empoignant qui le bras d'un ami, qui celui d'un mari, tandis que des enfants emboîtent le pas à côté de leur père ; des soldats fument... Les fanions or et soie, aux armes du régiment, sont remplacés par le drapeau national, fait de simple toile écrue et dont la hampe n'est qu'une perche fraîchement écorcée. Voici une compagnie de mitrailleurs : tous, officiers et soldats, ont leur casque couronné de chêne ; les mitrailleuses elles-mêmes disparaissent sous les couronnes et les guirlandes de sapins, et les banderoles de papier rose et blanc flottent à l'épaule des conducteurs. L'un de ces derniers brandit même un écriteau avec l'inscription : *Nous, Allemands, craignons Dieu et rien d'autre au monde!* Des canons de campagne passent à leur tour, enguirlandés et fleuris jusqu'à la gueule. Des chevaux portent sur l'encolure des arceaux à la russe ornés de branches de sapin. Jusqu'aux cuisines qui arborent au long de leurs cheminées des panoplies de petits drapeaux frappés encore de l'image d'Hindenbourg et même de l'aigle impérial. Des femmes s'oublient jusqu'à lancer en l'air des serpentins... et parfois ce défilé, qu'on voulait rendre triomphal, prend une allure passablement carnavalesque. Un soldat, monté sur un char d'ap-

(1) Cf. Bernstein, *op. cit.*, pp. 128 et suiv. — Loebe était un ancien ouvrier typographe, originaire de Breslau. Noske, ancien menuisier devenu journaliste et député, montra rapidement des goûts pour l'organisation militaire. Elu en novembre gouverneur de Kiel, il y avait rétabli l'ordre. Wissel était un contremaître mécanicien.

(2) Ce ne fut pas un épisode unique ou passager. « Tout le long des mois de janvier et de février avait continué la rentrée solennelle des troupes à Berlin. Deux ou trois fois par semaine revenaient de nouveaux détachements. Ils étaient accueillis comme des triomphateurs. Leurs armes, leurs voitures, étaient ornées de feuillages ; ils étaient couverts de fleurs par la foule. A leur entrée dans la ville, ils se groupaient, sur la *Pariser Platz*, devant la porte de Brandebourg ; et, du haut de tribunes enguirlandées, le ministre de la Guerre les recevait en leur déclarant de plus belle qu'ils n'avaient jamais été battus. » (« Berlin depuis l'armistice », dans *Revue des Deux Mondes*, 15. 12. 19.)

provisionnement, brandit un chapelet de saucissons ; des gosses, des femmes tendent les mains : « A moi ! A moi ! » Les orgues de barbarie, disséminés partout, moulent quelque air canaille ; près de moi, l'un d'eux hurle furieusement d'une voix fêlée le vieux *Komm, Karlinchen* (Viens, Caroline), qui eut son heure de vogue en France, où il était *Viens, Poupoule...* »

Bientôt les sentiments changent :

« Mais les *hoch*, un instant calmés par le grotesque de cette kermesse et par le laisser-aller des guerriers enrubannés, reprennent soudain leur ampleur : les uhlans à cheval, lance en main, raides sur leur selle comme au temps des revues de gala impériales, fendent la foule. Quelques pièces de leur équipement ont été remplacées à neuf pour la circonstance, car tous les arsenaux ont été vidés de leurs bottes et ceinturons pour réhausser jusqu'à l'air d'un triomphe ce défilé d'un lendemain de débâcle. Leurs montures au poil luisant caracolent comme jadis ; les officiers portent encore la Croix de fer et toute la bimbeloterie des ordres impériaux. La foule est visiblement flattée dans son goût profond des spectacles militaires ; femmes, enfants, bourgeois, ouvriers, tous clament sans arrêt leur *Hoch* criard... Sur le signe d'un officier, la musique à cheval appuie la manifestation ; cors, tambours, soutenus par l'éclat des cymbales, jouent gravement, comme un cantique, le *Deutschland, Deutschland über alles*. Les civils se découvrent ; les officiers saluent. L'émotion est générale, et tous, jusqu'aux gosses juchés sur les arbres, reprennent en chœur l'hymne pangermaniste. » (1)

Le renvoi d'Eichhorn.

Tous ces sentiments loyalistes, désaffectés de leur emploi, travaillaient en faveur des social-démocrates. Maintenant, un seul indépendant demeurait dans la région du pouvoir : Emile Eichhorn, président de la police de Berlin, suspect d'ailleurs à cause de ses accointances bolchevistes (2). On prétendait qu'il armait en sous-main des unités communistes.

Le 4 janvier, on le révoqua. Ce fut le signal d'un soulèvement en règle. Un Comité révolutionnaire, formé de Ledebour, Liebknecht et Scholze, lança un appel (6 janvier) où le Gouvernement Ebert-Scheidemann était « déposé » (3).

« Spartakus ».

Deux noms, deux cadavres surnagent au-dessus de ces glaciales journées de janvier, traversées de fièvre et de feu : Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Karl, deuxième fils de Guillaume Liebknecht (membre du Reichstag et protestataire, avec Bebel, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine), était né à Leipzig en 1871. Etudiant en droit à Berlin, il s'adonna de bonne heure à l'antimilitarisme.

En 1904, à Koenigsberg, il fit acquitter les socialistes poursuivis pour crime de lèse-majesté envers le tsar, et dévoila à cette occasion les abus et complicités de la police allemande. Accusé bientôt lui-même de haute trahison pour sa brochure *Militarisme et antimilitarisme* (1907), il fut condamné par la Haute Cour de Leipzig à dix-huit mois de forteresse, qu'il alla purger à Glatz, en Silésie.

Il devait avoir bientôt sa revanche : élu en 1908 à la Diète de Prusse — c'était le premier socialiste qui en franchît les portes, — puis en 1912 au Reichstag par le collège électoral de Potsdam, jusque-là réactionnaire, il dénonça la propagande des industriels de guerre, de Krupp notamment, qui poussaient à la guerre et aux armements.

Néanmoins, les 3-4 août 1914, il se soumit à la majorité du parti, mais, le 2 décembre 1914, il refusa les crédits. Mobilisé à Kustrin, en 1915, il refusa le fusil et fut envoyé dans une compagnie de travailleurs en Lorraine d'abord, puis en Russie.

C'est à cette époque que, ne pouvant parler, à cause des huées, aux séances du Reichstag, il écrit, avec Rosa Luxembourg, Mehring mourant, Clara Zetkin presque aveugle, des lettres signées *Spartakus*, qui passent de main en main, et prélude ainsi à la formation du groupe.

A la première manifestation publique qui se soit faite contre la guerre, le 1er mai 1916, à Potsdammerplatz, Liebknecht est là, en civil ; mais on le reconnaît, on l'arrête, un tribunal militaire le condamne à huis clos pour *Landesverrat* à deux ans et demi de travaux forcés, portés à quatre ans par une autre juridiction. Rayé du barreau, il est déclaré inéligible pour quatorze ans.

Emprisonné à Luckau en Brandebourg, il travaille dix heures par jour comme cordonnier ; sa famille ne peut le visiter qu'une heure tous les trois mois, mais il espère malgré tout.

De fait, Max de Bade le remet en liberté, avec Dittmann, Rosa Luxembourg et les autres condamnés politiques. Sa réception à la gare d'Anhalt est un vrai triomphe, prélude de la révolution (21 oct. 1918) (1).

Il ne tarde d'ailleurs pas à faire de l'action directe. Le 7 octobre 1918, à Gotha, le groupe Spartakus avait déjà tenu une conférence où l'attitude du parti avait été modelée sur le type russe. Ce sera désormais l'objectif de Liebknecht, sinon de Rosa Luxembourg, qui, pourtant amie de Lénine, refusa toujours de se dire bolcheviste.

Il reçoit de Russie de nombreuses brochures et fonde la *Rote Fahne*. De ce fait, non seulement il refuse d'entrer dans le Gouvernement, mais en fin décembre, pour se distinguer des *indépendants* qui traitent avec les majoritaires, un groupe de spartakistes est organisé sous son impulsion, à ce Congrès de Berlin auquel assiste Radek comme délégué des Soviets.

Quant à Rosa Luxembourg, née en Pologne, elle s'enfuit en Suisse, à l'âge de seize ans et demi, pour échapper à l'accusation d'avoir comploté contre le tsar. Là elle devient docteur en droit et en philosophie ; puis elle se lance dans le socialisme militant et devient même professeur à l'Ecole socialiste de Berlin.

La guerre l'affecte à ce point que, le 4 août 1914, d'après le témoignage de Louise Kautsky, elle songe à se tuer. Emprisonnée et libérée comme Liebknecht, elle se retrouve à ses côtés pour lutter contre les socialistes, anciens collaborateurs de Guillaume II.

Noske et le soulèvement communiste de janvier 1919.

Le soulèvement déclanché le 5 janvier par le renvoi d'Eichhorn faillit précipiter l'Allemagne dans le chaos. Les bandes spartakistes, résolues, bien armées, munies de chefs ardents, mirent les majoritaires — et avec eux l'ordre tout court (2) — en sérieux échec : « Le Gouvernement ne disposait presque

(1) Gentizon, *op. cit.*, pp. 124-127. — Voir aussi dans *Nineteenth Century*, 1. 2. 19 « *Unrepentant Germany* », par D. C. Lathbury.
(2) Bernstein, *op. cit.*, p. 132.
(3) Bernstein, *op. cit.*, p. 157.

(1) Cf. Bernstein, *op. cit.*, pp. 21-22.
(2) Stresemann, *op. cit.*, p. 41.

d'aucune force (1). L'armée tout entière avait été démobilisée. La police n'existait plus. Il y avait à peine quelques centaines d'hommes sur qui on pouvait compter.

» *La situation était donc extrêmement critique, presque désespérée. S'il s'était trouvé un Kerensky à la tête du Gouvernement allemand, les éléments bolchevistes l'emportaient.* Ils s'emparaient de la capitale et proclamaient la République des Soviets.

» Mais, au lieu de Kerensky, il y eut Noske (2), et les choses changèrent du tout au tout. C'est grâce à lui, à son indomptable énergie, à la rapidité de sa décision, que l'émeute fut écrasée. Investi de pouvoirs dictatoriaux, il se multiplie durant des journées ; il parcourt en automobile la banlieue, ramassant un peu partout, à Potsdam, à Charlottenbourg, tout ce qu'il peut trouver de soldats fidèles. Des camions automobiles amenèrent en toute hâte ces soldats dans la capitale. Il fit garnir de mitrailleuses, de réseaux de fil de fer, les abords du palais où se trouvaient les ministres. Lorsque les troupes de Liebknecht voulurent donner l'assaut, il était trop tard : la partie était perdue pour elles. » (3)

La répression de l'émeute et l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

La lutte avait été chaude. Dès le dimanche au soir (5 janvier), les communistes s'étaient emparés des journaux bourgeois (*Morgenpost*, *Tageblatt*, *Volkszeitung*, *Vossische Zeitung*) pour les empêcher de paraître, et avaient converti de force le *Vorwaerts* en organe spartakiste (4). La police tomba également en leur pouvoir. Pendant la première moitié de la semaine, la lutte ainsi engagée resta indécise. Ce fut le moment du travail obscur de Noske. Pendant que des pourparlers s'ébauchaient entre le Gouvernement et le *Zentralrat* et que des coups s'échangeaient, Noske amenait des troupes (5). Le 8, toutes les gares étaient déjà dégagées, à l'exception de la gare de Silésie.

La lutte la plus âpre, et qui dura plusieurs jours, se livra autour du *Vorwaerts*. Il fut enfin enlevé d'assaut le 11 au matin, à coups de grenades, en deux heures de combat (6). Les majoritaires firent là 300 prisonniers, qui furent impitoyablement fusillés (7).

Le lendemain, avec répétition des massacres, ce fut le tour de la Préfecture de police. L'émeute était virtuellement étouffée. Les spartakistes le comprirent et envoyèrent six parlementaires sans armes. On les assassina.

Liebknecht et Rosa se réfugient alors dans la banlieue (8), à Wilmersdorf, à l'ouest de Berlin, et continuent à faire paraître par des moyens de fortune la *Rote Fahne*. Découverts, cernés par la garde bourgeoise de Wilmersdorf, ils sont arrêtés à 9 heures du soir, le 15 janvier. Des officiers emmènent Liebknecht en auto d'abord à l'hôtel Eden, puis à Berlin, pour l'incarcérer dans la prison de Moabit. Que se passa-t-il ? Très probablement un assassinat. Déjà, en montant en auto, Liebknecht avait reçu à la tête des coups de canne qui le firent saigner. Plus tard, l'auto ayant eu une panne dans le *Tiergarten*, Liebknecht aurait profité de l'incident pour prendre la fuite. D'où coups de revolver mortels. Son corps fut déposé au poste de secours du Jardin zoologique comme celui d'un inconnu et ne fut identifié que plus tard. Il était 11 heures du soir.

Le meurtre de Rosa Luxembourg s'accomplit un quart d'heure plus tard, dans des conditions analogues sinon encore plus brutales. Son corps ne fut retrouvé que cinq mois après, dans le canal Landwehr.

Jamais le spartakisme ne put se relever d'une pareille défaite (16 janvier). Combien de victimes avait-elle causées ? On ne le sut jamais exactement : probablement plusieurs centaines. Dans les combats du 5 au 8, le seul régiment *Reichstag* avait perdu 300 hommes. Que dire des pertes des insurgés ? Le 26, 100 000 d'entre eux suivaient cependant le cercueil de Liebknecht. L'Allemagne entamait alors vers la droite une évolution qui dure encore. Un général, que nous retrouverons, s'était distingué dans la répression : le général von Luettwitz.

L'élection de la Constituante. (1)

Les révolutionnaires extrémistes ne pouvaient gouverner. Les social-démocrates réussiraient-ils mieux ?

Les élections du 19 janvier 1919 répondirent immédiatement à cette demande par la négative. Tous les Allemands de vingt ans, des deux sexes sans distinction, figuraient à la fois comme électeurs et comme éligibles. Les suffrages devaient être comptés proportionnellement suivant le système d'Hondt (2). Les social-démocrates n'eurent pas la majorité absolue. Tout au plus pouvaient-ils compter sur 328 voix, en s'adressant au Centre et aux démocrates. Du scrutin sortirent, en effet, 423 députés répartis ainsi qu'il suit, de droite à gauche (3) :

1. — 42 nationaux-allemands (*Deutschnationalen*). Grands industriels, grands propriétaires, monarchistes et réactionnaires. Chefs : Clemens, von Delbruck, Duringer.

2. — 22 membres du parti populaire allemand (*Deutsche Volkspartei*). Anciens nationaux libéraux de Bismarck. Hommes d'affaires, monarchistes, mais surtout amoureux de l'ordre, d'où qu'il vienne. Partisans de certaines réformes. Chef : Stresemann.

3. — 89 membres du *Centre*. Plus ou moins fidèle à son ancien programme religieux et social avec Fehrenbach, Trimborn, Erzberger.

4. — 74 *démocrates*. Produit d'une fusion des progressistes et des nationaux libéraux dissidents. Ces libéraux classiques joueront dans l'établissement de la Constitution un grand rôle, avec Dernburg, Haussmann, Naumann.

5. — 163 *social-démocrates*. Se réclament toujours en principe du programme d'Erfurt ; les plus nom-

---

(1) « Si dans la nuit du 5 au 6, les conjurés, avec les armes dont ils disposaient, avaient voulu s'emparer de la chancellerie, ils n'auraient rencontré aucune résistance sérieuse. » (BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 138.)

(2) STRESEMANN ne craint pas de l'appeler « le second Ludendorff » (p. 99), et RECOULY (p. 35) « l'Hindenbourg du syndicalisme ». Plus tard, il sera rapproché de... Marius.

(3) RAYMOND RECOULY, *Où en est l'Allemagne ?*, p. 32

(4) Cf. BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 135.

(5) 3 000 hommes, dès le 11, de Dalhem. (Cf. STROBEL, *op. cit.*, p. 108.)

(6) Cf. le récit de l'assaut dans RUNKEL, *Die Deutsche Revolution*. (Leipzig, Grummar.)

(7) Lire le récit dans BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 158.

(8) Cf. BERNSTEIN, *op. cit.*, ch. XIII.

(1) Voir dans *Contemporary Review* : « *Germany tries Democracy* », par E. BEVAN (avr. 1919).

(2) Voir dans les *Questions Actuelles*, t. 54, pp. 305-316 et t. 55, pp. 10-15, l'explication très complète de ce système de représentation proportionnelle, longtemps pratiqué en Belgique.

(3) Voir à ce sujet : STRESEMANN, *op. cit.*, ch. VIII pp. 90 et suiv. ; — *Der Zentrumswaehler fur 1921* ; — BAUMONT et BERTHELOT, *op. cit.*, ch. III ; — GEORGE BLONDEL, *Que peut-on dire aujourd'hui des Allemands* (Paris, Perrin). Consulter surtout dans cet ouvrage le tableaux très clairs, très complets, des élections de 1919 et 1920.

breux, mais peu préparés à l'exercice du pouvoir. Démocrates convaincus. Hostiles à la dictature. Ils fourniront les trois chanceliers : Scheidemann, Bauer, Hermann Muller ; autres chefs : Legien, Wissel, Noske, David, Sinzheimer.

6. — 22 *indépendants*. Partisans, avec Cohen et Haase, de la socialisation immédiate.

Venaient enfin 9 députés *divers*, bavarois, guelfes et autres. Notons que, parmi les 423 députés, figuraient 39 *femmes*. En outre, 2 social-démocrates représentaient les troupes du front oriental.

Fallait-il tirer beaucoup d'arguments de la prédominance socialiste ?

« Si, remarquait alors M. W. Martin, la représentation proportionnelle avait été en usage en 1912 et si la géographie électorale n'avait pas faussé le fonctionnement du suffrage universel, *le Reichstag aurait connu une répartition des sièges presque identique à celle de l'assemblée actuelle :* une forte masse socialiste, deux grands partis bourgeois, le Centre et les radicaux, et des conservateurs émiettés. » (1)

L'ouverture de la Constituante.

La réunion de l'Assemblée nationale sous le titre de Constituante eut lieu le 6 février 1919 à Weimar. Un témoin nous relate ainsi cette première journée (2) :

« Les drapeaux et les cloches balancent leur tumulte dans la ville fanée que la neige a repeinte. *Der erste Tag!* « Le premier jour » de la nouvelle Allemagne ! Peut-être son spectacle sera-t-il moins imposant qu'on a cru. Des journalistes en témoignent. Il n'aurait pas fallu troubler les Muses endormies. On en connut de si douces ! La fiancée de Herder, ici, parsemait ses cheveux de vers luisants au clair de lune... N'est-ce pas une de ses nièces qui vient de parfumer de fleurs le théâtre où siégera la Nation ? Les représentants défilent devant la garde républicaine en uniforme de parade, autour du monument où Gœthe et Schiller, d'un geste fraternel, saisissent les lauriers.

» Le cortège entre, se divise : les députés au parterre ; le président, le Gouvernement, les délégués des Etats sur la scène. Sur la scène où Iphigénie faisait, hier encore, dans un spectacle de gala, reculer d'entre les Furies « la contemplation éternelle du crime accompli ». On ne la reverra plus, même dans l'apothéose finale.

» La scène est une corbeille. A peine deux ou trois uniformes. Des tulipes et des œillets ont remplacé les généraux. Ebert, comme un marié, en barbe et redingote noires, sort d'une touffe de muguets. Quel dommage qu'on ait transporté du Reichstag le fauteuil où l'aigle impériale s'agriffe ! Au détriment du vrai, Iphigénie et la petite-fille de Herder y auraient dû faire planer une colombe...

» Evidemment, l'Allemagne n'est pas enthousiaste d'Ebert. Le *Berliner Tageblatt* rappelle un mot de Clemenceau, jadis : « Je vote pour Loubet ! » M. Loubet, c'était l'ordre contre l'aventure. Les foules teutoniques ont voté pour ce Loubet, sinon plus populaire, plus peuple. Il parle ; on applaudit son discours tout à la fois solennel et têtu, agressif mais atone. Parfois la double opposition de droite et des indépendants l'interrompt.

« C'en est fait, dit-il, des vieux rois, des princes » par la grâce de Dieu ! — Attendez ! », s'écrient les réactionnaires.

« La défaite n'est pas fille de la Révolution. — » Oh ! Oh ! », protestent les monarchistes.

« Le militarisme s'est écroulé et ne se relèvera » plus. — Mais c'est vous qui le relevez ! », jettent les indépendants.

» Et, de partout, des *Pfouis!* font une basse de dégoût à son récitatif quand il lamente l'oppression de l' « Alsace occupée » et des prisonniers retenus.

« Pourtant, nous conservons les Russes ! » fait quelqu'un.

» Au demeurant, l'affirmation d'une République socialiste, et cette variante de notre trinité de vertus : « l'Etat de droit, de vérité, fondé sur l'égalité de » toutes les créatures humaines ». Et c'est encore un social-démocrate que le hasard juche au fauteuil du doyen d'âge : Pfankuch, à qui l'Allemagne unifiée devra cette formule : « L'Assemblée nationale est la démocratie allemande. Quiconque tente d'affaiblir sa puissance souveraine porte atteinte à la majesté et à la liberté du peuple allemand. »

» Demain les fractions discuteront, éparses dans les hôtels. Le *Fuerstenhof* est démocrate, l'*Eléphant*, national allemand. Il a fallu loger des députés jusqu'à Erfurt. Les « mandataires du peuple » campent au château. La poste officielle se fait par avions, et c'est plus sûr. Mais l'incommodité reste extrême. On le sait bien, et que Weimar était déjà trop étroit pour la *Goethegesellschaft!* Pourquoi tenir tête alors au Gouvernement prussien, à la municipalité de Berlin, au Comité central des Conseils d'ouvriers lui-même ? Et aux conservateurs, qui accusent les socialistes de décapiter Berlin ? Et aux démocrates, qui regrettent que la République fasse ici des couches clandestines ? Pour cela seulement qu'on a cru qu'il serait encore plus malaisé de délibérer près de la *Siegesallée*, dans l'atmosphère des grenades de Spartakus, sous la pression de ces délégations qui envahissaient naguère le Congrès des *Arbeiter und Soldatenraeten*. »

Le vote de la Constitution.

Mais il fallait travailler.

D'urgence on vota d'abord une *Constitution provisoire*, sur le projet déposé le 8 par l'israélite Preusz, secrétaire à l'Intérieur, et élaboré depuis le 21 janvier par une conférence où siégeaient une centaine de représentants des Etats particuliers.

Par cette Constitution, votée le 10 février, l'Assemblée se réservait tout le pouvoir constituant (pour la besogne courante, les lois devaient être sanctionnées par une Commission des Etats analogue à l'ancien Conseil fédéral [*Bundesrat*]), et élisait un président du Reich, lequel nomme les ministres.

Les Commissaires du peuple ainsi que le Comité central remirent leurs pouvoirs ; puis, le 11, fut élu président, par 227 voix sur 328, Ebert, qui choisit Scheidemann comme premier ministre ; Fehrenbach, du Centre, prit la présidence de l'Assemblée.

L'examen de la Constitution fut immédiatement abordé ; mais il fallut neuf mois pour aboutir. Votée le 31 juillet, elle fut promulguée le 11 août 1919 (1) et entra en vigueur immédiatement. Cette Constitution, dont nous examinerons le caractère, fut en grande partie l'œuvre du progressiste (démocrate) Preusz, de concert avec les social-démocrates, les démocrates et le Centre. Mais n'anticipons pas.

Les difficultés sociales et la paresse ouvrière.

Des tâches quotidiennes, urgentes et rebutantes, accaparaient l'attention des députés, des ministres,

(1) *Journal de Genève*, 8. 2. 19.
(2) J. Rais, dans *Europe Nouvelle*, 1. 3. 19.

(1) La *Documentation Catholique*, t. 2, pp. 426-440, en a publié la traduction intégrale.

L'Allemagne battue avait conservé le goût du meurtre et acquis la disposition à la paresse. Or, il faudrait travailler : *Travailler ou périr*, disait Wissel (1).

On comptait 180 000 chômeurs à Berlin en janvier; 240 000 en février, dont les allocations quotidiennes, de 7 à 8 marks, propageaient la fainéantise.

Un ouvrier municipal écrivait alors en substance au *Vorwaerts* : « Je gagne 48 mk 82 par semaine. Si je ne travaillais pas, les allocations de chômage me vaudraient au contraire, en comptant ma femme et mes deux enfants, 72 marks. »

Et ce journal cite l'anecdote rapportée par le Dr Steinitzer (*Europaeische Staats und Wissenschafts-zeitung*) : Un patron reçoit un de ses ouvriers qu'il savait satisfait jusque-là : « Je ne puis plus travailler pour 3 marks par semaine », dit l'homme. « Comment, pour 3 marks ? — Eh ! oui, avec ma femme et mes enfants, je recevrais une indemnité hebdomadaire de chômage de 102 marks. Vous me payez 105 marks. Je ne peux vraiment pas travailler pendant toute une semaine pour 3 marks ! » (2)

La plaie des allocations, des indemnités, contribuait donc à entretenir une atmosphère d'atonie et d'incertitude.

Mais ce n'était pas tout.

Constitués en parti communiste depuis décembre 1918, les spartakistes prenaient de moins en moins leur parti de la défaite. Silencieusement, parfois bruyamment, ils s'organisaient, nullement découragés par le mouvement général qui emportait l'Allemagne vers la droite. L'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg avait pourtant été suivi, le 21 février, de l'assassinat de Kurt Eisner à Munich.

Le déclin de Kurt Eisner.

A part une minorité d'ouvriers de chez Krupp, originaires du nord et de l'ouest de l'Allemagne, Kurth Eisner ne possédait aucun appui véritable en Bavière (3). Son dédain des formes, sa franchise béate, son imprudence politique, son idéalisme bohême, ses théories paradoxales, tout, jusqu'à son apparence de vieux savant aux cheveux de neige et à la barbe grise, tout le desservait auprès des classes dirigeantes, si fortes en Bavière, malgré la crise (4).

Son opposition à la convocation de l'Assemblée nationale provoqua des bagarres sérieuses (fin novembre), et le professeur Foerster, ministre à Berne depuis novembre, prit carrément parti contre lui. Eisner s'inclina et, le 3 décembre 1918, désapprouva publiquement le terrorisme et la socialisation intégrale. En même temps, il convoquait une Assemblée.

Dans la nuit du 7 décembre, les spartakistes, furieux de cette victoire bourgeoise, s'emparaient des journaux et ne furent dispersés que par les soldats. Le dégoût des catholiques et des antisémites pour ce Juif incroyant achevèrent de miner son pouvoir.

Le 15 janvier 1919, aux élections pour la Constituante bavaroise, il se présenta dans 32 circonscriptions et ne fut élu dans aucune. On l'injuriait en plein théâtre (5), on l'insultait en pleine rue : « Nous voulons un Bavarois », criaient à sa barbe les manifestants. Son parti, les socialistes indépendants, avait eu 100 000 voix ; l'opposition, 2 millions.

Au début de février, lors du Congrès socialiste de Berne, il stigmatisa les crimes de guerre allemands. Un témoin de la séance où Eisner parla nous rapporte ses dernières paroles :

Il proclame la culpabilité allemande et on l'assassine

« Je l'entends encore, succédant au majoritaire Wels, qui en larmoyant avait tenté de nous attendrir sur le sort des prisonniers allemands retenus en France. Quelques mots d'Eisner suffisent à balayer le souvenir même de ce qui vient d'être dit. Il n'en tient lui-même aucun compte, il n'en parle pas. Il dit simplement les protestations qu'on élève en Allemagne, sur des initiatives privées ou publiques, sur celles des hommes de l'Assemblée nationale chez qui n'a pas disparu l'esprit de Potsdam parce qu'ils ont pris le train de Weimar.

» Il s'arrête un instant — puis reprenant d'une voix grave, pleine d'émotion contenue et de conviction profonde :

« *Moi*, s'écrie-t-il, *je ne proteste pas. A aucun* » *prix!* Devons-nous protester ? Avons-nous le droit » de protester ? »

» A ces questions il répond en évoquant les déportations, les travaux forcés imposés aux populations des régions envahies, les destructions systématiques auxquelles celles-ci même ont été contraintes de coopérer — les dévastations qu'il énumère.

» Mais c'est par pitié pour les souffrances des prisonniers qu'il demande qu'on renonce à toute idée de vengeance sur eux. Il décrit les scènes effroyables auxquelles il a assisté dans les camps de prisonniers français peu après la révolution bavaroise... Sans doute, forcer les prisonniers allemands à reconstituer les régions dévastées ne serait qu'une faible représaille pour ce que l'Allemagne elle-même a fait. Mais pour la construction d'un monde nouveau, dans le vrai sens du mot, ce n'est pas du travail forcé, mais du travail volontaire qu'il faut. Ce serait une juste expiation si des travailleurs allemands étaient envoyés pour reconstruire, et non pas seulement des travailleurs manuels, mais la jeunesse des Universités, les architectes, les artistes devraient coopérer à la pose de cette première pierre de la Société des nations.

» En descendant de la tribune, Kurt Eisner déclarait à ceux qui le félicitaient pour ses belles paroles *qu'il venait de signer son arrêt de mort.* » (1)

Savait-il être prophète ? Le 21 février, à Munich, tandis qu'il se rendait au palais du Landtag, qu'il avait fini par réunir, pour informer l'Assemblée de la démission du Gouvernement, il fut abattu de deux coups de revolver par un jeune officier, le comte d'Arco-Valley (2). Les unitaires bavarois ne lui avaient pas pardonné sa rupture, le 25 novembre, avec le *Reich*.

La Bavière à la veille de la Soviétisation.

L'extrême gauche perdait en lui un guide bénin, et une terrible confusion s'éleva. Une sorte de Kerensky fielleux, le social-démocrate Hoffmann, lui succéda, vaguement contrôlé par les C. O. S. [Comités d'ouvriers et soldats], mais forcé par les modérés d'entrer en rapports avec le Landtag et les délégués bavarois à Weimar. Bientôt un Gouvernement parlementaire fut constitué, dont les tendances particularistes, au point de vue militaire et ferroviaire, percèrent très vite. Mais profitant d'un ajournement du Landtag

(1) *Vorwaerts*, 2. 2. 19 ; de même la *Francf. Z.*, 7 et 8. 2. 19.
(2) Cf. J. Rais, *Europe Nouvelle*, 1. 3. 19.
(3) Got, *L'Allemagne après la débâcle*, pp. 45-53.
(4) Gentizon, *op. cit.*, pp. 69 et suiv.
(5) Lire ce curieux récit dans Gentizon, *op. cit.*, p. 80. — Voir aussi Baumont et Berthelot, *op. cit.*, p. 82.

(1) *Europe Nouvelle*, 22. 3. 19. Voir également Gentizon, *op. cit.*, p. 82 en note.
(2) La scène du meurtre est dramatiquement rapportée par A. Got : « l'Assassinat de Kurt Eisner », dans *Revue de France*, 15. 2. 22.

7 mars), le *Comité central de nationalisation*, créé 26 mars et présidé par le Dr Otto Neurath, prit ıbitement une importance démesurée, malgré les serves de Hoffmann, partisan d'une politique aussi ɔsolue mais plus prudente.

'anarchie allemande au printemps de 1919.

A cette date, le reste de l'Allemagne vient de ısser par une crise formidable, provoquée par les ommunistes. Un moment, le Gouvernement de /eimar se trouva bloqué, et il fallut que le corps ı général Maerker vînt occuper Halle pour rétablir liberté de ses communications. On peut dire qu'au ébut de mars le chaos le plus violent règne encore ıns toute l'Allemagne.

Partout, la grève générale sévit, dans les usines, ıns les transports, accompagnée, surtout dans la uhr, de ce qu'on appelle les « socialisations sauages », véritables pillages syndicalistes, compliqués : révolutions politiques locales tendant à reformer ır toute l'Allemagne et définitivement le réseau de onseils d'ouvriers qui, à deux reprises déjà, 'avaient pu prévaloir.

Le calme commença à renaître à partir du 8 mars. es forces militaires occupèrent les villes et les ntres industriels. En Saxe, une contre-grève bourcoise contraignit rapidement le prolétariat à une ıpitulation assez honteuse, puisque, les conditions es bourgeois ayant été acceptées, ceux-ci contiuèrent, pendant vingt-quatre heures, à faire une rève de triomphe et de magnificence.

L'atmosphère anxieuse de Weimar.

Tout cela n'avait pas été sans inquiétudes. Tous s témoins nous disent par quelles anxiétés on pasıit à Weimar!

Dans la ville même, « le Conseil des soldats a ésarmé les gendarmes, fourriers des troupes du ouvernement. Les Conseils des 11e et 15e corps ıenacent de couper à ces nouveaux renforts les outes de Halle, d'Erfurt et de Gotha. Le Conseil 'Eisenach s'est emparé du télégraphe. Aux grèves e la Ruhr répondent celles de la Haute-Silésie; aux ésordres de Leipzig, ceux de Brunswick, ceux d'Essen t de Magdebourg, où les communistes ouvrent les risons. La mer du Nord et la Baltique, de Wilelmshaven à Kiel, à Lubeck, battent le sol germain 'une écume sanglante. Il ne suffirait pas d'accorder Hambourg le Syndicat des armateurs et celui des uvriers des transports; l'Union des matelots menace 'arrêter le ravitaillement que l'Entente autorise ourtant elle-même. Pour Brême, lisez les manchettes ıu *Vorwaerts*: le 2 février, le socialisme allemand proclame l'extension du bolchevisme en Angleerre. Le lendemain, il déchante, annonce un décret ontre Spartakus. Puis, successivement: *Brême avant a décision! — Le combat pour Brême!* Et, le février, *Brême occupé par les troupes du Gouvernement!* D'un côté des barricades, des mitraileuses aux fenêtres; de l'autre des brigades de marins, les automobiles blindées et des minnenwerfer. Entre es deux, trente morts, cent blessés. Est-ce un derier hoquet d'insurrection? Mais Dusseldorf tient oujours. Et là, par un retour cocasse, la municiɔalité spartacienne arrête les délégués de la bourgeoisie qui fait grève!

» La *Rote Fahne*, la *Freiheit*, le *Volksblatt* de Halle continuent d'ameuter les minoritaires contre ın gouvernement « d'assassins », contre « la dictaure du sabre ». Le Comité central des Conseils des ouvriers et des soldats pourra bien remettre ses ıttributions politiques à l'Assemblée nationale. Il reste que Noske, par décret, tend à supprimer leurs pouvoirs militaires: la troupe est rendue aux officiers, le commandement suprême au ministre *prussien* de la Guerre. Il reste aussi que le recrutement d'une armée destinée, on le dit, à protéger « la vieille Allemagne » contre les incursions des bolchevistes russes et des patriotes polonais fait croire à un essai de « garde blanche » et risque d'inciter les ouvriers bavarois à proclamer la révolution en danger. Noske tient tête, affirme la nécessité d'une discipline militaire. Mais il lui faudra consentir aussitôt à la convocation d'une *Reichskonferenz der Korps Soldatenroete Deutschlands* (1) qui siégera à la Chambre des Seigneurs à Berlin, en même temps que l'Assemblée nationale au théâtre de Weimar, et qui, dès sa première délibération, exigera la démission de Noske. » (2)

Elle ne l'eut d'ailleurs point.

Les tueries de mars à Berlin.

A Berlin, la lutte avait été sanglante: « Les combats de rues, qui sévirent dans l'est de Berlin durant la seconde semaine de mars, dépassèrent de beaucoup ce qu'on avait vu en janvier lors de la *Semaine Spartakus*. A longue journée, la *Reichswehr*, munie de tous les armements propres à la guerre moderne, mitrailleuses, minenwerfer, aéroplanes, s'appesantit sur les quartiers ouvriers de la capitale. D'innombrables maisons furent endommagées. » (3)

L'origine de ces nouveaux troubles provenait des anciens, de la rivalité entre les marins révolutionnaires et les formations de Noske. D'autre part, l'assassinat d'Eisner avait eu dans les masses un profond retentissement. Et puis, l'Assemblée nationale ne légiférait pas aussi à gauche que l'espéraient les indépendants. De là une floraison de grèves plus ou moins générales qui, au début de mars, gagna Berlin. Le 4 mars, Hugo Haase déclarait au Congrès du parti socialiste indépendant sa solidarité avec les grévistes: « J'apprends de Weimar que le Gouvernement perd pied. L'Assemblée siège en permanence. Vendredi, elle va discuter la socialisation. Trop tard! » (4)

Les concessions d'Ebert-Scheidemann.

Haase s'illusionnait, mais il ne faut pas croire non plus que le calme fût revenu sans sacrifices:

« Les troupes gouvernementales — écrivait justement la *Nouvelle Gazette de Zurich* (7 mars) — ont rétabli l'ordre à Berlin, mais toutes ces pacifications provisoires s'achètent par de nouvelles concessions accordées à l'adversaire, de telle sorte que non seulement l'autorité gouvernementale s'en trouve affaiblie chaque fois, mais que ces coups d'Etat, même lorsqu'ils échouent, représentent un gain pour les extrémistes. »

En effet, « la seconde révolution » qui vient d'ensanglanter Berlin, « peut s'enorgueillir d'un certain succès — succès limité — mais qui marque un nouveau pas du Gouvernement Ebert-Scheidemann dans la voie des compromissions. Certes, les Conseils d'ouvriers et de soldats n'ont pas encore, selon le rêve spartakiste, remplacé le Gouvernement de Weimar; mais celui-ci a dû leur reconnaître une existence officielle et promettre de leur donner une place dans la Constitution. Ce n'est pas encore « la dictature du prolétariat, mais c'est la reconnaissance

(1) Conférence d'Empire des Conseils de soldats d'Allemagne.
(2) J. Rais, dans *Europe Nouvelle*, 1. 3. 19.
(3) Stroebel, *op. cit.*, p. 132.
(4) Stroebel, *op. cit.*, p. 131.

d'une autorité privilégiée de la classe ouvrière par rapport à toutes les autres. » (1)

Le *Vorwaerts* (2) donnait ces précisions :

« Leur rôle [des Conseils d'ouvriers] sera délimité par une législation propre. Toutes les entreprises éliront des Conseils d'ouvriers et d'employés, qui seront amenés à collaborer à la réglementation de toutes les questions touchant l'organisation du travail. En collaboration avec les entrepreneurs et administrateurs des diverses industries, ils auront à contrôler et à diriger l'ensemble de la production et à veiller à la répartition des marchandises dans toutes les branches d'industrie. Ils devront également travailler à la socialisation de certaines branches de la vie économique, et garderont un contrôle sur cette socialisation lorsqu'ils l'auront obtenue. Ils auront le droit de juger les lois économiques et sociales promulguées par l'Assemblée nationale et d'en proposer d'autres. »

C'est dans le même esprit que venaient d'être fondées, par décret du 8 février, des Chambres de travail pour l'industrie minière. Deux de ces Chambres étaient prévues, l'une pour le bassin houiller de la Ruhr, l'autre pour celui de la Haute-Silésie.

La tâche de ces Chambres devait être de « travailler à mettre toute l'industrie minière, d'une façon générale, sous l'influence immédiate de l'Etat, de faire participer toute la communauté du peuple à ses bénéfices (socialisation) et de se faire représenter légalement dans les associations intéressées pour régler toutes les questions relatives à l'écoulement et à la production du charbon » (3).

Les débats autour de la socialisation.

Pendant ce temps-là, à Weimar se discutait le problème de la *socialisation*, que nous étudierons en soi et à part. Les discussions finales durèrent du 8 au 13 mars, et le texte gouvernemental fut adopté contre la droite et contre l'extrême gauche.

« Le siège de l'Assemblée était fait. Il s'était fait à coups d'obus et de mitraille dans les rues. Le Gouvernement capitulerait-il devant l'émeute et la *Nationalversammlung* [Assemblée nationale] avec lui ?

» Des commentaires officieux répandus en France feraient croire que les *démocrates* ont résisté [à la réforme]. Rien n'est moins exact. Les démocrates ont voté d'un même cœur le principe et l'application ; ou plutôt, si leur cœur resta secrètement divisé, leurs suffrages publics furent unanimement favorables...

» En acceptant les solutions que le Gouvernement adapte à l'exploitation des monopoles naturels, le parti démocratique se félicite que le législateur n'ait pas été contraint de porter atteinte au droit de propriété. Il en a seulement modifié l'exercice, parce qu'il importe de rétablir l'harmonie dans l'Etat, de concilier les intérêts, de redresser la productivité nationale. Le contrat de travail doit être désormais un contrat de droit public. Mais c'est au nom de la productivité même que les démocrates s'opposent à de nouvelles expériences en dehors du domaine des monopoles naturels et de certaines industries qu'on y pourrait assimiler... »

Le *Centre*, lui, « fait profession de se rallier aux projets du Gouvernement surtout pour leur fondement moral. M. Brauns, directeur du *Volksverein* catholique, précise qu'à ses yeux la socialisation est moins une question matérielle qu'un problème de dignité ouvrière. De quoi se plaindrait la grande industrie ? reprend M. Imbusch. Elle a toujours été brutale. C'est à peine, d'ailleurs, si l'on aperçoit encore le possesseur individuel dans la mine, tant le régime capitaliste y développe ses formes les plus modernes. L'homme, au reste, ne vit pas pour produire ; il produit seulement pour vivre et vit pour se civiliser. C'est la conscience qu'il importe de pénétrer du sens social, avant tout : *Sozialisierung ist praktisches Christentum* (1).

» La *Droite*, cependant, si l'on en excepte un groupe dont M. Walbaun se fait le porte-parole craintif mais résigné, rejette ces conceptions religieuses, moralisatrices, ces formules, inopérantes à son gré, et, dira-t-elle à peu près, ce « tarte à la crème » de la socialisation. C'est un aveu d'impuissance, s'écrie-t-on de ce côté, et c'est une folie ; et c'est un crime et pire : une trahison. Car le Gouvernement n'abdique pas seulement devant cette sainte populace, qui, pour la *Taeglische Rundschau*, ne rêve que pillages et meurtres ; il annihile la production nationale devant la concurrence britannique, et, en s'emparant des trésors naturels, s'apprête à livrer bientôt le sous-sol allemand aux exigences de l'Entente ».

Quant aux *indépendants*, ils « votent contre la socialisation, insuffisante et tardive à leurs yeux. Demi-mesure, ineptie : *Halbheit und Hohlheit*. Loin de couler le capitalisme, on l'ancre en le représentant dans les Conseils, où ses délégués ne peuvent apporter que leur esprit de lucre. L'expropriation seule, et sans indemnité, avec une gestion exclusivement ouvrière, devrait être la loi de la nation régénérée. *Die Arbeiter verlangen ganze Arbeit :* il n'y a de place que pour les travailleurs dans le domaine du travail ».

Interrogés, que répondent-ils, les travailleurs ? « Ce n'est pas cette socialisation-là que voulaient les intéressés, les mineurs de la Ruhr. Au témoignage du ministre d'Etat Gothein (*Neue Freie Presse*, 25 mars), leurs revendications confuses les porteraient plutôt à se réserver égoïstement les profits de la socialisation, sans égard pour les intérêts de l'économie générale. » (2)

Telle est la morale de cette histoire, en attendant que l'histoire lui en donne une autre.

Si les mineurs n'avaient pas réalisé leurs desseins, c'est que militairement on avait compté sans Noske. Il ne cessait pourtant de travailler.

La réorganisation des forces militaires.

On sait qu'après l'effondrement de novembre 1918 l'armée s'était désorganisée ; les hommes quittaient leurs corps à volonté ; des Soviets se créaient partout. Dans les villes de garnison, les uniformes débraillés pullulaient.

« Un décret gouvernemental avait autorisé les soldats qui ne trouveraient pas de travail à rester à la caserne quatre mois après la démobilisation. Aussi les casernes étaient-elles bondées d'hommes qui ne se souciaient nullement de reprendre leur métier du temps de paix à la veille de l'hiver. Ils n'étaient astreints à aucune sorte d'exercice. A Berlin même, les anciens déserteurs pullulaient. A l'abri d'une amnistie générale, ils constituèrent un Conseil, qui installa ses bureaux dans le palais du Lantag, et ils réclamèrent à la Chancellerie l'arriéré de leur solde depuis le jour où ils avaient déserté. Le

(1) « Les progrès de la révolution », *Europe Nouvelle*, 22. 3. 19.
(2) 5. 3. 19.
(3) *Gazette de Francfort*, 26. 2. 19.

(1) « La socialisation est du christianisme en action », formule on ne peut plus contestable. (Note de la *D. C.*)
(2) *Europe Nouvelle*, 31. 5. 19.

sarroi était immense. Le 8 décembre 1918, le géné-
. Scheuch, ministre de la Guerre, donna sa démis-
n parce que ses ordres, arrêtés par des autorités
esponsables, *n'arrivaient pas jusqu'à la troupe.*

» Toutefois, dans la démoralisation générale, elques corps du front avaient gardé une certaine hésion. Peu à peu, les vieilles habitudes repre-ient le dessus. La plupart des Conseils de soldats montraient modérés et prudents (1) ; ils faisaient qu'ils pouvaient pour endiguer l'anarchie ; ils ssaient aux officiers leurs prérogatives essentielles se bornaient à contresigner leurs ordres...

» Il fallait distinguer les éléments sains des élé-ents « gangrenés », et c'est à cette tâche que s'em-oya le social-démocrate Gustave Noske, promu, le décembre 1918, ministre de la Guerre et de la arine. Pendant plus d'un an, la renommée de cet icien menuisier a rempli l'Allemagne. Les amis de rdre ont célébré sa « poigne de sous-officier », ndis que l'extrême gauche le détestait de la haine dente qu'inspirent les renégats. Secrétaire de Syn-cat, journaliste député, Noske avait été envoyé le novembre 1918 à Kiel, pour calmer les matelots révolte. Quelques jours plus tard, il était nommé ouverneur du grand port, et, dans sa nouvelle fonc-on, il se rendait digne de la réputation d'énergie le lui valaient la netteté de sa parole et la rudesse son physique (2).

» Le ministre socialiste Noske n'hésita pas un stant à lier partie avec le petit groupe d'officiers actionnaires, à l'esprit résolu, qui s'étaient em-essés dès le premier jour contre les soldats révolu-onnaires. De toutes ses forces, il favorisa l'orga-sation des corps francs (*Freikorps*), qui se consti-ièrent à partir du mois de décembre 1918 (3), sous étexte de défendre les frontières de l'Est contre les aves — Russes, Polonais et même Tchèques — ont la presse allemande ne cessait de dénoncer les nébreux desseins. Les corps francs groupaient des olontaires sous le commandement d'officiers, dont uelques-uns portaient des noms illustrés par la uerre : le comte Dohna, ancien commandant de la *'oeve*, le vaisseau-fantôme qui avait couru les mers endant des mois ; — von Oven, le conquérant du rt de Douaumont ; — le général von Luettwitz, ncien chef d'état-major du kronprinz ; — le général on Lettow-Vorbeck, défenseur tenace de l'Afrique rientale...

» D'innombrables agents recruteurs, des affiches ui pavoisaient les murs d'alléchantes annonces asérées par des journaux bourgeois et même par organe de la social-démocratie, le *Vorwaerts*, atti-aient les volontaires, auxquels on promettait des oldes élevées et une nourriture abondante. On avait éservé aux « mercenaires » des uniformes tout neufs, galonnés d'argent, décorés de glaives, de grenades, de couronnes, d'étoiles, de croix.

(1) Surtout en Bavière, où l'autorité militaire des offi-iers resta indiscutée.

(2) Voir dans Becoulx, *Où en est l'Allemagne*, ce por-rait de Noske : « Un homme du peuple, ce qu'il y a de lus peuple, vigoureux, solide, donnant avant tout l'im-ression de la force, de la confiance en soi, de l'énergie ; ne haute stature, une carrure épaisse, la nuque puissante, e dos légèrement voûté. La forte mâchoire, le menton rès accusé ont quelque chose de brutal ; c'est une mâ-choire et une encolure de boucher, les cheveux sont plan-és drus et coupés ras. » (P. 35.)

(3) « La loi prévoyait la disparition progressive des corps francs ; mais, contrairement à ce qu'on devait attendre, il y eut une nouvelle floraison de ces corps, que le Gouvernement favorisa, y voyant le moyen de renforcer son armée. Cette floraison fut déterminée par le retour en Allemagne des chefs les plus populaires. » (« Berlin depuis l'armistice » dans *Revue des Deux Mondes*, 15. 12. 19.)

» C'est sur ces volontaires chaque jour plus nombreux que s'est appuyé Noske pour lutter, durant les six premiers mois de l'année 1919, contre les soldats révolutionnaires, qui prétendaient élire leurs chefs et remettre aux Conseils une autorité absolue. C'est grâce à leur soutien vigoureux qu'il a réussi à désarmer et à dissoudre les contingents qui ne lui inspiraient pas confiance. Trait d'union entre l'armée impériale et l'armée de la République, les corps francs ont formé la Garde de la Contre-Révolution ! Ils ont fourni à Noske l'arme qui lui a permis de répondre par un régime brutal au régime de terreur que prônaient les amis de Lénine : car le ministre aimait « la manière forte », et l'un de ses principes de gouvernement consistait à proclamer l'état de siège « non seulement quand il y avait des » troubles, mais quand il pouvait y en avoir ».

» Partout, à Berlin, à Brême, à Hambourg, à Halle, à Brunswick, à Dusseldorf, en Saxe, en Bavière, les révoltes succédaient aux révoltes « comme des abcès qui ne cessent d'apparaître sur un corps malsain ». Partout, « les soulèvements d'esclaves » étaient réprimés « sans douceur » par les corps francs, fidèles aux ordres du plébéien Noske, « nouveau Marius » (1), et de son Etat-Major.

» La loi provisoire du 6 mars 1919 récompensa les officiers des éminents services qu'ils rendaient dans la répression des troubles communistes ; ils ne dépendaient plus des soldats, dont les Conseils étaient supprimés. » (2)

Le Ministère, les Constituants et la Garde nationale provisoire.

Cela n'alla pas tout seul, et les débats avaient duré longtemps, entravés par l'émeute et l'état de siège.

« La guerre et la révolution ont-elles réduit l'armée au néant ? Quarante mille officiers tués ou disparus. Le reste, outragé, dégradé par l'insurrection. Ce n'est pas pour libérer des soldats que l'Office de démobilisation s'est multiplié, mais pour donner ce qu'il pouvait de travail et de pain à un million de déserteurs. N'exagérons rien toutefois. Il est vrai que des Conseils de soldats ont empêché le recrutement des volontaires (Noske, 15 février). Mais ce recrutement se poursuit au nom des vieux principes, par les vieux états-majors, jusque sous les vieux uniformes à têtes de squelette. Dans ce même numéro du *Vorwaerts* (15 mars), où un article inspiré célèbre les services des troupes du Gouvernement qui ont écrasé, dans Berlin, une plèbe bestiale (*bestialisierte Jankagel*), les annonces appellent des cohortes de hussards, de trompettes, de cordonniers et de téléphonistes à protéger les frontières contre les dévastations des « hordes ennemies ». Même le Gouvernement a remobilisé, par application des textes impériaux, des recrues dans les marches de l'Est : la *Freiheit* (8 février) précise : 13 classes d'un coup, à Glogau...

» Mais ce ne sont plus là que de précaires expédients. La droite a beau regretter « les troupes de l'ancienne discipline » (Assmann, 25 février) ; le ministre de la Défense nationale, promettre des mannes de croix de fer, ou, dans la gloire de la déroute, couronner le martyre des officiers (15 fé-

(1) J. Fischart, *Das alte und das neue System* (1919), p. 410.

(2) Maurice Baumont et Marcel Berthelot, *L'Allemagne : lendemains de guerre et de révolution*, pp. 92-95. (Paris, Colin, 1922.) Le mot *neutralisés* serait plus juste que *supprimés*.

vrier), et affirmer enfin que, respectueuse de la force de l'armée impériale, la social-démocratie n'eut jamais que des griefs particuliers contre elle (25 février); il faut bien changer de système. Il le faut, car la ruine économique, musculaire et spirituelle de l'Allemagne empêche une conscription étendue, que les Alliés d'ailleurs ne toléreraient pas; il le faut, car la campagne de réclames dans les journaux discrédite les corps de volontaires, que le chômage d'ailleurs a peuplés d'éléments ou spartakistes et violents ou sans efficacité militaire, « désagréables », dit Noske avec une drôlerie imprévue.

» La garde nationale allemande est composée de volontaires engagés pour six mois et dont le contrat sera renouvelable par trimestre. Le président du *Reich* délègue le commandement suprême au ministre de la Défense nationale et au ministre de la Guerre prussien. Des commissaires du Gouvernement peuvent le représenter auprès des unités pour la solution des problèmes où la politique intervient. Elus par les soldats, les hommes de confiance collaborent aux instructions relatives à l'entretien et à l'alimentation des troupes, discutent les permissions et les réclamations. Mais les officiers sont désignés, en dehors de toute ingérence des Conseils de soldats, par le président, sur la proposition du ministre; et l'élection des hommes de confiance est elle-même soumise à la confirmation des autorités compétentes. Un serment lie le volontaire au *Reich*, à son Etat natal, au Gouvernement établi par le peuple et à ses supérieurs.

» Une marine de guerre, volontaire et provisoire, assurera d'ailleurs, aux termes d'un nouveau projet, la sécurité du littoral, du trafic, de la pêche, —, et de là patrie...

» On a vu la lettre des décrets. Et l'esprit? Le rapporteur socialiste, M. Schoepflin, et le ministre Noske le caractérisent ainsi: Une cruelle ironie impose à l'Etat qui fut la plus haute puissance militaire ce système de racolage. Qu'on n'y voie pas un renouveau de militarisme; il ne s'agit encore que de mesures provisoires. La loi expirera dans un an. Les « négociations » de la paix, d' « autres facteurs » fixeront les effectifs. N'attendons pas beaucoup d'unité d'une agglomération d'éléments neufs avec les vieilles formations qu'on aura cru devoir ou pouvoir conserver. Mais il leur faut une forte discipline. Les casernes sont devenues d'*intolérables porcheries*. La Ligue des officiers, d'autre part, n'a pas compris les enseignements de la révolution...

» On ne conteste pas, d'ailleurs, les calculs [de la droite] d'après lesquels 300 000 volontaires, répartis en 35 brigades, exigeront 6 milliards, tandis qu'avant la guerre une armée triple ne coûtait que 1 200 millions. Quant au Centre, c'est à peine si, dans sa volonté d'aboutir, il se gare des « hommes de confiance ». Ou bien espère-t-il que, précisément, la loi, en la reconnaissant mais en la limitant, annihile l'autorité des Conseils de soldats? C'est ce dont les indépendants l'accusent. Haase avait copieusement bousculé Noske, son orgueil, ses ordonnances « dans le ton de Guillaume II » (15 février). « Souteneur! Assassin! Traître! Pantin stupide! »

Bref, nous voilà en plein militarisme.

« Le maréchal [Hindenbourg], fort de sa loyauté patriote, a pu braver les vœux du Gouvernement et maintenir sa foi royaliste. Bien plus: on a vu Ludendorff rentrer en Allemagne pour se défendre, a-t-il dit, mais pour couvrir bientôt ce plaidoyer par l'offensive qui dénonce la capitulation d'un Gouvernement de paix à tout prix. L'union des officiers pèlerine avec des couronnes aux statues de Bismarck et de l'empereur, et, rencontrant le quartier-mai général, redresse le vaincu aux accents des vieil victoires. » (1)

Nouvel écrasement des spartakistes.

Ce furent ces troupes qui, dans l'Allemagne Centre, dans la Ruhr et à Berlin, forcèrent les ch communistes à fuir et leurs bandes à se soumett

Tout de suite il apparut que la révolution ser écrasée : aussi, dès le 4 mars 1919, à Weimar, en le Gouvernement et les socialistes, commencère des pourparlers qui aboutirent d'autant plus v que les conditions étaient avantageuses et la répr sion impitoyable: l'amnistie ou la mort. Les co cessions de Scheidemann étaient par ailleurs, no l'avons vu, de conséquence.

Le 10 mars, les spartakistes abandonnaient Berl pour se réfugier dans la banlieue. Une fois de pl ils devaient se soumettre. Dans la capitale, le sa avait coulé à flots pendant une semaine.

S'il faut en croire Stroebel (2), une fausse no velle — celle du massacre de 80 soldats par les spa takistes, le 18 mars, dans la banlieue de Berlin, Lichtenberg — aurait été lancée à dessein pour ex pérer la soldatesque et accentuer les répressions.

Le nombre des tués dépassa mille; il fut dix f plus élevé parmi les émeutiers que dans les troup

Le calme revient du reste avec lenteur. Le spe tacle des bolchevistes russes toujours triomphan l'établissement en Hongrie, par la démence Karolyi, d'une République des Soviets (22 mars), soviétisation également de la Bavière (7 avril), to cela entretient des ferments nombreux de désord

A la fin de mars, l'inquiétude reprend. Une no velle grève éclate dans la Ruhr. Les mineurs réc ment la journée de six heures et transigent po sept heures et demie. En Silésie, la question complique d'une querelle de race et d'une incer tude politique.

Grèves bourgeoises.

Le début d'avril parut devoir être aussi troul que celui de mars. A Francfort, dans la Ruhr, Dusseldorf, à Stuttgart, des désordres violents éc tèrent. Dans cette dernière ville, les bourgeois dure le succès au moyen qui avait réussi en Saxe : contre-grève.

Aux spartakistes qui réclamaient : « 1° l'éla gissement des détenus politiques; 2° la levée l'état de siège et de l'interdiction de réunions p bliques; 3° la suspension des mesures discip naires prises contre les camarades au cours grèves de janvier; 4° les réélections de Conse d'ouvriers et soldats sur des bases révolutio naires », et qui arrêtaient le service des tra ways, il fut répondu par une grève à laque prirent part les métiers manuels, la petite industr le négoce, le commerce, l'industrie, les employés l'Etat, de la ville, et les employés privés, les méd cins, les pharmaciens, et toutes les autres professio libérales. Les journaux cessèrent de paraître. poste chôma.

La République des Conseils à Munich.

A Munich, les événements se déroulèrent d'u façon moins satisfaisante. Succédant à la soviétisati de la Hongrie, la soviétisation imminente de Bavière parut un instant devoir replonger l'All magne dans l'abîme de misères qu'elle avait com

(1) J. Rais, dans *Europe Nouvelle*, 5 et 12. 4. 19.
(2) *Op. cit.*, p. 139.

novembre 1918, janvier et mars 1919. Tout le ›is d'avril fut consacré à des révoltes et à des ›ressions.

Depuis longtemps, à Munich, on s'attendait à un up. Il eut lieu, largement prévu de tout le monde, 7 avril. Dès le 5, une réunion des Conseils d'ou-iers et soldats, des Conseils d'exploitation et de ites les Fédérations ouvrières, annonçait la pro-mation prochaine de la République des Conseils, dépit de l'opposition, pour des raisons d'opportu-é, du communiste Lévine.

Dès avant cette proclamation, la réaction contre te fantaisie de la populace industrielle de Munich, ugsbourg et d'Ansbach, se dessinait, d'une part, sein de la Ligue des Agriculteurs bavarois, tout-issants, ainsi que parmi les social-démocrates de remberg.

Mais à Munich, indépendants, communistes et ial-démocrates conspiraient ensemble. Pour neu-liser l'opposition des agriculteurs, le Comité des nseils promit de ne pas socialiser les propriétés de ins de 340 hectares. Cela fait, il déclancha le uvement. Le 7 avril, à 1 heure du matin, la publique des Conseils fut proclamée au palais ttelsbach. Un Conseil de neuf membres fut mmé (1). A cette date, il y a 372 000 grévistes s la Ruhr, où le travail est arrêté dans 221 exploi-ions. Cette sanglante aventure dura du 7 avril au nai.

Dès le début, le Conseil révolutionnaire se heurta : pires difficultés. D'abord, le Gouvernement ffmann, seul reconnu par Weimar, se retira à nberg, où, soutenu par le Gouvernement wurtem-geois récemment vainqueur de la grève de Stutt-t, il prit les mesures les plus efficaces pour uire par les armes l'insurrection victorieuse. En-te, la ville de Nuremberg reste fidèle à la social-nocratie. Enfin, les agriculteurs et la bourgeoisie nifestent leur volonté de réaction.

Maîtres de Munich, les communistes procédèrent 1 socialisation des banques, de la presse, des mai-s ; ils rappellent de Weimar les représentants de Bavière. Une pluie de décrets s'abattit sur la pro-iété privée. Des tribunaux révolutionnaires furent itués. On donna des armes au prolétariat. On les ra à la bourgeoisie.

L'écrasement des Soviets bavarois.

es agriculteurs décidèrent de ne pas rester inac-, et proclamèrent l'interdiction d'envoyer des res à Augsbourg et à Munich, les deux foyers les violents du communisme. Cette mesure se révéla rante. Aussi bien les prolétaires se disputaient 1 entre eux (10 avril). Communistes, spartakistes, épendants, ne parvinrent jamais à se mettre plei-nent d'accord. Très vite, la tendance russe, avec ine et Axelrod, s'oppose à la tendance bavaroise Toller. Ajoutons qu'à Munich même certaines ipes restèrent toujours fidèles au Gouvernement, s sans devenir des foyers de résistance actifs. e Gouvernement de Bamberg rassemblait cepen-t des volontaires (14 avril). Devant la répression nédiate, les Conseils d'Augsbourg s'inclinèrent. lait Munich. Ce fut l'affaire de deux semaines vestissement et de combats. Dès le 30 avril, ich était bloqué de toutes parts. Le 1er mai, les ipes gouvernementales attaquaient la gare de t. Le 2, la Résidence était conquise ainsi que la e centrale. Egelhofen, le chef de l'armée rouge, bait entre les mains des réguliers. Jusqu'au der-moment pourtant, la résistance fut farouche, notamment dans les environs, et ce même jour six otages bourgeois furent sauvagement exécutés au Luitpoldgymnasium. Le 3 mai, les troupes impé-riales, bavaroises et wurtembergeoises, sous la haute direction de Noske, avaient définitivement purgé Munich des derniers rebelles en armes.

La répression fut efficace. D'après Stroebel, elle fut exagérée (1).

(1) Cf. Stroebel, *op. cit.*, pp. 148 et suiv.

Réaction militaire : les gardes civiques. Réaction antisocialiste.

Cette réaction avait produit deux effets. D'abord, les corps de volontaires, levés pour la lutte contre le bolchevisme, s'organisèrent en une véritable puis-sance, se complétèrent par des milices urbaines, des polices territoriales : le 15 avril, le Gouvernement prussien crée des gardes d'habitants ou gardes civi-ques (*Einwohnerwehr*). Ensuite, encouragée par le succès, la bourgeoisie bavaroise résolut de se débarrasser également d'Hoffmann, qui, au lieu de la massacrer et de la dépouiller en bloc, la faisait cuire à petit feu. La *Koelnische Volkszeitung* du 29 avril écrivait :

« Les socialistes n'ont qu'un tiers des mandats et ils gouvernent toute la Bavière. Les faibles d'es-prit qu'ils ont élevés au rang de ministres sont cause de l'irruption du bolchevisme à Munich... Le ministère... purement socialiste, telle était l'idée directrice de la politique de Hoffmann. Il fit désarmer les bourgeois...

» ... Hoffmann s'est distingué, comme maître d'école à Kaiserlautern, par une haine fanatique contre la religion chrétienne et l'Eglise... Une fois remis en selle, il recommencera à pousser à la haine contre l'Eglise, comme autrefois...

» ... Il n'y a qu'un salut pour la Bavière : il faut que la Diète prenne une résolution virile ; ce n'est pas après la prise de Munich, c'est tout de suite qu'elle doit se réunir et constituer un ministère qui réponde aux forces des partis dans la Diète. Pour-quoi laisser à la tête ces lamentables figures à la Hoffmann ?... La Diète... a non seulement le droit, mais le devoir d'éloigner les ministres impropres à leur besogne... La Bavière attend que les députés fassent leur devoir. »

De fait, démissionnaire le 31 mai, Hoffmann, s'il fut réélu président, dut accepter dans son ministère, à côté de 5 socialistes, 3 démocrates et 2 centristes.

Fin de la répression à Essen, à Magdebourg, à Dusseldorf, à Dresde, à Brunswick, à Leipzig, à Hambourg (avril-juin 1919).

On avait eu la main lourde : 5 000 arrestations furent opérées (dont celle de Lévine, le 13 mai), que complétèrent de salutaires exécutions. Les Conseils de guerre commencèrent à fonctionner ; jusqu'en juin, ils sévirent avec fureur. Lévine fut passé par les armes (5 juin). Des opérations analogues s'ache-vaient en d'autres endroits, toujours sous l'inspira-tion de Noske.

C'est ainsi que, le 9 avril, les troupes gouverne-mentales entraient à Essen, à Magdebourg, à Wurzbourg ; le 13, Dusseldorf était réduit ; le 14, des troupes prussiennes entraient à Dresde, où les communistes venaient d'assassiner le ministre de la Guerre, Neuring ; le 17, le général Maerker met fin par un hardi coup de main au Gouvernement

(1) Les chiffres des tués qu'il donne (*op. cit.*, p. 153) sont peu impressionnants après la guerre : 38 soldats gouvernementaux, 93 rouges, 7 Russes, 7 civils. Fusillés : 42 soldats rouges, 144 civils. Tués par hasard : 184 civils. En tout, 557 victimes au cours des combats.

communiste de Brunswick ; à la même époque, la grève s'apaise dans la Ruhr (18), puis en Haute-Silésie (6 mai) ; le 11 mai, les troupes de Noske s'emparent de Leipzig, arrêtant les chefs spartakistes, ainsi que les membres des Conseils d'ouvriers. Enfin, le 19 mai, Stettin était dompté. A la fin de juin, le dernier de ces grands troubles était arrêté avec la prise de Hambourg.

La bourgeoisie se défend et opère son salut.

La force armée de Noske avait été singulièrement aidée dans sa tâche non seulement par les volontaires armés, mais par les *Conseils de bourgeois* qui, au nombre de plus de 500, s'étaient constitués un peu partout. Le 30 mars, ils célébraient leur Congrès à Berlin et prenaient des mesures d'ensemble. Leur activité fut immense et souverainement féconde en cette année 1919, et se manifesta soit en fournissant de volontaires civils les grandes administrations et le ravitaillement menacé de désorganisation par les spartakistes, soit en organisant des contre-grèves pour réduire les grèves révolutionnaires. D'un bout à l'autre de l'empire, conjugués avec les milices, les troupes régulières et les cadres gouvernementaux, ils forcèrent Spartakus à baisser la tête. Cette année-là, la bourgeoisie allemande rendit service à l'Europe entière. 120 000 techniciens fournis par elle formèrent un corps d'élite de briseurs de grève.

Le deuxième « Congrès des Conseils » témoigne de la faillite du socialisme.

Le deuxième Congrès des Conseils d'ouvriers et soldats, qui s'était ouvert à Berlin le 8 avr. 1919, atteste la décroissance de l'idéal révolutionnaire :

« A lire les comptes rendus du Congrès, on n'a pas l'impression qu'il ait été capable de provoquer un mouvement important quelconque en Allemagne. Discussions, luttes oratoires entre socialistes gouvernementaux et indépendants, politique intérieure de parti, tel est le contenu de ses séances. »

Seule, la septième séance marqua un peu d'intérêt avec les déclarations très réalistes de Kautsky ;

« C'est sur le caractère... *constructeur* du socialisme que Kautsky se plaît à insister. L'expropriation, dit-il, serait très simple à réaliser, mais elle ne conduit pas au socialisme. Celui-ci implique une *organisation de la production* et de la vente par les ouvriers et les consommateurs sur des bases scientifiques... Que l'on abandonne la tâche à l'un de ces trois facteurs [capital, intelligence, main-d'œuvre], la production n'en sera pas favorisée, mais elle diminuera, au contraire, par suite de l'élévation des salaires et de la réduction des heures de travail.

» C'est dire combien le socialisme de Kautsky est éloigné de tout bolchevisme. « La méthode russe, » écrit-il, qui peut se résumer par ces mots : « réalise d'abord, réfléchis ensuite », n'a fait qu'augmenter la misère du prolétariat russe et a coûté » un apprentissage formidable. »

» Et ce socialiste convaincu, ému par la nécessité de faire *vivre* avant tout les masses ouvrières, en vient à souhaiter la reprise de la vie économique à tout prix, *fût-ce au profit du régime capitaliste.*

« Nous mourrons de faim si nous ne réussissons » pas à remettre en mouvement tout le système » de la production *et non pas seulement de la production socialiste mais également de la production* » *capitaliste.* Une socialisation immédiate n'a que » la valeur d'une formule destinée à rendre impossible tout régime capitaliste. »

» Pour la centième fois, Kautsky le répète : il faut, avant tout, éviter la ruine, qui empêche pour longtemps l'établissement du socialisme :

« Une méthode très populaire aujourd'hui c[onsiste] à augmenter les exigences ouvrières jus[qu'à] » rendre tout écoulement des produits impossi[ble.] » Cela revient à transformer en moyens d'app[au]» vrissement des moyens d'enrichissement d['une] » nation ; *ce n'est plus socialiser la production,* [mais] » *vouloir socialiser la banqueroute.* » (1)

Triomphe du nationalisme à Weimar.

A Weimar, l'évolution des esprits suivait [une] courbe analogue.

« De l'assemblée de Weimar — constate un é[cri]vain socialiste français, — le programme socia[liste] sort sinon entièrement battu, du moins terriblem[ent] endommagé et bien malade, pour longtemps.

» A voir ce déplorable résultat dans le pays [qui] peut être considéré comme la patrie de la doct[rine] et où, avant la guerre, elle avait réalisé les c[on]quêtes pratiques les plus importantes, n'est-on [pas] effrayé de la disproportion entre la grandeur d[e la] catastrophe et la médiocrité des réalisations dan[s le] domaine des transformations d'où l'humanité pa[nte]lante, saignante, ruinée, attend l'unique reméd[e à] tous ses maux ?

» A Weimar, le socialisme a dû capituler dev[ant] le nationalisme.

« Au-dessus de la République, s'écrie un [des] » députés, il y a l'unité nationale. »

« Notre existence politique, déclare un au[tre] » [Katzenstein], doit se baser sur l'esprit de » social-démocratie. Mais nous voulons une ré[pu]» blique allemande, une, socialiste. »

» Sauf chez les communistes et chez les indép[en]dants d'extrême gauche, la préoccupation do[mi]nante se traduit par cette formule : « Comm[ent] » sauver l'unité allemande ? » (2)

Retour en arrière.

La deuxième phase de la Grande Guerre sur le front français.

Pendant ce temps, le destin de l'Allemagne [se] débattait entre les alliés. Notre contre-offensive [du] 18 juillet 1918, poursuivie avec ténacité à pa[rtir] du 4 août, avait peu à peu refoulé les envahiss[eurs] du côté de la frontière : « En trois mois d'une [ter]rible défensive, dit M. Victor Giraud (3), Ludend[orff] perd, avec des positions formidables et essentiel[les,] deux fois plus de terrain qu'il n'en a gagné [en] quatre mois d'une victorieuse offensive ; il a per[du] avec d'importantes voies ferrées, 4 000 cano[ns,] 23 000 mitrailleuses, 250 000 prisonniers et d['in]nombrables morts et blessés ; il ne lui reste qu'[une] seule division fraîche en réserve. C'est dans ces c[on]ditions qu'il va accepter la bataille décisive », [non] sans essayer de l'éviter en s'adressant au présid[ent] Wilson pour obtenir de lui l'armistice au rab[ais.]

C'est le 21 octobre que le président Wilson tr[ans]mit aux Gouvernements alliés cette demande d['ar]mistice, qui n'eut pas d'effet, pendant que [les] armées allemandes s'apprêtaient à une défen[se] obstinée. Du 21 au 31 octobre, leur résistance [fut] farouche. Néanmoins, les diverses positions d[e] Hermann, Hunding, Brunehilde, Kriemhilde, fu[rent] successivement tournées ou rompues, et, le 5 [no]vembre, la retraite générale commença.

(1) CLAUDE ANDELLE, dans *Europe Nouvelle*, 3. 5.
(2) *Europe Nouvelle*, du 23 août 1919.
(3) *Histoire de la Grande Guerre*, p. 667. (P[aris,] Hachette.) — Voir aussi *Comment finit la guerre*, [par] le général MANGIN.

La retraite et l'armistice.

5 nov. 1918 au matin, sept armées allemandes je résume M. Victor Giraud, — du sud de nai au sud de Stenay, sur un énorme front de kilomètres, s'enfuyaient devant huit armées s. Ce n'étaient plus les beaux régiments de , mais des unités faméliques, boueuses, désorées, harcelées par l'aviation, qui, en un seul , déversa sur l'ennemi 65 000 kilos d'explosifs ra près de 300 000 cartouches. De toutes parts, succès répondaient à ce puissant effort ; l'enseur allait être à son tour envahi quand l'arce fut signé (11 novembre).

6 novembre, Foch, qui avait pleins pouvoirs sujet, avait reçu du haut commandement alled une communication lui indiquant que cinq potentiaires étaient nommés pour se rencon avec lui et recevoir les conditions de l'armis- Le lendemain, von Gunbel, von Winterfeld. elow, von Oberndorf et Erzberger se présent par la route Chimay-Fourmies, La Capelle-, aux avant-postes de l'armée Debeney. Transs le 8 à Rethondes (Oise); ils recevaient du échal les conditions qui, en sa présence et sous inspiration, avaient été arrêtées quelques jours ravant par le Conseil suprême interallié de Vers, avec 72 heures pour signer le document. Le même de ce jour, Guillaume II s'enfuyait en ande (1).

Les conditions de l'armistice.

11 novembre, à 5 heures du matin, les condi étaient acceptées après une longue discussion. connaît la teneur :

Evacuation immédiate, dans un délai de quinze , de la Belgique, de la France, du Luxembourg l'Alsace-Lorraine, et rapatriement de tous leurs ants ; abandon, par les armées allemandes, de canons (2 500 lourds et 2 500 de campagne), de mitrailleuses, de 3 000 minerwerfers, de avions de chasse et de bombardement ; évaon, en trente et un jours, par les troupes alledes et occupation par les troupes alliées des pays rive gauche du Rhin et de têtes de pont de ilomètres à Cologne, Coblentz, Mayence ; maind'une zone neutre de 50 kilomètres sur la rive du fleuve ; interdiction de toute destruction étérioration dans les régions évacuées ; livraison, le délai de trente et un et de trente-six jours, 150 000 wagons, de 5 000 locomotives, de camions automobiles, en bon état ; obligation gnaler toutes les mines à retardement ou autres s destructeurs aménagés dans les pays envahis ; de réquisition pour les troupes d'occupation, l'entretien est à la charge du Gouvernement nand ; rapatriement immédiat, et sans réciprode tous les prisonniers de guerre ; évacuation, les troupes allemandes, de tous les territoires Autriche-Hongrie, de la Roumanie, de la Russie, ssation immédiate de toute réquisition sur ces oires ; renonciation aux traités de Bucarest et Brest-Litovsk ; évacuation de toutes les forces andes dans l'Afrique orientale ; réparation des mages ; restitution immédiate de l'encaisse de anque nationale de Belgique, des valeurs et enlevés, de l'or russe ou roumain pris par les nands ; livraison de tous les sous-marins ; mement et internement dans des ports neutres lliés de 6 croiseurs de bataille, de 10 cuirassés adre, de 56 destroyers des types les plus récents, ns les ports allemands de tous les autres navires de guerre ; libre entrée et sortie de la Baltique pour les navires de guerre et de commerce alliés ; maintien du blocus ; groupement et immobilisation, dans certaines bases désignées, de toutes les forces aériennes ; évacuation de tous les ports de la mer Noire et livraison de tous les navires de guerre russes saisis ; interdiction de toute destruction de navires ou de matériel avant évacuation, livraison ou restitution. » (1)

La grande erreur de l'armistice, d'après M. Hanotaux.

Ces clauses suffisaient-elles ? Dans un ouvrage très réfléchi, le *Traité de Versailles*, M. Gabriel Hanotaux prétendit que non, et l'on peut dire que les événements confirmèrent son pronostic. Selon lui, l'occupation non seulement de la ligne du Rhin, mais de la ligne de l'Elbe, s'imposait, et il aurait fallu que l'armistice fût signé par les mandataires non du Reich ou de l'armée, mais des divers Gouvernements allemands.

« Je demandais, écrit-il en septembre 1919, *l'occupation de l'Allemagne jusqu'à l'Elbe* de façon à séparer, en vue de l'exécution des conditions de paix, la Prusse des autres pays de l'Allemagne, qui sont, pour elle, terres de conquête. J'invoquais la fameuse formule du professeur allemand Wagner : *La véritable frontière de l'Allemagne, ce n'est pas le Rhin, c'est l'Elbe.*

» C'était, à mon avis, le seul moyen de faire table rase de l'impérialisme bismarckien et d'élever sur ses ruines une nouvelle Allemagne et surtout une nouvelle Europe, *une Europe viable.* » (2)

Ses idées, non plus que celles qu'il communiqua à M. Stéphen Pichon sur l'unité allemande et le tracé de la frontière, ne prévalurent malheureusement pas, et les négociations interalliées de paix se développèrent dans une atmosphère équivoque.

La faute capitale de Clemenceau,
d'après le comte de Fels.

Il est absolument hors de doute que Clemenceau a perdu la paix. Les esprits les plus positifs s'accordent à reconnaître que Clemenceau a manqué, au début de 1918, une occasion irremplaçable, et que l'armistice ne fut qu'une seconde faute ajoutée à la première, autrement importante.

« Une heure critique et décisive a sonné dans la conduite de la guerre. Il faut la placer au printemps de 1918. De leur côté, les Empires centraux, réunissant toutes leurs ressources, s'étaient roidis pour un effort suprême. Et, d'un autre côté, les puissances alliées de l'Entente avaient conçu un plan et accumulé toutes les ressources en vue de l'ultime épisode, d'où devait sortir la victoire ou la défaite. Un moment, la bataille ploya, incertaine, dans les mains de l'Entente. Le front britannique fut rompu sur la Somme et peu s'en fallut que la ruée allemande, en direction de Saint-Valery, ne séparât l'armée française de l'armée britannique et ne mît celle-ci en grave péril d'être rejetée à la mer.

» C'est à ce moment que la France apparaît dans la plénitude de son magistère et de sa prépondérance. Elle seule possédait le chef de génie et les soldats éprouvés, capables de rétablir la situation. Les puissances alliées et associées se trouvèrent enfer-

(1) Voir « L'Allemagne demande la paix » dans la *Paix* Tardieu, p. 50.

(1) Victor Giraud, *op. cit.*, pp. 694-695. — « Les Préliminaires de l'armistice et les quatorze articles du président Wilson », par le comte J. de Parige, dans le *Correspondant* du 25. 3. 20. — Voir aussi « Les délibérations des Alliés » dans la *Paix* de Tardieu, pp. 66 et suiv.

(2) *Le traité de Versailles*, p. XVII. — Voir également Morton Fullerton : « L'Armistice précipité », dans la *Revue Universelle*, 1. 5. 21.

mées dans ce dilemme : ou se subordonner à la France, ou perdre la guerre et se résigner au triomphe de l'impérialisme germanique.

» Le bon sens seul suffit à indiquer que *ce moment-là aurait dû être celui de notre plus grande activité diplomatique* et qu'une occasion unique, exceptionnelle, nous était offerte d'appuyer la recherche de nos satisfactions légitimes sur notre incontestable suprématie militaire...

» Que pouvait-on refuser à la France, à cette minute tragique et oscillante, où tout était suspendu à sa valeur, à son courage, à son sang-froid ?...

» On se demandera toujours comment il a négligé, dans cette conjoncture qui jamais plus ne devait se représenter, de constituer, par des négociations appropriées, ce bloc continental, de près de 100 millions d'âmes et autrement intime et durable qu'une alliance à l'ancienne manière, une association franco-italo-belge. En se soudant, à cette époque fatidique, le bloc, formé de la France, de la Belgique et de l'Italie, eût soudé, du même coup, d'une façon infrangible, des revendications nationales dont rien n'eût pu vaincre la solidarité et qui se fussent présentées, devant la Conférence de la Paix, avec tous les caractères du fait acquis et accompli.

» Mais notre diplomatie est restée inactive en 1918... Elle a, avec la dernière imprudence, permis que rentrassent dans la compétence de la Conférence de la Paix des questions dont celle-ci n'avait pas à connaître et qui ont paralysé son œuvre. Elle n'a pas compris que ce qu'il fallait à tout prix éviter, au préalable, pour le succès d'une entreprise difficile et complexe entre toutes, c'est que le Comité directeur, à la Conférence de la Paix, y vînt prendre séance sans se trouver en état de grâce internationale, c'est-à-dire sans avoir accordé les intérêts, les préjugés, les sentiments, voire les passions nationales de ses membres. Omission déplorable et irréparable, et, ajoutons-le, impardonnable, n'en déplaise aux apologistes français du traité. » (1)

L'Allemagne « invaincue », d'après Ebert.

Entrant plus avant dans le problème, M. André Chéradame, dans son ouvrage sur la *Mystification des peuples alliés* (2), dont plusieurs thèses sont contestables, mais dont la documentation est curieuse, prétend que l'armistice n'aurait dû être conclu qu'après l'entrée des Alliés à Berlin, pour des raisons psychologiques particulières aux Allemands, et dont on s'aperçut aussitôt.

Le 10 décembre 1918, en accueillant à Berlin les troupes qui défilaient sous la porte de Brandebourg, drapeaux déployés, le président Ebert prononça ces paroles, qui eurent du retentissement : « Vous rentrez dans vos foyers sans avoir été vaincus. » De fait, l'Allemagne se retirait de la lutte qu'elle avait provoquée, sans dégâts sur son territoire. Durant leur retraite, ses armées avaient tout dévasté.

La France dépeuplée, d'après Louis Marin.

Elle était beaucoup moins touchée, démographiquement, que la France.

« D'après le rapport de M. Louis Marin, rapporteur général de la Commission du budget [à la Chambre], les pertes de la France en morts et en disparus, pour les armées de terre et de mer, ont été de 1 365 000 hommes. De ce chiffre, il convient de défalquer 67 000 soldats indigènes coloniaux. chiffre des morts et des disparus en *Français France* est donc de 1 298 000 hommes. Par rapp à la population métropolitaine (38 millions de toyens français en 1914); la France a donc perdu à guerre pour 100 habitants 3 hommes 4/5, soit, chiffres ronds, 4 hommes pour 100 de sa popu tion totale.

» Les 1 822 000 morts et disparus de l'Allemag se répartissent sur la population totale de l'A magne en 1914 : 68 millions d'habitants. Par c séquent, l'Allemagne a perdu 2 hommes 5 6, s en chiffres ronds, 3 hommes pour 100 de sa po lation. *Proportionnellement aux populations resp tives, la France a donc eu un quart de morts plus que l'Allemagne !*

» Cette situation est destinée à s'aggraver par jeu de la natalité. Celle-ci, avant la guerre, é beaucoup plus forte en Allemagne qu'en France

» Or, en 1920, l'Allemagne de 61 millions d'h tants a eu 1 512 000 naissances contre 888 000 de soit deux fois plus de naissances que la France 39 millions et demi d'habitants. Donc, la nata allemande reste toujours très supérieure à celle la France. L'Allemagne ayant eu des pertes hommes moindres que celles de la France, les ré rera, grâce à sa natalité supérieure, beaucoup p vite que la France.

» Par conséquent, la guerre a considérablem aggravé au détriment de la France et au profit l'Allemagne le rapport général des forces de le populations respectives existant en 1914. » (1)

La France ruinée, d'après le général Mangin.

Quel spectacle de destruction que celui de l'Eur après le passage du fléau !

« Cette guerre, dit le général Mangin (2), a co au monde plus cher qu'aucune autre. Le chiffre tués dans les deux camps approche de 10 millio si on y ajoute la perte de population qui résulte l'augmentation des décès civils et de la diminu des naissances, *le total dépasse 33 millions.*

» C'est la France qui de beaucoup a payé le cher la victoire, avec 1 365 000 tués et 740 000 tilés. Si on compare le chiffre des tués à celui d population européenne de chaque puissance, on state qu'il y a eu :

Un tué pour 27 Français ;
Un tué pour 66 Anglais ;
Un tué pour 79 Italiens ;
Un tué pour 107 Russes ;
Un tué pour 2 000 Américains.

» Dans le camp adverse, il y eut :

Un tué pour 35 Allemands ;
Un tué pour 50 Austro-Hongrois.

» Sans doute, nous savons que d'impérieuses constances ont motivé cette disproportion dans pertes : les armées françaises ont supporté pre seules le poids de la lutte pendant les deux premi années de la guerre, tandis que les armées angl se recrutaient, s'instruisaient, s'armaient. Il fa des mineurs anglais pour extraire le charbon né saire à nos fabrications de guerre, des ouv anglais pour remplacer les bâtiments de toute que coulaient les sous-marins allemands, des ma anglais pour monter les navires qui assuraie

(1) Comte de Fels, dans *Europe Nouvelle*, 9. 8. 19. — Voir son ouvrage *Au seuil de la paix*.

(2) Un volume. Imprimerie Hérissey, à Evreux. Cf., notamment, pp. 140 et suiv.

(1) André Chéradame, *La Mystification des peupl liés*, pp. 136-138.

(2) « La victoire », dans *Revue Universelle*, 1. 6. 21 « Les mémoires de Ludendorff », par L. Gillet, *Revue des Deux Mondes*, 15. 10. 19.

nte la maîtrise de la mer, qui lui permettaient re et de respirer. Mais ces nécessités absolues enaient en Angleterre, loin du danger, toute opulation en âge de se battre...
our s'instruire avant l'action, les divisions amé-s venaient remplacer dans les secteurs rela-nt tranquilles les divisions françaises, qui cou- aussitôt à la bataille, et c'est seulement dans rniers mois que les soldats américains com-nt en nombre.
les Alliés ne pouvaient mettre en commun le ersé et répartir les pertes, peut-être auraient-ils re bourse commune. Alors la solidarité eût été e et permanente dans les réparations.
mer a protégé le sol de l'Angleterre et de ique ; mais en France 26 000 usines et o maisons ont été détruites, dont 450 000 au sol, avec l'industrie d'une région qui pro- 80 o/o de ses tissus, 90 o/o de son minerai, de sa fonte, 55 o/o de son charbon ; de la u Nord à la Suisse, sur une large bande, le -même a été ruiné ; le tiers de sa flotte mar- a été coulé.
algré cette formidable diminution de richesse. *get de la France a dû quintupler*, et ses impôts ssé *de 129 francs par tête d'habitant qu'ils avant la guerre, à 574 francs*. Ces sacrifices (2) fisent pas à équilibrer son budget : elle a dû nter 25 milliards pour commencer les répa- des régions dévastées par l'ennemi, qui, aux du traité, devait les réparer lui-même. »
coup de ces résultats déplorables auraient pu ténués par une politique plus sage et moins rique.

Les collusions secrètes germano-anglo-saxonnes.

le coup de l'armistice » (2) avait pu réussir e nous l'avons exposé plus haut, c'est que des très particulières, dont il est nécessaire de parce que nous les trouverons à l'œuvre au des Conférences de 1920-1921-1922, travail- depuis longtemps, en Angleterre et en Amé- en faveur de l'Allemagne.
bord, M. Lloyd George est entouré — peut-ptif — d'un groupe judéo-allemand, dénoncé I. Georges Batault dans l'*Eclair* du 19 mai 3) :
e sont, pour nous limiter : Sir Philip Sassoon, ire du premier ministre ; Lord Reading (Rufus , membre du Conseil privé, vice-roi des Indes ; Montagu (Edwin Samuel Montagu), membre nseil privé, secrétaire d'Etat pour les Indes ; erbert Samuel, membre du Conseil privé, roi » de Palestine ; Sir Arthur Mond, membre nseil privé, ministre dans le présent Gouver-nt (4)...
r Philip-Albert-Gustave-David Sassoon, secré- de M. Lloyd George et son compagnon de les instants, dont la fameuse propriété de ne sert si souvent de lieu de réunion au Con- prême, est le fils de Sir Edward-Albert Sassoon, l'un des financiers les plus riches du monde, et, par sa mère, le petit-fils du baron Gustave de Rothschild (les Sassoon sont des Juifs d'Asie, originaires de Bagdad). Sir Philip Sassoon, de concert avec son frère Ronald Sassoon et son cousin D. R. Sassoon, assume la haute direction de la banque *David Sassoon and C°* ; il est également proche parent de Sir Jacob-Elias Sassoon, chef de la maison *E. D. Sassoon and C°*, l'un des plus puissants établissements commerciaux et financiers des Indes et de l'Extrême-Orient, et de vingt autres Sassoon tant en Angleterre qu'aux Indes. On considère que la maison Sassoon, avec toutes ses filiales et ramifications, occupe en Asie, au point de vue financier, une position équivalente à celle des Rothschild en Europe...

» Lord Reading (Rufus-Daniel Isaacs) (1), membre du Conseil privé, ancien attorney général, ancien ministre de la Justice, est aujourd'hui vice-roi des Indes. Lord Reading a été, vers la fin de la guerre, haut-commissaire et ambassadeur extraordinaire de Grande-Bretagne aux Etats-Unis ; comme tel, il a joui d'une influence énorme auprès du président Wilson et de son entourage immédiat, où les Juifs abondaient ; il a joué un rôle capital dans l'élaboration des conditions de paix et dans la création de la Société des Nations. Ami intime de M. Lloyd George, Lord Reading est l'un des personnages politiques les plus considérables de l'Angleterre, il appartient au monde de la haute finance juive, où ses deux frères jouent un rôle très important. L'un, Godfrey-Charles Isaacs, est administrateur délégué de toutes les Compagnies Marconi et pourrait justement prétendre au titre de roi de la T. S. F. ; l'autre, Harry-M. Isaacs, dirige et contrôle la *British Cellulose and Chemical Manufacturing*, la plus grosse affaire de produits chimiques de l'Angleterre.

Les tribus anglo-allemandes des Samuel et des Mond.

» Les Samuel constituent une vaste tribu infiniment nombreuse, puissante et complexe, qui comporte, outre les compagnons directs de M. Lloyd George, qui sont Lord Montagu (Edwin-Samuel Montagu), membre du Conseil privé, secrétaire d'Etat pour les Indes, et Sir Herbert Samuel, « vice-roi » de Palestine, une multitude de membres appartenant à la haute finance juive. Par exemple, Sir Harry-Simon Samuel, membre du Conseil privé, Lord Swaythling (Montagu-Samuel Montagu) et son fils Louis-Samuel-Montagu Swaythling, qui sont les chefs de la banque *Samuel Montagu and C°*, l'une des plus puissantes du Royaume-Uni à l'heure actuelle ; il y a enfin le groupe des Samuel, rois du pétrole : Sir Marcus Samuel, Samuel Samuel et W. H. Samuel, qui tiennent entre leurs mains la *Shell Transport and Trading C°* et l'*Anglo-Saxon Petroleum*, qui contrôlent la *Royal Dutch C°*, la *Mexican Eagle C°* et la *Bataafsche Petroleum Maatschappij*.

» Voici enfin Sir Alfred-Moritz Mond, membre du Conseil privé, ministre dans l'actuel Cabinet britannique, chef du Conseil économique du mouvement sioniste. Ce fils d'un Allemand naturalisé est l'un des rois du nickel, le grand maître du commerce international des produits chimiques et le propriétaire de la *Westminster Gazette*.

» Tous les journaux ont rapporté, lors des dernières réunions si troublées du Conseil suprême à Londres, les interventions pressantes et renouvelées,

---

L'effort français a été bien résumé par Tardieu : *la* h. II.
Voir, à ce sujet encore, MANGIN : « Comment finit rre », et MERMEIX « L'armistice du 11 novembre », *evue Universelle* du 1. 3. 21.
Cf. également l'*Œuvre*, 2. 7. 21 (PHILOUZE) ; — *Française* (ROGER LAMBELIN) ; — *Bonsoir* (17. 5. - *Matin*, 24. 5. 21 (PRIVAT), 1. 5. 21 (SAUERWEIN).
Voir aussi : ROGER LAMBELIN, *Le règne d'Israël chez Anglo-Saxons*, Paris.

(1) Cf. « Rufus Isaacs Lord Reading », dans *Revue Universelle*, 1. 3. 21.

auprès de M. Lloyd George (1), de Sir Alfred Mond, dont le journal (*Westminster Gazette*) n'a cessé un seul jour d'être hostile aux alliés de l'Angleterre et fort indulgent aux intérêts économiques et financiers de l'Allemagne. Sir Alfred-Moritz Mond est l'un des administrateurs délégués de la firme *Brunner Mond and C°* (dont le capital représente environ 250 millions de francs), de la *Mond Nickel and C°* et de dix autres affaires de première importance. Avant la guerre — et sans doute depuis la fin de la guerre, — la firme *Brunner Mond and C°* avait un monopole quasi absolu pour l'exportation des produits chimiques allemands ; elle contrôlait les prix des produits chimiques sur tous les marchés du monde. Comme le charbon est la base de toute l'industrie chimique, on peut comprendre l'acharnement que met Sir Alfred-L.-Moritz Mond à empêcher, d'une part, l'occupation du bassin de la Ruhr par les Alliés, d'autre part, l'attribution des mines de Silésie à la Pologne. Ses sentiments germanophiles et anti-polonais sont ici en plein accord avec ses intérêts pratiques. » (2)

Le Conseil privé contient ainsi (3) dix Israélites, très souvent, comme Sir Edgar Speyer, Sir Ernest Cassel, originaires de Francfort et dévonés à l'Allemagne. Une sœur de Sir E. Speyer est la femme de Max Warburg de Hambourg, l'un des organisateurs de l'armistice et chef de la délégation financière allemande à la Conférence de Paris, qui s'entendit si bien à saboter le principe des réparations (4).

Les manœuvres malhonnêtes de Woodrow Wilson.

Pour tous les détails, il faut se reporter à l'ouvrage de M. Chéradame. Citons toutefois ce trait particulièrement parlant :

« Les manœuvres de M. Wilson en faveur des Boches se précisèrent tellement qu'elles soulevèrent les protestations publiques d'une quantité d'Américains, Roosevelt en tête.

» Ces manœuvres devinrent tout à fait claires quand, le 2 nov. 1918, M. Wilson fit saisir tous les câbles télégraphiques reliant les Etats-Unis à l'Europe, qui, cependant, se trouvaient déjà sous le contrôle de la censure militaire. *Cette saisie des câbles par l'administration de M. Wilson dura pendant la plus grande partie de la Conférence de la Paix ; elle contribua considérablement à empêcher les opinions publiques américaines et françaises de se connaître et de savoir ce qu'elles voulaient réciproquement.*

» Or, l'armistice eut lieu le 11 nov. 1918, contrairement à la volonté du peuple américain, lequel, lors des élections générales du 5 novembre, donc six jours seulement auparavant, avait déclaré vouloir imposer à l'Allemagne « une reddition sans conditions ». Partout, avant l'armistice, je constatai que le public américain, dans son écrasante majorité, réclamait une paix dictée à Berlin. Lo[rsque] l'armistice fut connu, le peuple américain en m[ani]festa une très grande satisfaction, mais c'est [par]ce qu'on le trompa en lui affirmant que l'armi[stice] équivalait à une victoire décisive. » (1)

Les pourparlers de paix.

L'Allemagne pouvait donc se préparer à bat[...] Elle s'y prépara.

Lors du remaniement de la Commission qui a[bou]tit à n'y mettre que des social-démocrates, le p[...]nichard Dr Solf, ministre des Affaires étrang[ères,] fut remplacé (28 déc.) par le comte de Brockd[orff-]Rantzau, un diplomate de l'ancienne école, cas[...] hautain et audacieux.

Valable pour trente-six jours, l'armistice dut [être] prorogé par trois fois. Diverses clauses n'ayan[t pas] été remplies, des astreintes supplémentaires i[nter]vinrent : livraison de matériel agricole, occup[ation] éventuelle de la Ruhr, quatrième tête de pont d[e] Strasbourg, transport à Francfort de la réserv[e] de la Reichsbank, reddition des sous-marins d[...]verts, mise de la flotte marchande à la dispo[sition] des Alliés...

Les travaux préparatoires à la Conférence [de la] Paix étant terminés (2), les séances s'ouvrire[nt le] 18 janvier 1919. Les puissances à intérêts gén[éraux] (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Italie, J[apon]) y avaient chacune cinq délégués, mais la Gr[ande-]Bretagne, flanquée des deux délégués du Hedj[az,] des dix délégués des Dominions, deux par [...]nion, figurait pour 17 voix. M. Paul Le Faiv[re fait] remarquer à cette occasion (3) quel rôle dispr[opor]tionné à leur influence, jouèrent ces demi-Etats [qui] ne dépassent guère le volume démographique [de la] Hesse, de la Roumanie, du Portugal. La Belgiq[ue et] la Serbie avaient fini par obtenir trois délégu[és.]

Ouverte par M. Poincaré (4), la Conférenc[e fut] présidée par M. Clemenceau, mais en réalité [...] par M. Lloyd George. Ses délibérations les [plus] importantes sont encore inconnues et l'on ne [peut] guère la juger que par ses résultats (5).

Tout ce qu'on peut dire, c'est que M. Cl[émen]ceau (flanqué de MM. Pichon, Klotz, Tardieu, [...] Cambon) eut tort de réserver pour la fin la d[éfen]sion des intérêts français et de tenir le Parl[ement] à l'écart. Par la livraison intégrale de la flot[te de] guerre, l'Angleterre avait assuré sa sécurité [mari]time. Il s'en faut que la sécurité territoriale [de la] France ait été assurée de la même façon (6).

Très vite, la confusion régna. On constitua [d'abord] le *Conseil des Dix*, un par puissance bellig[érante,] puis le *Conseil des Quatre* (Clemenceau, [Lloyd] George, Wilson, Orlando).

L'Allemagne devant le traité.

Le traité fut remis par Clemenceau le 7 m[ai au] Trianon-Palace (Versailles) (7) aux plénipoten[tiaires]

(1) Pour comprendre complètement Lloyd George, il faut également tenir compte des facteurs suivants relevés par M. de Guichen :

« La sympathie que tant d'hommes politiques anglais, et principalement M. Lloyd George, portent à la Prusse, nous est expliquée par M. Edmond Rossier, le très distingué professeur à Lausanne, en termes excellents, dans une de ses chroniques récentes du *Journal de Genève* : *Dans sa première enfance, M. Lloyd George écoutait son père adoptif signaler les victoires de la Prusse protestante sur la France catholique comme l'exécution de la volonté du Très-Haut.* » (Vte DE GUICHEN, *La question de Bavière*, p. 37.)

(2) ANDRÉ CHÉRADAME, *op. cit.*, pp. 31-35.

(3) Cf. CHÉRADAME, *op. cit.*, pp. 38-39.

(4) Cf. CHÉRADAME, *op. cit.*, pp. 81 et 187.

(1) CHÉRADAME, *op. cit.*, pp. 154-155. — Voir, d[ans un] autre sens : « *President Wilson and the Peace settlem[ent]* » dans *Contemporary Review*, janv. 1919 ; — « Les in[...] allemandes aux Etats-Unis », par G. LECHARTIER, *Revue des Deux Mondes*, 15. 6. 18.

(2) Voir « L'organisation de la Conférence », d[ans la] *Paix* de A. Tardieu, p. 95.

(3) *Revue Universelle.*

(4) Voir dans la *Documentation Catholique*, [...] pp. 6-9, son discours d'ouverture.

(5) Pour les séances publiques, voir : « A la Con[férence] de la Paix, Physionomie des séances », par GASTO[N DES]CHAMPS, dans *Revue des Deux Mondes*, 1. 5. 19.

(6) Cf. CHÉRADAME, *op. cit.*, *passim.*

(7) « La journée du 7 mai à Versailles », par G[ASTON DES]champs, dans *Revue des Deux Mondes*, 1. 6. 19.

ands, présidés par Brockdorff-Rantzau. On eptait aucune discussion : seulement des propos par écrit sur des points de détail. Ce fut une nche de notes, un *tolle* de toute la presse gerque. Fehrenbach, président de la Constituante s l'éviction des indépendants, proclama que nfants à naître de l'Allemagne « rompraient un les chaînes de l'esclavage » qu'on allait lui ser. Le 29 mai, des contre-propositions, le nom oins, furent présentées.

jà quelques spécifications de l'armistice avaient doucies. La ténacité des plénipotentiaires réussit ême à faire modifier un assez grand nombre cles et à obtenir, en juin, le plébiscite de la -Silésie. Finalement, il fallut répondre sur mble, et nettement. Scheidemann ne put trouons son ministère une majorité pour la signa- il démissionna, suivi par les démocrates uin).

des chefs des Syndicats social-démocrates, ve Bauer, accepta (21 juin) de lui succéder, Hermann Muller (1) aux Affaires étrangères, rger aux Finances, Noske à la Guerre, et de prévaloir la politique de la signature.

L'Allemagne signe.

22 et 23 juin semblent les séances décisives Assemblée nationale. La signature fut votée par voix (Centre, social-démocrates, indépendants et ues démocrates) contre 138 et 5 abstentions uin), après un discours où le ministre-président avait prononcé ces paroles menaçantes :

Croyez-moi. Nous avons examiné la question et notre décision en tenant compte de la situation nte ainsi que de l'avenir de notre peuple et en toute considération nécessaire pour la volonté Assemblée nationale. Quelle que soit l'attitude prend chacun de vous, en ce qui concerne acceptation » ou le « refus », nous sommes tous ord sur un point, qui est de condamner avec rnière énergie le Traité de paix qui nous est nté, et auquel il nous faut, sous la contrainte us inouïe, apposer notre signature... Aucune ture n'atténuera la force de la protestation que élevons pour l'avenir. Le Gouvernement doit ndre compte qu'il ne peut pas mettre dans nte-huit heures le peuple allemand devant une elle crise, car refuser de signer ne supprimerait e traité (*Approbations*), un *Non* ne serait qu'un ajournement du *Oui* (*Approbations*). *Notre de résistance est brisée.* Il n'existe aucun autre n de remédier à la situation. Mais le traité ême nous donne un moyen que nous ne pou- pas nous laisser enlever ; je pense à la pro- solennelle, faite par l'Entente dans son me- ndum du 16 juin, de procéder de temps à à une révision du traité et de l'adapter aux nstances nouvelles. C'est là une des rares pa- qui, dans ce traité, trahissent vraiment l'esprit ix. »

s loin, il fit d'expresses réserves :

Le Gouvernement de la République allemande rêt à signer le traité de paix, sans cependant naître par là que le peuple allemand est l'au- de la guerre, et sans se reconnaître engagé par rticles 227 à 230 du traité de paix.

Comme jamais ne le fit un peuple avant nous, udra pendant des années travailler pour le te de l'étranger.

» Nous avons l'obligation devant nos enfants et petits-enfants de sauver l'Allemagne autant qu'il est en notre pouvoir. Dans le chaos et le trouble de cette époque, qui n'a plus ni frein ni mesure, nous avons à assurer l'ordre et à faire respecter la règle de la nouvelle liberté, sans nous soucier si les énergumènes et les têtes chaudes comprennent ou non nos efforts vraiment démocratiques. »

Cette conception ne fut pas acceptée par l'Entente, qui n'admit qu'une signature sans conditions. Une nouvelle séance eut lieu le 23.

« Aujourd'hui, plus de protestation, déclara Bauer, plus de tempête d'indignation... Signons ! C'est la proposition que je vous fais au nom du Cabinet : signons sans conditions. Je n'ajouterai rien ; les raisons sont les mêmes qu'hier. Un délai de quatre heures seulement nous sépare de la reprise des hostilités. »

Cette considération l'emporta et le vote eut lieu à mains levées. Le 28 juin, à Versailles, Hermann Muller et le député du Centre Bell signaient le traité (1).

Bientôt (9 juillet), l'Assemblée ratifiait cette signature, ce qui permettait à l'Entente de lever (12 juillet) le blocus, contre lequel l'Allemagne protestait à grands cris depuis l'armistice.

LA NOUVELLE ALLEMAGNE

Résumé du traité.

Le maréchal Foch et M. Cambon, reprenant l'idée de M. Hanotaux, avaient demandé que l'Entente traitât non avec l'Allemagne, mais avec les Etats allemands. Cette idée fut écartée, et c'est à l'Allemagne que l'on voulut avoir affaire. Cette méprise (volontaire en grande partie) permit à la Constitution du 11 août (1919) de consacrer l'unité du Reich, et, au début de 1920, le président Ebert pourra dire, faisant allusion aux journées de janvier-mars-avril aussi bien qu'à celles de juin et d'août, « durant l'année qui vient de finir, le chaos a été évité, l'*unité de l'Empire obtenue et renforcée* ».

Résumons brièvement les conditions formulées dans les 435 articles du traité (2).

Le traité détermine d'abord « les conditions générales d'existence d'une Société des Nations, dont le siège permanent est fixé à Genève, et qui, englobant d'abord les puissances signataires du pacte originel, reste fermée à toute puissance dont l'admission n'est pas acceptée par les deux tiers de l'assemblée (3) ; l'Allemagne en est provisoirement exclue, mais « dans un avenir non éloigné » elle pourra en faire partie. La Société aura pour objet de réduire les armements, d'offrir à ses membres des garanties mutuelles, de régler les différends internationaux, d'instituer une Cour de justice ;

(1) Le socialiste Hermann Muller avait été délégué, en avec Legien pour rouler Jaurès et ses amis au rès de Bruxelles. Ils avaient facilement réussi à leur croire que l'Allemagne ne ferait pas la guerre.

(1) Les discours de Haase, de Bauer et de Muller se trouvent intégralement traduits et publiés dans le *Recueil de Documents étrangers*, n° 49. — Voir, à ce propos : « Un Allemand justifie le traité de Versailles », dans *Grande Revue*, fév. 1921.

(2) On trouvera dans la *Documentation Catholique*, t. 1er, pp. 490-512, le long résumé officiel, et dans la *D. C.*, t. 2, pp. 2-97, le texte intégral. — Le numéro du 17. 5. 19 de l'*Europe Nouvelle* est consacré tout entier à des commentaires sur le projet du traité. Voir aussi « La Paix de Versailles », dans *Correspondant* du 25. 5. 19.

(3) Au sujet de l'admission éventuelle du Saint-Siège, consulter Yves de la Brière, *Les luttes présentes de l'Eglise*, 5e série, chap. VII, pp. 125 et suiv. (Paris, Beauchesne.)

pour l'administration des colonies et territoires libérés par la guerre, elle prévoit et organise un régime de « mandats » qu'elle confie à telle ou telle nation choisie par elle (1).

Les restitutions.

» En ce qui concerne les clauses et restitutions territoriales, l'Allemagne gardait sa frontière de 1914 avec la Hollande, le Luxembourg, la Suisse et l'*Autriche nouvelle ;* mais elle restituait à la Belgique le territoire de Moresnet, la Ligue des Nations se réservant de régler le sort définitif d'Eupen et de Malmédy. A la France elle restituait, « quitte de toutes charges », l'Alsace-Lorraine de 1871, le territoire de la Sarre étant soumis à un régime spécial dont nous parlerons plus loin. A la Pologne reconstituée par les Alliés, elle restituait une partie de la Posnanie, de la Prusse orientale et occidentale, la Haute-Silésie et le Gouvernement d'Allenstein étant soumis à un plébiscite, et la région et le port de Dantzig à un régime particulier. Le Slesvig enfin devait statuer sur son sort par un plébiscite. Et toutes les colonies allemandes étaient remises à la Société des Nations, qui les confiera à diverses puissances alliées ou associées choisies comme mandataires (2).

Les réparations.

» Pour ce qui est des réparations auxquelles l'Allemagne était justement astreinte, elles étaient limitées uniquement aux dommages causés à la p lation civile, un payement intégral étant jugé possible. On évalue à 350 milliards ce que la g a coûté à la France (143 milliards de frais de gu au 31 décembre 1919 ; plus de 200 milliard dommages). Comme compensation à la destru de nos mines du Nord, la propriété des mines Sarre nous était transmise « entière et absolu après quinze ans d'une administration fran contrôlée par la Ligue des Nations, les popula décideront de leur sort par plébiscite. Le mo de la dette allemande sera fixé avant le 1er mai par une Commission interalliée ; mais l'Allem versera avant cette date une provision de 20 liards de marks en or ; et elle devra payer acompte de 100 milliards de marks en espèces o nature. Le contribuable allemand devra être f au moins autant que le contribuable allié le imposé ; et le régime de la nation la plus fav est assuré à tous les Alliés pour leurs échanges l'Allemagne. Pour les ports, voies d'eau et ferrées, les stipulations prévues sont de natu favoriser avantageusement le commerce allié Allemagne.

» A ces réparations matérielles sont jointes réparations morales : Guillaume II sera « mi » accusation publique pour offense suprême c » la morale internationale et l'autorité sacré » traités » ; « les personnes accusées d'avoir co » des actes contraires aux lois et coutumes » guerre » seront livrées par le Gouvernement mand aux puissances alliées et associées et tra devant leurs tribunaux militaires ; ces crime nombrables ont été répartis en trente-deux ca ries différentes, et ce simple catalogue est le terrible réquisitoire que l'on puisse dresser c la barbarie allemande.

Les garanties.

» Contre la non-exécution des clauses du et le retour d'une nouvelle guerre, des garantie été prises. Le service militaire obligatoire est en Allemagne ; l'armée allemande est réduite à force de police permanente de 100 000 hom recrutée par engagements volontaires de douze pour les hommes de troupe et de vingt-cinq pour les officiers ; la fabrication et la conserv du matériel de guerre sont rigoureusement tées ; la frontière militaire de l'Allemagne est à 50 kilomètres à l'est du Rhin, et la zone de toire qui s'étend jusqu'à cette frontière est t ment « démilitarisée » ; une partie de cette sera occupée pendant quinze, dix ou cinq an les troupes alliées ; la flotte de guerre allem est limitée à trente-six bâtiments, et elle ne p dera aucun sous-marin ; l'Allemagne n'aura au aviation militaire ou navale ; elle accordera à t les puissances la liberté d'accès dans la Baltiqu elle devra se prêter à tout contrôle et à toute i tigation, l'Entente se réservant le droit, si les cl du traité n'étaient pas rigoureusement exécutée prendre diverses sanctions et de retarder l'év tion des régions occupées.

» Enfin, le traité s'efforçait de poser les d'une organisation internationale du travail comportait, entre autres choses, l'adoption (journée de huit heures, la suppression du trava enfants et des différences de salaire entre les sexes. » (1)

Cet instrument diplomatique est un des bons qu'ait signés la France victorieuse. Il

(1) Une énorme littérature s'est développée autour du traité. Citons les principaux ouvrages français :

Deux apologies du traité ont été présentées : l'une, politique et très longue, par M. André Tardieu, *La Paix* (Paris, Payot), l'autre, surtout financière, *La juste Paix*, par M. Raphaël-Georges Lévy (Paris, Plon).

Parmi les critiques, il faut relever en premier lieu Jacques Bainville, dont *Les conséquences politiques de la paix* (Paris, Nouvelle Librairie Nationale) sont une réfutation indirecte du fameux ouvrage germanophile de Keynes, *Les conséquences économiques de la paix* (cf. R. Johannet, « Le roman de M. Keynes », dans *Revue Universelle*, 15. 9. 20).

Notons encore :

Morton-Fullerton, « Comment s'est faite la paix », dans *Revue Universelle*, 15. 8. 21 ; — « *Peace or Truce ?* », par A. B. Dewar, G. Saunders et H. F. Wyatt, dans *Nineteenth Century* de juill.-déc. 19, pp. 1-39 ; — « *Peace Treaty and Germany* », by Politicus dans *Fortnightly Rev.*, juill.-déc. 19, p. 174 ; — Antonelli, *L'Afrique et la paix de Versailles ;* — « *The repartition of Africa* », par Sir Sydney Olivier, dans *Contemporary Review*, janv. 19 ; — R. Johannet, « L'Afrique du traité de Versailles », dans *Revue Universelle*, 15. 7. 21.

(2) Ces diverses amputations ont profondément modifié l'assiette territoriale de l'Europe.

Avant 1919, l'Allemagne occupait une superficie de 540 833 kil. c., avec une population de 66 000 000 d'âmes (62 826 000 au recensement de 1910).

Depuis 1919, la superficie de l'Allemagne n'est plus que de 470 800 kil. c., avec une population de 60 000 000.

Au point de vue population, le Reich vient immédiatement après la Russie, mais territorialement, il n'est plus que le quatrième des Etats, après la Russie, la France (550 986 kil. c.) et l'Espagne (504 517). La Grande-Bretagne n'atteint que 314 433 kil. c., et encore, sans l'Irlande (83 809), elle n'atteint que 230 624 kil. c.

Les colonies perdues par l'Allemagne représentaient (relevé de 1913) une superficie de 2 951 654 kil. c., avec une population de couleur de 12 234 000 (27 000 blancs seulement) et un commerce de 656 millions de francs.

Consulter : Fallex et Mairey : *La Face nouvelle du monde* (Delagrave, 1922) ; — L. Gallois, « Les nouvelles frontières de l'Allemagne », dans les *Annales de Géographie*, juill. 19 ; — Fidel, « La nouvelle Allemagne et les questions coloniales », *Colonies et Marine*, mars-avr. 20.

(1) Victor Giraud, *op. cit.*, pp. 719-722.

out juste *les frontières de Waterloo*, consacre
risme bismarckien, soustrait des territoires
is à la Pologne, laisse nos dommages impayés.
nagne vaincue va s'appliquer à faire jouer
s mauvais ressorts pour améliorer encore sa
n, à partir du moment (10 janvier 1920) fixé
l'application du traité.

Le sabotage du traité
et préparé par un délégué britannique, le général Smuts.

entreprise de destruction et de révision était
e virtuellement depuis une époque bien anté-
à la conclusion du pacte.
e général anglo-boer Smuts, germanophile
, fut choisi par M. Lloyd George pour aller
sse à plusieurs reprises, *à partir de jan-
18*, donc neuf mois avant l'armistice, prendre
en vue de la paix avec les émissaires austro-
, dont le comte Mensdorff, ancien ambas-
d'Autriche-Hongrie à Londres avant la

ne connaît encore qu'une partie de ce qui
a au cours de ces négociations alors ultra-
, mais on sait déjà que le général Smuts
ntendre aux négociateurs qu'à Londres on ne
plus que l'Entente pourrait obtenir une vic-
ilitaire vraiment décisive. Le représentant de
oyd George laissa ainsi comprendre que
s était disposé à étudier une paix de compro-
Le général Smuts favorisa donc la création
nosphère qui permit aux Allemands d'obtenir
ice du 11 novembre 1918, avant la victoire
n qui cependant ne pouvait échapper aux

is la germanophilie du général Smuts se ma-
avec éclat au lendemain même de la signa-
traité de Versailles. Le général Smuts, qui
de signer ce traité en qualité de membre de
gation britannique pour l'Afrique du Sud,
publier (1) une déclaration disant notamment :
y a des règlements territoriaux qui devront
revisés. On s'apercevra qu'il y a des garan-
qui ne sont pas en harmonie avec le nou-
tempérament pacifique et l'état de désarme-
t de nos anciens ennemis. Des châtiments
prévus, mais quand nous les examinerons de
plus calme, nous estimerons qu'il faut pas-
l'éponge. Il y a des indemnités stipulées qui
euvent pas être exigées sans causer un tort
dérable à la renaissance industrielle de l'Eu-
et qu'il est de l'intérêt de tous de rendre plus
s et plus modérées. » (Voir *Le Temps*,
1919.)
insi donc, la signature du général Smuts ap-
par lui au bas du traité de Versailles n'était
ore séchée, qu'il éprouva l'impérieux besoin
connaître publiquement qu'il fallait reviser
é dans un sens favorable aux Allemands sur
points essentiels ! » (2)

e maréchal Foch contre le traité.

curité la plus complète n'a cessé, par ailleurs,
onner les délibérations de la Conférence.
M Clemenceau tint constamment les Chambres et le pays dans une ignorance absolue des graves concessions que, l'une après l'autre, nos alliés germanophiles lui arrachaient.

Le maréchal Foch lui-même ne put faire entendre sa voix (1). Ce n'est qu'avec la disparition de la censure que la presse française eut la possibilité de publier quelques-uns des avertissements qu'il avait eu — dérision superbe — la permission de donner au public anglais, d'ailleurs sans résultat.

Ainsi, au mois d'avril 1919, au moment où Wilson et Lloyd George nous refusaient la frontière de la Sarre et l'occupation militaire du Rhin — nous étudierons plus tard ces pourparlers, en même temps que les questions rhénanes, — le maréchal Foch faisait publier dans le *Daily Mail*, de Londres, son opinion très nette et ses craintes au sujet des facilités que nous donnions aux Allemands de préparer une nouvelle guerre.

Ce n'est que le 15 octobre 1919 que la *Libre Parole* put traduire cette interview.

« Nous devons rester sur le Rhin. »

Après avoir expliqué au représentant du *Daily Mail* qu'il avait eu la sensation d'avoir remporté la victoire le 8 août, après l'attaque conjointe des généraux Debeney et Rawlinson, le maréchal expliqua « que si les Allemands n'avaient pas signé l'armistice, il devait attaquer en Lorraine le 14 novembre avec vingt divisions ».

« J'aurais pris Metz, dit-il en substance, et les Allemands nous auraient arrêtés quelque temps sur la Sarre. Mais au total nous aurions eu une victoire de plus à notre actif. »

Quant au Rhin, il est très explicite :

« *Maintenant que nous avons atteint le Rhin, nous devons y rester*, déclare énergiquement le maréchal. Dites-le bien à vos compatriotes. *C'est notre unique sécurité.* Nous devons avoir une barrière. Nous devons fermer la porte à double tour. Des démocraties comme les nôtres, qui ne sont jamais agressives, doivent posséder de solides frontières militaires naturelles. Souvenez-vous que ces 70 millions d'Allemands sont une perpétuelle menace pour nous. Ne vous fiez pas aux apparences du moment. C'est un peuple à la fois envieux et belliqueux, dont les caractéristiques naturelles n'ont pas changé en quatre ans. Dans cinquante ans d'ici, ils seront ce qu'ils sont encore aujourd'hui. Qui a sauvé les Alliés au début de la guerre ? La Russie. Eh bien ! que va faire la Russie dans l'avenir ? Sera-t-elle avec nous ou avec les Allemands ? Je vais vous montrer une carte ».

Le maréchal montre alors une grande carte sur laquelle le Rhin est marqué d'une épaisse ligne bleue. A l'ouest du fleuve, le maréchal a dessiné au crayon un arc concave qui représente la nouvelle frontière que la France va recevoir avec le traité de paix. C'est une frontière politique nettement arbitraire, non conforme à la nature du terrain.

Le bluff du pacte anglo-américain.

On sait qu'en avril 1919 Clemenceau ne renonça à la ligne du Rhin que contre la promesse formelle d'une aide anglo-américaine « en cas d'attaque allemande *non provoquée* ». Ce texte ambigu laissait déjà le champ libre aux interprétations les plus désobligeantes.

Mais ce qui le fut davantage, ce fut le refus américain, en 1920, de faire honneur à la parole de

---

ette publication eut lieu non pas le lendemain, *jour même* de la signature du traité de Versailles. , le *Temps* du 29 juin 1919, que cite avec exac- I. Chéradame, était, suivant l'usage, antidaté, et n réalité, le 28 vers 17 heures, soit quelques après l'échange des signatures à Versailles. (Note D. C.)

HÉRADAME, *op. cit.*, pp. 175-177.

(1) Voir dans la *Documentation Catholique*, t. 4, pp. 418-436, la controverse FOCH-TARDIEU parue dans l'*Illustration*, *Matin* et *Petit Journal*.

Wilson. Suivant les termes du traité (1), la ratification anglaise qui avait été donnée cessait alors d'agir, et tombait. C'est ce qui arriva, de telle manière que notre renonciation à la ligne du Rhin n'avait plus de contre-partie.

Il en résulte moralement — et juridiquement — [illegible] de Versailles, [illegible] base et nous met certainement en droit de suivre sur le Rhin telle politique que bon nous semblera.

C'est pourquoi M. Lloyd George essaye de revenir sur le passé afin de nous lier les mains à Cologne et à Mayence, au moins par un pacte franco-anglais.

Les critiques du maréchal Foch n'ont donc rien perdu de leur actualité. C'est pourquoi nous devons les citer également :

« [illegible], dit le maréchal, il n'y a aucun obstacle [illegible] sur cette frontière. *Est-ce là que [illegible] les Allemands s'ils nous attaquent* [illegible] Non. C'est ici, ici, ici. »

Et par trois fois, le maréchal indique avec son crayon la ligne du Rhin.

« C'est ici que nous devons être prêts à faire face à nos ennemis. C'est là une barrière difficile à franchir, si les Allemands tentent de force le passage du Rhin. Oh ! oh ! Mais ici... » (là, le maréchal nous montre avec son crayon la ligne qui va du nord-ouest de la Lorraine, par la vallée de la Sarre à la frontière belge), ici, ce n'est rien.

« Les armées alliées ? Où seront les armées alliées ? L'armée britannique sera au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande. L'armée américaine sera aux États-Unis. Il se produira la prochaine fois ce qui s'est produit en 1914.

» Si vous n'êtes pas capable de maintenir le service obligatoire — continue le maréchal, s'adressant à son interlocuteur anglais, — vous aurez besoin de temps pour vous organiser. A la bataille d'Ypres, vous aviez six divisions — excellentes divisions, mais six ! Le 1er novembre 1914, je me suis rencontré avec Kitchener à Furnes. Je lui ai demandé quand il pourrait nous envoyer du renfort. Il me répondit : « Au 1er juillet de l'année prochaine, nous aurons » un million d'hommes en France. » Je répondis que je préférais en avoir moins, mais les avoir plus tôt. Il me dit alors : « Vous ne les aurez pas avant. » La bataille redoubla d'intensité. Les Alliés furent à deux doigts de leur perte. »

Fragilité de la frontière française actuelle.

« [illegible], la prochaine fois, que les Allemands ne [illegible] pas une erreur. *Ils [illegible] le Nord de la France et s'empareront des ports de la Manche comme bases d'opérations contre l'Angleterre* (2). Ils ne l'ont pas fait cette fois-ci parce qu'ils ne pensaient pas que l'Angleterre interviendrait. Quand l'Angleterre est intervenue, leurs plans étaient déjà arrêtés et ils n'y purent rien changer.

« Les Allemands n'auront pas d'armes pour une nouvelle attaque, dites-vous ? Ho ! ho ! Comment le savez-vous ? *Avant que vous ne vous soyez aperçu qu'ils en avaient, ce sera trop tard.*

» Quand vous construisez une maison, dit le maréchal, vous mettez une double serrure à votre porte et vous entourez votre jardin d'un mur : « Mais il n'y a pas de voleurs ici », dites-vous. Ne croyez pas cela. « Mais il y a les gendarmes ! » Ils peuvent arriver trop tard. Non, si vous êtes prudent, vous insistez pour avoir vos serrures et votre mur. *Nous, nous devons avoir nos armées sur le Rhin. Certains obje[...] que beaucoup de troupes seront nécessaires [...] garder le Rhin. Pas autant que pour garder une [...]tière politique. Le Rhin ne peut être franchi qu'à [...]tains endroits, tandis que la nouvelle frontière [...]çaise peut être brisée n'importe où et elle aura be[...] d'être défendue sur toute sa longueur. »*

Le maréchal parla encore longuement et én[...]quement du Rhin. *Pour terminer, le maréchal [...] dit qu'il n'est pas de ceux qui pensent que les gu[...] ont cessé pour jamais sur la terre* (1).

(1) Voir le texte dans la *Documentation Catholique*, t. 2, pp. 104-105.

(2) Voir « Les frontières militaires du Nord-Est », par le général MALLETERRE, dans *Revue des Deux Mondes*, 1[illegible].

Le bluff des réparations d'après Chéradame et Milliès-Lacroix

D'autre part, quand on lit les articles du trait[...] Versailles relatifs aux réparations, on découvre un[...]tain nombre de clauses destinées à saboter subtile[...] quelques-uns des points les plus importants. [...] exemple :

1° Les frais de l'occupation viennent en dédu[...] des réparations. Résultat : la garantie mange les [...]rations (art. 235).

2° En Alsace-Lorraine, les Allemands peuvent [...]tenir la naturalisation française dans certains [...] malgré la France, par exemple : le conjoint de [...] personne réclamant ou obtenant la nationalité [...]çaise, ce qui est le cas d'un Allemand indigne [...] ayant épousé une Alsacienne-Lorraine.

« Donc, en vertu d'une clause du traité de [...]sailles, le Gouvernement de Berlin peut faire r[...]naître la nationalité française aux Allemands [...] juge nécessaires à sa propagande directe en A[...] Lorraine. Il ne s'en est pas privé.

» En 1919, le général von Arnim, gouverneu[...] Metz, commandant l'armée allemande de Verdu[...] obtenu automatiquement la qualité de Françai[...] femme étant Alsacienne. » (2)

3° Les textes relatifs aux réparations elles-m[...] sont très subtilement nuancés. M. Chéradame [...] mis ce point en lumière ; il fait notamment r[...]quer la portée singulière de l'art. 234, qui perm[...] nous berner constamment, en spécifiant que [...] Commission devra étudier de temps à autre le[...]sources et les capacités de l'Allemagne, et, après [...] donné aux représentants de ce pays l'équitable fa[...] de se faire entendre, *elle aura tous pouvoirs [...] étendre la période et modifier la modalité des [...]ments* ». Le *moratorium* est inclus en puissance [...] cette fin de clause.

Enfin, n'oublions pas que, créanciers de l'[...]magne pour 52 % environ de la masse intér[...] nous ne disposons que de 20 % de puissance [...] délégué sur cinq) dans la décision à prendre au [...] de cette Commission.

Ce ne sont pas d'ailleurs les seules insuffisanc[...] traité sur ce point.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général (depuis [...]sident) de la Commission sénatoriale des fina[...] disait alors :

« Il faut reconnaître que le traité de paix p[...] principe de la réparation des dommages de g[...] Toutefois, on a lieu d'être surpris que cette [...] n'ait pas fait l'objet d'un privilège, ainsi qu[...] Chambres l'ont souvent demandé.

» Le remboursement du coût de la loi sur les[...]

(1) Voir aussi la très importante interview du ma[...] dans le *Matin* du 8. 11. 20 où le fiasco du traité est [...] en termes inoubliables (reproduit dans la *Documen[...] Catholique*, t. 4, pp. 428-431).

(2) CHÉRADAME, *La mystification*, p. 235.

(3) *Op. cit.*, pp. 187 et suiv.

militaires et des allocations — bien entendu de les allocations depuis le début des hostilités — libérera d'une double et onéreuse contribution. énorme, mais rien ne nous est accordé au titre indemnité de guerre pour rembourser tout ou partie dépenses militaires colossales qui nous ont été im-s.

Ce n'est pas tout. Si le principe de la réparation admis, les moyens d'exécution nous semblent res. Quelles garanties nous sont données ?

Nous n'avons guère que l'occupation temporaire rive gauche du Rhin. Le nantissement est insuf-

e droit de percevoir certains impôts, de recueil- produits de l'exploitation des chemins de fer ou ines allemandes eût été plus opérant.

Pour faire face à la charge écrasante de la répa- des dommages de guerre et pour assurer le ment des pensions militaires, nous serons obligés mpter la signature de l'Allemagne. Dépourvue nt gage, cette signature n'aura d'autre valeur aval des Alliés. Cet aval sera-t-il solidaire ?

D'autre part, il n'est point question, dans le du remboursement des marks au taux de 25. C'est une opération qui nous a coûté 2 mil- 300 millions. L'Allemagne remboursera-t-elle, e l'avait invoqué M. Klotz ? La question ne e pas résolue.

Notre déception est d'autant plus profonde que avons souvent été entraînés à voter des dépenses érables à l'appel : « L'Allemagne payera. »

En résumé, il ne faut pas se dissimuler que nous nous trouver aux prises avec des difficultés fi- res d'une gravité exceptionnelle. » (1)

M. Louis Suret, dans l'*Europe Nouvelle* (2), de- ait : « A-t-on pris le bon moyen ? N'eût-il pas valu procéder à un recensement des capitaux Empire, biens nationaux, richesses collectives, és privées, et opérer là-bas un sacrifice des es tel que le préconise M. Just Haristoy ? Faute océder ainsi, nous nous exposons à voir chez avant peu, la conscription des richesses ou la eroute partielle. Il est encore temps de réagir. il y a peu de minutes à perdre. »

Une appréciation du général Mangin.

Presque toutes les personnalités marquantes de la ont eu ainsi l'occasion de critiquer les clauses aité de Versailles.

Pour le général Mangin, la question ne fait pas de

« Le traité, dit-il, représente le minimum de répa- s et de garanties. Il faut que l'Allemagne sente lonté commune de tous les Alliés d'en exiger ution. » (3)

Mais pour cela faut-il que la France, pour com- r par elle, ait cette volonté.

Les faiblesses du traité de paix, d'après Bainville.

De quelque côté qu'on le retourne, *stratégie* ou s, le traité de Versailles est donc défectueux. Que dire de son infirmité *politique* !

Dans son ouvrage sur *les Conséquences politiques paix*, M. Jacques Bainville s'est appliqué à faire r plus spécialement ce côté-là. Suivant son habitude il explique le physique par le moral, et présente une psychologie détaillée de la longue crise qui venait se dénouer à Versailles (1) :

« M. Clemenceau, dit Bainville, n'était pas préparé à la paix. Il songeait à faire le plus de mal possible à l'Allemagne, et là-dessus, Keynes, qui l'a vu au Conseil suprême, lui a rendu un éclatant témoignage. Seulement sa haine n'était ni informée ni clairvoyante...

» Le jour même où, plaidant les circonstances atténuantes pour le traité de Versailles, il priait le Sénat de croire qu'il eût dissocié l'Allemagne s'il l'eût pu, M. Clemenceau apportait la preuve qu'il ne croyait pas à l'efficacité de cette dissociation. Il invoquait ses souvenirs de 1870 et il donnait en exemple la Bavière, qui non seulement avait marché avec la Prusse, mais qui avait montré dans la guerre une férocité inoubliable. Il y a pourtant d'autres choses que la politique ne doit pas oublier. En 1870, l'armée bavaroise, bien que commandée par un prince prussien, était encore distincte de l'armée prussienne. Surtout, elle n'avait reçu que dans une faible mesure le dressage prussien. Son infériorité militaire était manifeste, et c'est sur elle que les Français remportèrent la plupart de leurs succès pendant la campagne. L'armée de la Bavière, en 1870, était à celle de la Prusse ce que l'armée autrichienne, en 1914, était à l'armée allemande. Quand l'indépendance des Etats allemands, même dans un système fédéral, ne servirait qu'à maintenir ces différences et ces inégalités de niveau, elle ne serait pas d'un poids négligeable. Ainsi la centralisation par la Prusse, au point de vue de la sécurité européenne, est ce qu'il importe avant tout d'éviter.

» Il est malheureusement certain que ce principe salutaire était étranger à l'esprit des négociateurs français. Encore plus à celui des autres négociateurs, pour qui l'existence de l'Etat allemand était non seulement un fait, mais un fait légitime. On partit de là. Et même toute question de droit international public fut écartée. Quand M. Jules Cambon eut un scrupule et demanda si la Bavière, possédant, d'après la Constitution de 1871, une représentation diplomatique, ne devait pas être convoquée à la signature pour que l'instrument de la paix fût en règle, le problème fut examiné et tranché, séance tenante, par la négative.

» Dès lors, tout s'ensuivit. Quand le Conseil des Alliés chercha le moyen de désarmer l'Allemagne, il oublia le meilleur, qui était de ne laisser subsister que de petites armées attribuées à chacun des Etats allemands. Il ne connaissait pas ces Etats. Il donna une armée à toute l'Allemagne, une seule armée, c'est-à-dire qu'il la donna à la Prusse, rendant ainsi au « militarisme prussien » presque autant qu'il lui prenait...

» Il n'est pas douteux que, dès la première heure, M. Lloyd George et M. Wilson avaient été en garde. Ils ne voulaient pas d'une dissociation de l'Allemagne. Ils n'en voulaient pas, pour des raisons philosophiques et politiques. A ces raisons, les négociateurs français n'en opposaient pas parce qu'ils n'en avaient pas. Ils n'en avaient pas parce que leur philosophie était au fond la même que celle de leurs interlocuteurs anglo-saxons : le droit des nationalités d'abord, et la nationalité allemande devait avoir les mêmes droits qu'une autre ; l'évolution, et, comme l'évolution interdit que l'on revienne en arrière, cinquante ans devaient avoir rendu l'unité allemande

(1) ...ciés, 11. 5. 19.

(2) ... 5. 19.

(3) ... « La victoire, ses causes, ses leçons », dans ...rr., 1. 6. 21.

(1) Le morceau reproduit ici, et qui résume bien les principales thèses du livre, est emprunté à l'article de la *Revue Universelle* du 15. 8. 20 : « Ce qui a sauvé l'Unité allemande ».

indestructible. En partant de là, on fit ce qu'on devait faire : on lui donna la consécration du droit public qui lui manquait, on aida les centralisateurs prussiens à compléter l'œuvre de Bismarck. On nous a dit qu'une politique réaliste et pratique le voulait aussi, qu'une grande Allemagne aux rouages simplifiés, formant un tout économique, serait, pour nos réparations, un débiteur plus sûr qu'une Allemagne composée de petits Etats médiocrement prospères. Ce raisonnement commence à apparaître comme une des folies les plus remarquables de l'histoire moderne. Nous y avons gagné que 40 millions de Français sont créanciers d'une masse de 60 millions d'Allemands, et pour une créance recouvrable en trente ou quarante années.

L'Allemagne et l'Autriche.

» On se demande comment dans ces conditions, licence n'a pas été laissée à l'Allemagne d'annexer l'Autriche. Après tout, l'Autriche, province allemande, représentée en 1848 au Parlement de Francfort, n'avait été tenue à l'écart de la grande Allemagne, de la mère commune des Germains, que par des causes historiques et dynastiques. L'Etat des Habsbourgs ayant cessé d'exister, il n'y avait que des raisons politiques qui pussent déterminer les Alliés à interdire aux Allemands d'Autriche de se réunir aux autres Allemands. Ces raisons étaient si fortes qu'elles ont triomphé contre le principe des nationalités et le droit des peuples. Il eût été absurde et scandaleux de permettre à l'Allemagne vaincue de jouer à qui perd gagne et de retrouver plus de territoires et de population qu'elle n'en perdait...

» Elle ne renonce pas à l'espoir de la prendre un jour. C'est, à portée de sa main, une tentation permanente. Elle en a d'autres. Concentrée à l'intérieur, l'Allemagne a été dissociée à sa périphérie. Des millions d'Allemands vivent au voisinage immédiat de ses frontières, six ou sept en Autriche, trois en Tchécoslovaquie. La dissociation de l'unité allemande, dont les Alliés n'ont pas voulu au dedans, ils l'ont réalisée au dehors. La raison, l'expérience l'indiquent : cette œuvre est fragile et mauvaise. S'il était bon que des portions de pays germaniques fussent écartées de l'unité allemande, il fallait aussi que d'autres portions en fussent isolées. Sinon, les morceaux, soumis à l'attraction d'un grand Etat allemand, tomberont tôt ou tard sous sa dépendance.

» Ainsi, les Alliés ont reculé devant les dernières conséquences de leurs principes. Ils ont démembré l'Allemagne tout en l'unifiant. Par là, leur œuvre est illogique et incohérente...

» Ainsi a été conservée l'unité allemande. A Versailles, où elle avait vu le jour, en 1871, elle a été consacrée par les Alliés sous la présidence d'un Français et la paix a été signée avec « l'Allemagne d'autre part ».

» Cela ne veut pas dire que l'unité allemande reste à l'abri des accidents ; nous avons même vu le séparatisme renaître sous des formes nouvelles et encore timides à mesure que l'Allemagne réagissait contre le socialisme et la révolution. Rien n'est fini peut-être, et la fragilité de la paix laisse entrevoir plus d'une possibilité de bouleversements dans l'Europe centrale. Ces bouleversements ne nous seront pas nécessairement favorables, et ils nous exposeront à de nouveaux dangers, ils exigeront de nous de nouveaux efforts. Un rendez-vous à une autre fois est probablement donné à l'Allemagne et à la France. Cette fois-là, il faudra que sa politique ne soit plus desservie par ses idées. »

Tout cela concourt à nous fournir du traité de Versailles une image ambiguë, où l'idée de *revision* est implicitement contenue dans les paragraphes qui auraient dû être les plus stricts. Dès le jour [...]
de la signature, Allemands et germanophiles n'e[...]
donc qu'un dessein : *reviser.*

Le désarroi des finances allemande[s] en 1918-1919.

On n'en était pas encore là. L'anarchie évit[...]
paix subie plutôt qu'acceptée, des lois urgentes [...]
posaient à l'Allemagne, telles les lois finan[...]
destinées à faire face au déficit, aux accroisse[...]
de dépenses, aux indemnités qu'il faudrait [...]
verser. La guerre avait, en effet, creusé un[...]
énorme dans les ressources germaniques. Le 23[...]
let 1914, l'encaisse métallique de la Reich[...]
équivalait presque à la somme du papier-mo[...]
en circulation : 1 700 millions contre 1 900 e[...]
lets. Deux impôts sur le capital, d'ailleurs pr[...]
et modérés, avaient été votés en 1913, pour fa[...]
frais de la lutte imminente.

Tous ces préparatifs furent déroutés par un[...]
flit qui n'en finissait plus. Pour faire face au[...]
mandes écrasantes du Gouvernement, Helf[...]
échantillonna, dès 1915, un système d'inflati[...]
de circulation financière, auquel l'Allemagn[...]
cessa de rester fidèle. Au surplus, tonifié p[...]
victoires, le peuple allemand souscrivit larg[...]
aux neuf emprunts de guerre.

Après le désastre, on apura les compte[...]
n'étaient pas reluisants. De 4 milliards 900 [...]
lions, la dette consolidée était passée à 96 ; la[...]
flottante, de 500 millions à 48 milliards 80[...]
lions. Quant aux billets, il y en avait main[...]
pour 27 milliards, y compris les bons de [...]
d'Empire et les bons de Caisse de prêts.

Encore si le budget était resté à peu près da[...]
anciennes limites ! Mais, avant la guerre, il[...]
gnait tout juste 3 500 millions. Maintenant i[...]
portait 72 milliards de dépenses, qu'équili[...]
fort mal les 7 milliards et demi de recettes.

Les deux premiers ministres des Finances, [...]
burg et Schiffer, n'osèrent, dans leur épo[...]
modifier le système de vigueur. C'était d'aill[...]
moment où le chaos le plus parfait interdisa[...]
à l'Allemagne les vues un peu longues.

Néanmoins, quelques projets d'impôts no[...]
furent élaborés, que l'Assemblée nationale v[...]
août et septembre 1919 et qui devaient p[...]
environ 2 milliards de rentrées (1).

A cette date, les traits de l'Allemagne no[...]
issue du traité de Versailles et de la Constitut[...]
Weimar, sont pourtant fixés. Considérons [...]
loisir.

La Constitution de Weimar. (2)

L'artisan principal en est, nous l'avons [...]
secrétaire d'Ebert à l'Intérieur, l'israélite [...]
Preusz. Professeur de droit à l'Université de [...]
ce futur successeur de Bismarck n'était pas [...]
vori de l'administration des Hohenzollern. En [...]
un discours peu loyaliste sur *les transform[...]*
de la pensée impériale avait failli le faire ré[...]
En novembre 1918, il préside à la transfor[...]
progressiste et démocrate.

---

(1) Voir, à ce sujet, BAUMONT et BERTHELOT, [...]
pp. 110 et suiv. ; — RECOULY, pp. 165 et suiv. ; [...]
DEL, p. 15 ; — CHARLES RIST, « La situation finan[...]
l'Allemagne », dans *Revue de Paris*, 1. 4. 20 ; — A[...]
« Quelques données sur la situation financière [...]
lemagne », dans *Economiste français*, 25. 10. 19.

(2) Cf. « *Constitution of new Germany* », par M. [...]
dans *Fortnightly Review*, janv.-juin 1919, pp. 321 [...]
— « La nouvelle constitution allemande », par [...]
BRUN, dans *Rev. Cathol. Instit. et Droit*, oct.-déc[...]

Les idées et les projets de Preusz.

usz est un jacobin, partisan à outrance de unitaire, réalisé par les méthodes démocra-. S'il dut se résigner à maintenir les *Etats* et *nfédération*, il réduisit les premiers, déjà pri-e leur tête dynastique, à n'être plus que des (*Laender*), à physionomie atténuée, et inten-les compétences de l'Empire dans tous les do-s, à commencer par celui de la Prusse (1).

e 20 janvier 1919, le *Journal Officiel* avait pu-n premier projet de Constitution (2). Son cen-ne effraya les Etats du Sud, qui craignaient traités avec aussi peu de ménagement que la e. « *Il est impossible au point de vue juri-ue, politique et économique*, disait Preusz, en ant allusion à la Prusse, *de maintenir une Ré-lique de 40 millions d'habitants au milieu ne autre République de 10 millions d'habi-ts.* » La solution consistait, selon lui, à assurer uvernement d'Empire une telle suprématie sur uvernements fédérés que le pouvoir central eût rs le droit d'intervenir dans les affaires inté-s des Etats. Le projet souleva non seulement sition des fédéralistes du Sud, mais celle des onnaires prussiens, qui estimaient que l'exis-d'une Prusse forte était indispensable au main-e l'Empire. Le gouvernement déposa le 21 jan-919 un second projet, moins centralisateur que mier, qui laissait notamment aux Etats fédérés oit de conclure des traités avec les nations gères, sous réserve de l'approbation de l'Em-» (3)

4 mars, une Commission fut chargée d'éla-le projet définitif, sous la présidence du démo-Haussmann, un Wurtembergeois de Stuttgart, exerçait la profession d'avocat, et ancien col-teur politique du prince Max de Bade.

texte finalement promulgué le 14 août 1919 des traits divers, mais ressemble surtout à la itution du Parlement de Francfort (1849).

llemagne, ainsi que tous les *Pays* confédérés, ésormais une *République*, tout en conservant llation traditionnelle de *Reich*, République urs centralisée et dont le centre est à Berlin.

« Reich » et « Laender ».

es juristes allemands — observe M. Brunet — remarquer que les Pays ne sont plus maîtres er la forme de leur gouvernement, et qu'ils uvent plus librement rédiger les dispositions iques de leur Constitution ; que le Reich peut ire, contre leur volonté, des modifications de ire et même des formations nouvelles de Pays. *ich dispose souverainement et de la vie et de rt des Pays allemands.* La nouvelle Constitu-inancière du Reich, qui est entrée en vigueur octobre 1919, a enfin enlevé aux Pays ce qui restait d'indépendance étatique, puisque désor-tous les pouvoirs financiers des Pays sont pas-tre les mains du Reich. Les Pays ne sont plus tats indépendants, ce ne sont que des corps istratifs autonomes à l'intérieur du Reich. *Le est devenu un Etat unitaire décentralisé.*

'ar contre, la Constitution a reconnu que, si veraineté dans le Reich émane du peuple tout , la souveraineté dans les Pays émane direc-t aussi du peuple de ces Pays. Elle a déduit de cette proposition la conséquence logique que le pouvoir est exercé dans les Pays, pour les matières rentrant dans leur compétence, par des organes des Pays sur la base de leur Constitution. Elle a admis que les Pays ont un territoire propre, puisque le territoire du Reich se compose des territoires des Pays. Les Pays ont leur législation et leur admi-nistration particulières. Il suffit d'ailleurs de re-marquer que, le Reich disparaissant, les Pays pour-raient subsister et continuer à vivre conformément à leur Constitution, ce qui démontre bien que leur souveraineté leur est propre et non point octroyée par le Reich. Enfin, et c'est peut-être là l'argument essen-tiel, les Pays sont représentés en tant que tels dans le Reichstag et ils participent à la formation de la volonté du Reich. Celui-ci est donc un Etat fédéral.

» L'Assemblée nationale n'a pas voulu prendre position sur la question et, volontairement, elle a choisi une dénomination complètement incolore, qui laisse la porte ouverte à toutes les opinions. Tandis que les Etats particuliers s'appelaient, dans la Constitution de 1871, *Etats fédérés*, ils se sont successivement appelés *Républiques* dans le projet Preusz, *Etats-membres* dans le projet du Gouver-nement, *Pays* enfin dans le projet de la Commission et le texte définitif...

Le Reich est plus fort qu'avant la guerre.

» En réalité, *la Constitution a augmenté la puis-sance, déjà très grande sous l'ancien régime, de l'Etat central vis-à-vis des Etats particuliers;* les Pays ont perdu considérablement de leur importance et ce, dans la mesure exacte où celle du Reich a augmenté.

» Ils ont sans doute théoriquement le droit de légiférer, mais le Reich légifère sur toutes les ma-tières qui ont quelque importance, et leur domaine législatif se trouve en fait réduit à presque rien.

» Ils ont en principe des services judiciaires et administratifs, mais tous les services importants, les relations avec les Etats étrangers, l'administration militaire, les chemins de fer, les voies fluviales, les postes et télégraphes, leur ont été enlevés ; tout le domaine de la législation financière a été passé au Reich, et ils ne peuvent plus vivre que des subsides de ce dernier.

» Ils ont une souveraineté territoriale, mais une loi votée en la forme d'une loi constitutionnelle, dans certains cas une loi ordinaire, peuvent contre leur volonté modifier leur territoire.

» Ils ont encore des nationaux, mais tout Allemand a, dans chaque pays du Reich, les mêmes droits et les mêmes devoirs que les nationaux de ce Pays.

» En réalité, *les Pays ne sont plus rien* et *le Reich est tout-puissant...*

L'hégémonie prussienne subsiste.

» Mais... la Prusse a-t-elle gardé l'hégémonie qu'elle exerçait en fait sous l'Empire, de telle sorte que l'accentuation du caractère unitaire aurait seu-lement en pratique abouti à accroître encore le pou-voir de la Prusse en Allemagne? Le professeur Schucking a dit un jour à l'Assemblée nationale que toute l'histoire passée et future de l'Allemagne devait se résumer ainsi : « Jusqu'en 1867, la Prusse » a été contre le Reich ; de 1867 à 1918, la Prusse » a été au-dessus du Reich (1) ; il faut désormais que le » Reich soit au-dessus de la Prusse. » Ce desidera-tum a-t-il été satisfait?

» La Constitution a pris à cet égard un certain

(1) Cf. les considérations curieuses de STRESEMANN à ce *op. cit.*, pp. 90 et suiv.
(2) Traduit et publié dans le *Recueil des Documents ers*, n° 31.
(3) BAUMONT et BERTHELOT, *op. cit.*, pp. 21-22.

(1) Cf. « La Prusse et l'Allemagne », par ETIENNE LAMY, dans *Correspondant*, 10. 10. 18.

nombre de mesures importantes : la Prusse a perdu tous les avantages qu'elle retirait de ce que l'Empereur allemand était Roi de Prusse ; les privilèges qu'elle avait en matière d'initiative législative, en matière militaire, en matière fiscale, ont disparu ; le Bundesrat [Conseil fédéral], où elle jouait un rôle prépondérant et qui lui-même était l'organe le plus puissant de l'Empire, s'est mué en un Reichsrat qui ne peut plus rien empêcher ; il n'y a plus de chancelier nommé par l'Empereur-roi et chef de toute la politique de l'Empire et de toute l'administration ; les pouvoirs de l'Empereur ont été transférés au président du Reich, élu par tout le peuple. La Prusse peut même, malgré sa volonté,... voir plusieurs parties de son territoire s'ériger en Pays nouveaux ou se rattacher à d'autres. Ces diminutions sont-elles suffisantes pour supprimer totalement la domination politique qu'en fait la Prusse exerçait sur les Etats allemands, petits et moyens ? Il ne le semble pas, car il reste toujours ce fait capital : *la Prusse représente les quatre septièmes de la population totale du Reich ;* c'est-à-dire qu'à elle seule elle a la majorité...

» Le remède était évident, c'était de diviser la Prusse en plusieurs pays ; l'Assemblée constituante n'a pas eu la volonté (ou la force) d'y recourir ; *encore aujourd'hui, la Prusse est au-dessus du Reich.* » (1)

La justice.

« L'organisation de la justice fut également centralisée. A côté du Tribunal de cassation (*Reichsgericht*), on institua une Haute-Cour de justice (*Staatsgerichtshof*), dont une loi spéciale de 1921 fixa les attributions. La Haute-Cour est chargée de régler les conflits territoriaux et administratifs qui peuvent éclater entre l'Empire et les Etats ou entre les différents Etats, et elle juge les procès politiques intentés par le Reichstag contre le président, le chancelier et les ministres. Elle a aussi le droit d'intervenir dans la vie intérieure des Etats et de trancher, en l'absence d'un tribunal local compétent, les difficultés d'ordre constitutionnel qui s'y produisent (2). Ainsi, un pays comme la Bavière, qui avait jusqu'alors sa représentation diplomatique spéciale, qui administrait lui-même son armée, ses chemins de fer et ses postes, qui levait ses impôts particuliers, se vit brusquement enlever tous ces droits. Afin de réduire encore davantage l'autorité des Etats fédérés, la Constitution établit que leurs limites territoriales elles-mêmes pourront être modifiées. Il suffit qu'un plébiscite ait été ordonné et que les trois cinquièmes des voix en expriment le désir, pour qu'une province soit détachée d'un Etat et rattachée à un autre, en vertu d'une simple loi d'Empire, ou même pour que de nouveaux Etats fédérés soient créés (art. 18). L'art. 13, qui établit que « le droit d'Empire supprime le droit des Etats », autorise même l'Empire à intervenir à tout moment, par le vote d'une loi nouvelle, dans la juridiction particulière des Etats. » (3)

Le système électoral.

Ces modifications centralisatrices ont — dans les principes *démocratiques* — dirons-nous, une contre-partie ? une compensation ? ou une cause ?

(1) René Brunet, *La constitution allemande du 11 août 1919*, pp. 90-94. (Paris, Payot.)

(2) Primitivement, la Haute-Cour devait être chargée d'enquêter sur les responsabilités de la guerre et de la défaite. Ces attributions lui ont été retirées, pour être confiées à une Commission parlementaire.

(3) Baumont et Berthelot, *op. cit.*, pp. 25-26.

La puissance allemande réside désormais [...] peuple (1). Le Reichstag est élu pour quatre [...] suffrage universel par tous les citoyens de[...] sexes, âgés d'au moins vingt ans. La moi[...] habitants sont électeurs. L'éligibilité s'obt[...] vingt-cinq ans.

Le Reich est divisé, à cet effet, en 35 circo[...]tions et 17 unions de circonscriptions. Le [...] a lieu suivant un système proportionnel spéci[...] Chaque parti présente des *listes de circonsc[...] et une liste de Reich.* A l'intérieur d'une [...] *union de circonscriptions* et entre listes appa[...] au même parti, c'est-à-dire rattachées à la [...] liste de Reich, il peut y avoir une *liaison* [...] d'une meilleure utilisation des « restes ».

Les sièges sont répartis, pour commencer [...] les listes, chaque liste recevant autant de [...] qu'elle a obtenu de fois 60 000 voix. Si la lis[...] teint pas 60 000, mais qu'elle soit *liée* à u[...] d'union de circonscriptions, les voix restant[...] additionnées et attribuées aux listes qui c[...] les plus forts restes. S'il n'y a pas liais[...] restes sont transportés sur la liste de Rei[...] reçoit autant de fois un député qu'elle con[...] 60 000 voix. Mais la liste de Reich ne peut [...] avoir plus de sièges que l'ensemble des li[...] circonscriptions qui lui sont rattachées.

Le vote des femmes.

Il est intéressant de vérifier dans la [...] comment a fonctionné le vote des femmes[...] anticipons à ce sujet, pour y voir plus cl[...] les événements de 1920 et les élections du 6 [...]

« Les femmes — dit M. Brunet — avaie[...] voté en janvier 1919 aux élections pour l'As[...] nationale ; elles avaient voté très nomb[...] 83 % des électrices avaient pris part au v[...] proportion des hommes était de 82,4 % [...] très sensiblement égale. Mais cette égalité d[...] si on compare les proportions d'après les â[...] votants. Parmi les électeurs âgés de vin[...] 59,6 % seulement votèrent, alors que 80,5 [...] électrices du même âge prirent part au s[...] ainsi les jeunes filles sont deux fois plus zél[...] les jeunes hommes à jouir du cadeau récen[...] vient de faire aux uns et aux autres. Par[...] électeurs et électrices âgés de vingt et un à [...] cinq ans, 70 % des hommes votèrent et [...] des femmes. Mais le tableau change quand o[...] aux classes plus âgées : au delà de vingt-ci[...] 84,8 % des hommes votèrent et seulement [...] des femmes.

» Aux élections du 6 juin 1920, les [...] semblent avoir moins voté qu'en 1919, et ce[...] ce sont les hommes qui proportionnellem[...] voté en plus grand nombre que les femmes.

» Mais en 1920, ce qu'on n'avait pas fait e[...] on a dans quelques conscriptions fait vo[...] hommes et les femmes séparément pour [...] déterminer leur participation respective aux [...] partis ; citons, parmi les constatations faite[...] exemples pris dans des villes d'opinion dif[...]

» A Cologne, 119 263 hommes et 110 364 [...] ont voté dans les sections dans lesquelles [...]rience a été faite ; les voix se répartissent ain[...] suit :

(1) Cf. « Une année de République en Allemagn[...] J. Rouge, dans *Revue politique et parlementaire*, [...] 19 ; — « L'Allemagne nouvelle », par H. Lichte[...] dans *Scientia*, déc. 20, et l'ouvrage de Gentizon su[...] *magne en République.*

(2) Se reporter au système de l'ingénieur belge [...] précité.

	(Hom.)	(Fem.)
ntre	32 964	49 154
ocial-démocrates	36 295	24 134
olkspartei	17 768	15 944
ıdépendants	18 245	8 973
émocrates	6 554	4 677
eutschnationale	3 190	3 422

A Spandau, 23 294 hommes et 23 359 femmes voté ; sur 100 voix, les différents partis re- llent :

	(Hom.)	(Fem.)
ıdépendants	35,4	32,6
ocial-démocrates	21,3	19,3
eutschnationale	12,8	16,7
olkspartei	12,5	14,5
émocrates	8,3	7,5
ommunistes	6,3	4,2
entre	3,2	5,0
utres partis	0,26	0,24

Ainsi dans les deux circonscriptions les femmes rent davantage pour le Centre et la droite.

Dans l'ensemble des résultats, les voix qu'elles accordées au parti socialiste indépendant con- ient 33 % des suffrages exprimés en faveur de arti. La proportion monte à 40 % pour le parti aliste majoritaire, et elle est de 52 % pour les is de droite ; 60 % des voix du Centre sont dus femmes. » (1)

Le Reichstag.

e nouveau Reichstag jouit de plus de privilèges l'ancien. Aujourd'hui, c'est une assemblée ana- ie aux autres assemblées délibérantes euro- nes. Néanmoins, la validation des élections y est iée à un tribunal spécial dit *de vérification*, qui prend par moitié des députés et des juges de ière.

s sessions dépendent du Reichstag seul, et pour date et pour leur durée. Les incidents révolu- naires de 1919 et 1920 ont fait voter une loi nai 1920) qui trace autour du Reichstag et du tag un périmètre de protection où ne doit péné- aucune troupe armée.

nomme son président, son bureau ; établit son ement intérieur.

s partis ont pris de l'importance. Pour être re- u, chacun doit rassembler au moins 15 membres. commissaires sont élus par eux, par représen- n proportionnelle.

e vote par procuration est interdit.

Sa compétence.

uelle est maintenant la compétence du Reichstag ? 'abord, il octroie les amnisties, déclare la guerre, lut la paix ainsi que les traités.

Aucun projet de loi ne peut lui être soumis, qui n'ait été préalablement présenté au Reichsrat, lequel ne possède plus qu'un droit de *protestation* contre les lois votées malgré lui par le Reichstag. Si le projet groupe alors dans cette dernière assemblée une majorité des deux tiers, le président peut pro- mulguer la loi ou recourir, à son gré, à un refe- rendum. Si la majorité n'atteint pas les deux tiers, le président *peut* encore ordonner le referendum qui décidera.

L'initiative des lois appartient au Gouvernement, aux députés, au Reichsrat, à un organisme nouveau (le Conseil économique) et au peuple, par initia- tive d'un dixième des électeurs. Le président peut, approuvé par le Reichsrat, soumettre au referendum une loi votée par le Reichstag. D'autre part, si un vingtième des électeurs le demande, et si, en même temps, un tiers des députés font obstacle à la pro- mulgation d'une loi, le referendum peut encore jouer.

Les lois constitutionnelles ne peuvent passer qu'à la majorité des deux tiers.

Le contrôle du Reichstag sur le Gouvernement s'exerce par des questions, des interpellations, la nécessité pour le Gouvernement d'y avoir une majo- rité, et enfin par deux Commissions permanentes, l'une la Commission des Affaires étrangères, et l'autre, qui ne siège que dans l'intervalle des ses- sions, la Commission du Contrôle, imitée d'une institution badoise, dont le rôle — très critiqué lors des discussions de 1919 — consiste à vérifier si l'Ad- ministration se conforme aux lois, bref à suppléer le Reichstag.

Le Président d'Empire.

Les Allemands, Preusz en tête, ont voulu un pré- sident, et un président fort (1), contrairement aux indépendants, qui n'en voulaient pas du tout. Elu au plébiscite, le président fait contrepoids au Reichstag ; système dangereux, on l'a bien vu lorsque en mars 1920 il fut question de la candida- ture d'Hindenbourg (2).

Est éligible et rééligible pour sept ans à ce poste tout Allemand de trente-cinq ans, y compris les membres des anciennes dynasties (cela grâce à une modification introduite en troisième lecture par le Centre, les *Deutschnationalen* et le *Volkspartei*). Est élu celui qui a obtenu plus de la moitié des voix valables ; au second tour, la majorité relative joue seule (loi spéciale du 4 mai 1920, non encore appli- quée, le président Ebert ayant été nommé par l'As- semblée nationale).

Le président choisit les ministres, représente le Reich, nomme à tous les emplois, est chef des armées, exerce le droit de grâce, fait des règlements (dans le cas où la loi lui donne compétence à cet effet), promulgue les lois, exerce le veto, déclenche le referendum, comme nous avons vu, peut accélérer les convocations du Reichstag.

Enfin, il peut lancer l'armée impériale sur un *Pays* récalcitrant et déclarer l'état de siège par simple ordonnance ; il peut même suspendre les libertés individuelles dans des conditions telles que sa charge devient une véritable *dictature*, dont le pré- sident Ebert s'est largement servi. Le Reich est

---

(1) Brunet, *op. cit.*, pp. 140-142.
ns 10 sections de vote de Hanovre, ont voté 1 hommes et 19 846 femmes. Le résultat a été celui-

	(Hom.)	(Fem.)
cialistes majoritaires	8 465	9 001
elfes	2 005	2 464
ntre	780	1 224
mocrates	636	684
rti populaire allemand	2 103	2 637
tionaux allemands	782	888
lépendants	3 137	2 683

vote des femmes semble donc avoir favorisé les s de droite, et surtout le Centre. La révolutionnaire eit faisait suivre cette constatation de ce mélancolique nentaire : « C'est une curieuse ironie de l'histoire les partis qui combattirent toujours le vote des nes et l'égalité de droits pour les femmes soient sément ceux qui en bénéficient. »

(1) Cf., à ce sujet, l'avis très net de Stresemann, *op cit.*, p. 112.

(2) Les pouvoirs du Président « sont des plus étendus. Il pourrait aisément devenir dictateur, pour peu que son tempérament l'y poussât : (Recouly : *Où en est l'Allemagne*, p. 44.)

presque toujours en état de siège. Berlin y a été du 13 janvier au 28 mai 1920.

Le seul contrepoids à cette prodigieuse autorité consiste dans la possibilité pour le Reichstag de demander le retrait de ces mesures, qui par ailleurs doivent lui être notifiées dans les quarante-huit heures.

Enfin, le président peut dissoudre le Reichstag à la condition que sa décision ait le contre-seing d'un ministre.

Sa responsabilité politique est nulle, sauf déchéance par le peuple sur invitation du Reichstag; pénale, elle est mise en mouvement par le Reichstag devant la Haute Cour de justice, qui peut prononcer la déchéance et des peines éventuelles.

Le Gouvernement.

Le ministère, ou plutôt le *Gouvernement*, se compose d'une part du chancelier, d'autre part des ministres.

D'après la Constitution du 16 août 1871, le chancelier, responsable uniquement vis-à-vis du kaiser, chancelier de Prusse et d'Empire, constituait un cabinet en quelque sorte *bureaucratique*.

Depuis 1919, les deux Gouvernements de Prusse et d'Empire sont entièrement distincts, distinction aggravée par la chute de la dynastie (1).

Le chancelier est désigné par le président, qui nomme les ministres sur sa présentation. Il ne peut être révoqué. C'est lui qui fixe les directives politiques.

Tous sont responsables devant le Reichstag.

Ce qui rend leur choix difficile, c'est la force des partis ou fractions, qui ont droit à un nombre de ministres proportionnel à leur importance numérique au Reichstag. Cette condition empêche les ministères homogènes et en fixe la composition pour toute une législature. Cela oblige à créer des ministères ou à en supprimer.

Ainsi composés, les ministères ne tombent jamais; ils démissionnent pour se transformer. Singulier système! Mais ne voyons-nous pas, en fait, pareil errement prévaloir en France? (2)

Le Reichsrat.

A côté du Reichstag, le Reichsrat, successeur anémique du Bundesrat ou Conseil fédéral, représente les *Pays*, dont chacun a au moins une voix, les plus importants recevant une voix par million d'habitants (compte pour un million l'excédent égal au nombre d'habitants du plus petit *Pays*). Aucun d'entre eux ne peut avoir plus des deux cinquièmes de toutes les voix.

Avant mai 1920, la Prusse y avait 25 voix sur 65. Depuis la réunion des sept petits Etats du Centre en un pays de *Thuringe* (1 584 324), la proportion est ramenée à 22 sur 58.

La répartition actuelle est la suivante :

Prusse	22 voix
Bavière	7 —
Saxe	5 —
Wurtemberg	3 —
Bade	3 —
Hesse	2 —
Thuringe	2 —
Autres Pays	1 —

(1) La Constitution prussienne de novembre 1920, étudiée plus loin, a cherché à remédier à cette situation.

(2) Le 15 janvier 1922, onze ministres du cabinet Briand passaient ainsi dans le cabinet Poincaré.

Les Pays sont représentés par des membres de l[...] Gouvernement, sauf en ce qui concerne la Prus[...] pour laquelle 11 voix sur 22 sont dévolues a[...] représentants des administrations provinciales pr[...]siennes, amorce timide de démembrement, au[...] surtout où l'autonomie de ces provinces viendrai[...] être accentuée.

Le Reichsrat ne peut se réunir sans convocati[...] cette convocation est de droit si un tiers des v[...] la demande.

Sa compétence se réduit au rôle de collaborat[...] du Reichstag, dans les conditions que nous av[...] vues, plus quelques prérogatives administratives.

Les droits et devoirs sociaux des citoyens.

La seconde partie de la Constitution se réfère a[...] droits et devoirs fondamentaux des Allemands; c[...]tains articles ont force légale, les autres ne val[...] que comme indication.

Liberté, égalité, propriété, tous ces droits reçoiv[...] leur consécration. Néanmoins notre attention doit [...] fixer sur des détails nouveaux, originaux et peut-[...] inquiétants.

C'est ainsi que tout Allemand a le *devoir de* [...]*vailler* de la manière qu'*exige le bien-être de la* [...]*lectivité*. Ce texte, gros de menaces, de tracasser[...] d'arbitraires, a donné lieu aux discussions les p[...] passionnées. Les indépendants voulaient faire de c[...] prescription la base formelle d'une socialisation, [...] laquelle tout le reste se serait appuyé.

Mais la Commission réforma heureusement sur [...] point le projet du Gouvernement, en spécifiant [...] ce devoir ne constituait qu'un devoir *moral*. Mê[...] réduit à cette portée, le texte peut avoir, paraî[...] en droit civil et public, des répercussions tyr[...]niques.

De même, il est édicté que le citoyen doit me[...] *sa propriété au service de la collectivité*, d'où déc[...] pour lui le devoir de cultiver et d'exploiter [...] héritage. Tout cela reste vague et ressemble [...] diverses Déclarations des droits et des devoirs [...] pullulèrent en France de 1789 à 1793.

Les devoirs de l'État envers le citoyen.

Par contre, l'Etat doit fournir du travail à [...]dividu, le lui protéger, subvenir à ses besoins qu[...] il n'en donne pas; et il y a peut-être là l'ori[...] d'une législation touffue, mais qui n'est guère re[...]sentée jusqu'ici que par quelques ordonnances.

Dans le même sens, chaque Allemand a dro[...] un foyer domestique correspondant à ses beso[...] ce qui a donné lieu à une loi (11 avr. 1919), rela[...] à la « colonisation intérieure » sur les terres [...] l'Etat, et à une ordonnance (15 janv. 1919) [...] l'expropriation des logements qui dans certains [...] supprime l'inviolabilité du domicile (1).

Une heureuse innovation de la Constitution [...] Weimar consiste dans ce fait que la *famille* y [...] mentionnée, que le *mariage* y est mis sous la [...]tection de la société. Par ailleurs, toutes *réuni*[...] toutes *associations* deviennent licites, sans restric[...] aucune. Ce principe a sa répercussion légitime [...] le terrain religieux. Nous examinerons plus tard [...] différents points, ainsi que la partie économico-[...]tique de la Constitution.

(A suivre.)

René Johannet.

(1) L'application de cette loi dans certaines villes co[...] Cologne, encombrée de réfugiés, a donné lieu à de[...]tables scandales.

Imp. Paul Feron-Vrau, 3 et 5, rue Bayard, Paris, VIIIe. — *Le gérant :* A. Faigle.